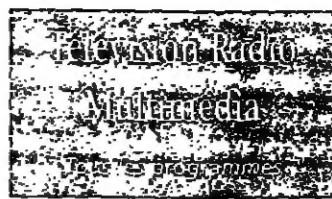


مکان من المرحوم



Le Monde



CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16085 - 7 F

DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Les arsenaux à Paris

Les syndicats des industries de l'armement attendaient au moins 20 000 manifestants, samedi 12 octobre à Paris, pour demander le retrait du « plan Millon », qui supprimerait 50 000 à 75 000 emplois.

Gardanne-sur-Seine

Politologues et partis suivent à la loupe, depuis Paris, l'élection législative partielle de Gardanne (Bouches-du-Rhône). Au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, l'UDF et le RPR ont refusé de retirer au FN ses postes dans les conseils d'administration des lycées.

Chantage à Moscou

Alexandre Korjakov, ancien confident et garde du corps de Boris Eltsine, menace de dévoiler des dossiers compromettants.

Le monde bipolaire

Automne 1956 : l'insurrection de Budapest retracée à la lumière d'archives inédites.

Marchands d'images



Comme chaque automne, la grande tribu mondiale des vendeurs de programmes TV s'est réunie au Mipcom de Cannes. Rédit.

« Placements »

Trois pages avec nos chroniques consacrées aux marchés financiers et aux investissements.

Le rugby à l'heure européenne

Professionnalisme, droits de télévision : les Coupes d'Europe débutent dans la confusion.

La magie Blumenfeld

Rétrospective à Londres de l'œuvre d'un photographe au graphisme exceptionnel.

Claude Griscelli au « Grand Jury »

Directeur général de l'Inserm, Claude Griscelli est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 13 octobre à partir de 18 h 30.

Abonnement : 3 DM ; Argentine-Guyane, 9 F ; Australie, 25 F ; Belgique, 45 F ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 14 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 200 GR ; Israël, 1 000 NIS ; Liban, 1 000 L.L. ; Luxembourg, 40 F.L. ; Maroc, 50 D.M. ; Nouvelle-Zélande, 20 NZD ; Pays-Bas, 3 F.L. ; Portugal, 250 PTE ; Royaume-Uni, 3 F.L. ; Singapour, 250 S.D.S. ; Suède, 250 SEK ; Suisse, 2,50 CHF ; Tunisie, 12 Din. ; USA, 2,50 \$; USA (internat), 2,50 \$.

M 0146 - 1013 - 7,00 F



L'enquête sur l'affaire Dutroux ravive les passions en Belgique

Le juge d'instruction pourrait être dessaisi lundi

L'AFFAIRE DUTROUX n'en finit pas de susciter colère, embarras et inquiétude en Belgique. Cette fois, ce ne sont plus les découvertes macabres dans les demeures de Marc Dutroux, arrêté le 13 août dernier, soupçonné de meurtres, d'enlèvements et d'avoir dirigé un réseau pédophile, qui font la « une » de l'actualité, mais le juge Jean-Marc Commette chargé de l'instruction. Ce dernier fait en effet l'objet d'une requête en suspension légitime de la part de la défense sur laquelle la Cour de cassation doit se prononcer lundi 14 octobre. Il est reproché au magistrat de Neufchâteau d'avoir participé à un « office » d'une association de solidarité avec les victimes, et d'avoir ainsi manqué à son devoir d'impartialité. Son dessaisissement risque de susciter un tollé dans une opinion qui tient le juge pour un homme bon, compétent et honnête.



Lire page 2

Vitry la muette déterre l'histoire de son bulldozer communiste

L'AFFAIRE du bulldozer de Vitry-sur-Seine, tache noire dans l'histoire du communisme français, pourrait peut-être, enfin, livrer ses secrets. Libéré, sans doute, par l'annonce de sa démission de la mairie qu'il quittera dans quelques jours après dix-neuf ans de service, Paul Mercieca, soixante-trois ans, vient « pour la première fois » de se confier sur cet incident vieux de seize ans dans une feuille départementale confidentielle, *Première heure*.

C'était Noël 1980. Le parti venait de fêter son soixantième anniversaire lors d'un immense banquet, au Bourget. Georges Marchais était parti chasser en RDA ; Charles Fiterman, numéro deux, veillait sur la place du Colonel-Fabien ; le comité central était en plein repli sur le thème « Produisons français ! ». Jean-Louis Beaumont, maire de Saint-Maur-des-Fossés, urie chic ville du Val-de-Marne, décide de « transférer » trois cent vingt travailleurs maliens à Vitry, dans un foyer en réfection, contre l'avis du maire de la ville, Paul Mercieca.

Avertis qu'un « squat » se prépare dans la nuit, affolés à l'idée que le parti internationaliste puisse avoir à chasser des immigrés, les

communistes du Val-de-Marne choisissent une solution radicale : détruire le foyer - qu'ils déclarent non conforme aux normes de sécurité - avant l'installation des nouveaux locaux. Le 24 décembre 1980, des militants communistes, maire de Vitry et secrétaire fédéral en tête, suivent un bulldozer qui écrase partiellement le foyer. Le 7 janvier, dans *L'Humanité*, le secrétaire général approuve « sans réserve » le maire de Vitry.

Le préjudice financier est estimé à 400 000 francs. Pour le parti et pour le maire de Vitry, il ne se calcule pas. Seize ans déjà que M. Mercieca, fils d'immigrés, porte ce bulldozer comme une croix. Des mois qu'il rappelle qu'il a gagné les deux procès intentés par la société gestionnaire du foyer et par la Licra (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), la justice ayant estimé qu'« on ne pouvait pas prouver, de manière indubitable, que le maire avait envoyé un bulldozer ». Mais, jusqu'à présent, M. Mercieca se gardait de rompre la loi du silence communiste et de citer les coupables.

« C'est la fédération communiste du Val-de-Marne qui a organisé cette opération », affirme

Paul Mercieca. Bien qu'opposé au transfert des travailleurs maliens de Saint-Maur à Vitry, M. Mercieca confie qu'il n'était « pas partisan d'utiliser une telle méthode », contrairement au secrétaire fédéral de l'époque, Guy Poussy, ami personnel de Georges Marchais. « Bien entendu, ajoute le maire, ces événements ont eu un retentissement très négatif sur l'image du parti et sur ses élus. »

Défenseur de la ligne d'ouverture du nouveau secrétaire national, M. Mercieca a défilé, avec Robert Hue, en août et en septembre, par solidarité avec les Africains de Saint-Bernard. Dans les sursis de débats qui agitent aujourd'hui le Parti communiste sur ce sujet, il a ainsi clairement choisi son camp. Mais cela n'a pas suffi à soulager sa conscience. Souhaite-t-il aussi régler ses comptes avec les « marchaisiens » du Val-de-Marne, qui se sont encore violemment opposés, jeudi 10 octobre, lors d'un comité fédéral, aux tenants d'une ligne d'ouverture ? Encore quelques blues, démissions ou prétraitements, et, à n'en pas douter, le parti écrira un jour la « vraie histoire du bulldozer de Vitry ».

Ariane Chemin

L'euro, trouble-fête des socialistes

L'HISTOIRE se répéterait-elle au Parti socialiste ? Lors de la première des trois conventions nationales de 1996, celle des 30 et 31 mars sur « mondialisation, Europe, France », Lionel Jospin avait assigné à son parti l'objectif de définir une nouvelle politique économique et sociale. Peine perdue : autour d'un amendement anti-maastrichtien de la Gauche socialiste, le débat avait tourné, pour

l'essentiel, sur l'Europe, la monnaie unique et les critères de convergence, pierres d'achoppement entre le PS et les « petites gauches ».

Le premier secrétaire s'était sorti du piège en réaffirmant l'attachement de son parti à la monnaie unique, le passage à l'euro, au 1^{er} janvier 1999, étant considéré comme une décision politique, à prendre en fonction d'une appré-

ciation « en tendance » des critères mais aussi des conditions sociales. La clarification européenne avait été amorcée, mais la définition d'une nouvelle politique économique avait été renvoyée à la troisième convention, initialement annoncée sur la redistribution.

A deux mois de cette convention, les 14 et 15 décembre, voilà que la question de la monnaie

unique, dont M. Jospin espérait s'être libéré, resurgit dans le rôle du trouble-fête. Les socialistes ont été déçus par la conférence des ministres de l'économie, les 21 et 22 septembre à Dublin. Ils en ont déduit que le cercle vertueux imposé par la monnaie unique, à travers un « pacte de stabilité », risquait de ressembler à une longue cure d'austérité, laissant tous pouvoirs à une banque centrale européenne sans contreparties politiques et surtout peu de marges de manœuvre aux politiques économiques nationales. Comment, dès lors, bâtir une politique économique alternative, rompant avec celles de l'actuelle majorité comme avec celle des derniers gouvernements socialistes, si la contrainte de Maastricht fait de la rigueur une loi d'airain ?

La réponse est d'autant plus difficile que le PS semble à contre-courant de la plupart des grands partis sociaux-démocrates européens. En Italie, la coalition de centre-gauche crée un « impôt Europe » et fait de la surenchère dans l'austérité. En Grande-Bretagne, les travaillistes épousent la cause européenne mais se dotent d'un programme plus libéral-social que socialiste. En Allemagne, le SPD, prisonnier de ses luttes internes, ne sait plus dans quelle Europe il habite.

Michel Noblecourt

Lire la suite page 11

Les Américains saluent la réussite d'Airbus

Le consortium est évalué à plus de 75 milliards de francs

LA BANQUE américaine Lehman Brothers vient de réaliser une étude qui fera date sur le constructeur aéronautique européen Airbus. C'est la première fois que le fabricant d'avions civils est évalué dans une optique capitaliste. Les commentateurs américains sont flatteurs sur le parcours du consortium. « La réalité d'Airbus est bien différente de la perception largement répandue au sein de la communauté financière [américaine] d'une société déficitaire, subventionnée par les gouvernements européens, sans tête et inefficace », écrit l'analyste de Lehman Brothers. Il évalue la valeur du constructeur entre 15 et 18 milliards de dollars (75 et 90 milliards de francs) et estime qu'il « dégage un résultat opérationnel de 1 milliard de dollars par an (environ 5 milliards de francs), et même davantage, avant les frais de recherche et de développement et le remboursement des aides aux Etats ».

Pour Lehman Brothers, Airbus, qui a réussi un pari industriel et commercial très difficile en prenant 30 % du marché mondial de l'aéronautique civile à partir de rien, devrait s'introduire en Bourse. Airbus n'en est pas là, mais l'Américain l'incite à aller vite pour réunir les milliards de dollars de capitaux nécessaires au lancement des futurs avions et résister à Boeing. Le fabricant d'avions civils a certes vingt-cinq ans d'existence, mais il s'agit d'un groupement d'intérêt économique sans autonomie financière. Cette situation est appelée à changer. Les quatre partenaires du consortium (le français Aerospatiale, l'allemand Daimler-Benz Aerospace, le britannique British Aerospace et l'espagnol Casa) se sont engagés à dessiner les contours de la future société Airbus avant la fin de l'année et à la créer en 1999.

Lire page 13

M. Elkabbach est de retour

DEUX FOIS DÉCHU, deux fois revenu. A chaque fois sur Europe 1. Jean-Pierre Elkabbach, ancien président de France Télévision, contraint à la démission après le scandale des animateurs-producteurs, affirme dans notre cahier « Télévision, radio, multimédia » qu'il ne regrette rien de son action. Celui qui fut exclu d'Antenne 2 en 1981 explique aussi pourquoi il retourne à Europe 1, au moment où la station, en baisse d'audience, procède à une rédefinition de ses programmes. Lire également le compte rendu de la première semaine de Teva, la décevante « chaîne des femmes » sur le câble. Dans le monde du multimédia, sortie de plusieurs encyclopédies sur CD-ROM.

Lire notre cahier « Télévision, radio, multimédia »

Madame le proviseur



ODETTE CHRISTIENNE

PROVISEUR du lycée Henri-IV à Paris, Odette Christienne perpétue la tradition du plus vieux lycée de France, modèle de « l'école républicaine », qui célèbre, du 12 au 19 octobre, le bicentenaire de sa fondation dans une abbaye du XIII^e siècle.

Derrière le Panthéon, « H-IV », le « lycée sur la colline », a conservé intacte sa réputation de sanctuaire laïque qui prépare les futures élites de la nation.

Lire page 8 et notre éditorial page 11

International	2	Aujourd'hui	17
France	6	Abonnements	20
Carnet	7	Agenda	21
Société	8	Météorologie	26
Horizons	10	Météo crûtes	26
Enquêtes	13	Culture	27
Placements	14	Radio-Télévision	28

PROCÉDURE La participation du juge Jean-Marc Connerotte à un dîner organisé par l'Association Marc et Corine, dont l'objectif est de défendre les intérêts des

victimes d'enlèvements d'enfants, devrait entraîner son dessaisissement par la Cour de cassation, en dépit de l'appel lancé par le premier ministre Jean-Luc Dehaene,

qui a recommandé aux magistrats de « faire preuve de créativité ». L'AFFAIRE, et le vraisemblable transfert du procès vers une autre juridiction, provoque la colère des

parents des victimes et soulève une vive émotion dans le pays tout entier. JEAN-MARC CONNEROTTE, qui fait figure de « Monsieur propre », a lancé, vendredi,

un appel à témoins à toutes les personnes victimes ou témoins de faits de pédophilie en Belgique, comme s'il estimait devoir rester en charge de l'enquête.

Affaire Dutroux : l'éventuel dessaisissement du juge scandalise les Belges

La Cour de cassation de Belgique devait se prononcer, lundi 14 octobre, à la suite d'une requête en suspension légitime à l'encontre de Jean-Marc Connerotte, introduite par les avocats de Marc Dutroux et de Jean-Michel Nihoul

BRUXELLES

de notre correspondant

La Cour de cassation de Belgique devait se prononcer, lundi 14 octobre, sur la requête de dessaisissement du juge Jean-Marc Connerotte, chargé par le tribunal de Neufchâteau de l'instruction dans l'affaire d'enlèvement et de meurtre de plusieurs jeunes filles dans le cadre d'un réseau de pédophilie criminelle. Cette requête en suspension légitime avait été introduite le 28 septembre par les avocats des deux principaux inculpés dans cette affaire, Marc Dutroux et Jean-Michel Nihoul.

Pour les défenseurs, l'impartialité du juge d'instruction Connerotte peut légitimement être mise en doute du fait de sa participation, en compagnie du procureur de Neufchâteau, Michel Bourlet, le 21 septembre, à un dîner organisé par l'association Marc et Corine dont l'objectif est de défendre les intérêts des victimes d'enlèvements d'enfants et de leur famille. A ce dîner participaient Sabine Dardenne et Laetitia Delhez, deux jeunes filles enlevées par Marc Dutroux et ses complices, qui avaient été retrouvées vivantes à Sars-la-Bussière, près de Charleroi, à la suite de l'arrestation de Marc Dutroux, le 13 août. Celles-ci se sont constituées partie civile dans la procé-

duite conduite par Jean-Marc Connerotte. Outre les spaghetti, qui constituaient l'essentiel du menu, les deux magistrats ont reçu en cadeau un stylo, d'une valeur de 175 francs, offert par les responsables de l'association.

« CREATIVITÉ »

L'audience de la Cour de cassation, qui a examiné cette affaire le 9 octobre, était attendue avec d'autant plus d'intérêt que l'éventualité d'un dessaisissement de ce magistrat, certainement le plus populaire dans une Belgique en proie au doute, avait fait l'objet de nombreux commentaires dans le monde politique et dans la presse. Le premier ministre Jean-Luc Dehaene, tout en se défendant d'interférer dans le déroulement de la justice et en citant le mauvais exemple français dans ce domaine, avait suggéré aux magistrats de la Cour de cassation de « faire preuve de créativité ». Le vice-premier ministre socialiste Elio di Rupo avait invité les juges à la « sagesse » dans l'examen de la requête des avocats des inculpés. Le juriste réputé Francis Delpeyre, de l'université de Louvain, estimait qu'« on ne répare pas une erreur (la présence des magistrats au dîner) par une autre erreur ».

Pour le grand public, qui se ma-



PANCHO

nifeste dans les très nombreuses lettres de lecteurs publiées à ce sujet par les journaux, la cause était entendue : les magistrats concernés avaient « fait preuve d'humanité », une vertu qui avait passablement fait défaut à nombre de leurs collègues dans le déroulement des enquêtes sur ces drames.

Toutes ces invites n'ont pas ébranlé le procureur du roi près la

Cour de cassation, Eliane Lelienkael, qui a exposé la position du ministère public, favorable au dessaisissement du juge Connerotte et du procureur Bourlet. « Pour la première fois de ma vie, a-t-elle déclaré, mon métier de magistrat me pèse. Tous nous sommes bouleversés, tous nous communions dans la douleur des familles. » Mais, ajoute-t-elle : « En entrant dans ce prétoire, il

nous faut abandonner nos pensées et nos sentiments. Nous devons appliquer les règles de droit, fermement et sereinement. » Et, en la matière, le droit est formel : « Tout juge est récusable s'il a été reçu par une partie à ses frais ou a agréé d'elle des présents. » Peu importe que le repas soit spartiate et les cadeaux modestes, le fait est là, et M^{me} Lelienkael est contrainte de se prononcer pour le dessaisissement du juge de Neufchâteau. Faire preuve de créativité, comme le suggère le premier ministre ? « J'ai cherché mais je n'ai pas trouvé », a conclu le procureur du roi.

« CATASTROPHE »

Il est donc plus que probable que la Cour suive les réquisitions du procureur, et que l'affaire soit déplacée vers une autre juridiction. Une perspective qui provoque la colère des parents des victimes qui multiplient les interventions publiques pour soutenir le juge Connerotte et le procureur Bourlet. « Si le dossier part à Liège, c'est une catastrophe ! », estime Gino Russo, le père de la jeune Mélissa, trouvée morte dans une maison appartenant à Marc Dutroux. L'action de la justice liégeoise dans cette affaire fait en effet l'objet de vives critiques de la part des familles des victimes

qui lui reprochent ses négligences dans la conduite des recherches des adolescents enlevés et son manque d'humanité dans ses rapports avec les familles.

Le père d'Effie Marchal, une autre victime de Marc Dutroux et de ses complices, va encore plus loin : « Si ça se passe comme ça en Belgique, tout le monde va descendre dans la rue, et moi avec ! », menace-t-il. Choquée, l'opinion publique belge n'est, dans sa majorité, que peu sensible aux arguments de droits développés devant la Cour de cassation.

Une pétition en faveur du juge Connerotte lancée en début de semaine a déjà recueilli plus de 125 000 signatures selon ses initiateurs, et une autre pétition demandant l'établissement de peines incompressibles pour les assassins d'enfants signée par 2,3 millions de personnes (la Belgique compte 10 millions d'habitants), lancée à la fin du mois d'août, a été remise aux parlementaires le 10 octobre. Une prochaine étape de la manifestation de l'émotion populaire est prévue pour le dimanche 20 octobre, une marche sur Bruxelles pour la « protection des enfants » étant organisée à l'appel des associations de défense des victimes.

Luc Rosenczweig

Les difficultés des « Messieurs propres » de la justice

BRUXELLES

de notre correspondant

Dans le psychodrame qui vit actuellement la Belgique, Jean-Marc Connerotte et Michel Bourlet, respectivement juge d'instruction au tribunal de Neufchâteau, font figure de « Messieurs propres »

dans une conjoncture où la justice, la police et les hommes politiques sont soupçonnés, au mieux de négligence, au pis de protection d'affaires criminelles.

Le juge Jean-Marc Connerotte s'est trouvé mêlé, par des voix détournées, aux deux principales affaires qui passionnent aujourd'hui le pays : l'enquête sur l'assassinat de l'ancien ministre socialiste André Cools en 1991 et la découverte, en août, à l'occasion d'une affaire de voitures volées, du réseau pédophile criminel aboutissant à l'arrestation de Marc Dutroux, de Jean-Michel Nihoul et de leurs complices.

Dans la première affaire, Jean-Marc Connerotte fait figure de victime : en enquêtant, en 1992, sur une affaire de titres volés à l'aéroport de Zaventem, il établit une connexion entre cette affaire et l'entourage de l'ancien ministre socialiste Alain Van der Bieft, qui aurait commandité l'assassinat

d'André Cools. Le secrétaire particulier de M. Van der Bieft, Richard Taxquet, qui a des liens familiaux avec des Italiens membres de la mafia de Tarente est alors arrêté, puis libéré après la rétractation du principal témoin accusateur.

POTS-DE-VIN

Jean-Marc Connerotte est alors déchargé de l'affaire au profit de la juge d'instruction de Liège Veronique Ancia, qui oriente ses recherches, sans succès, du côté des circonstances entourant l'attribution, en 1988, d'un contrat d'hélicoptères pour l'armée à la firme italienne Agusta. Si cette enquête, diligentée par la « cellule Cools » du parquet de Liège, aboutit à la découverte de pots-de-vin versés par les « Italiens » au Parti socialiste flamand et à la démission du secrétaire général de l'Otan, Willy Claes, ministre de l'économie à l'époque des faits, elle n'apporte aucune lumière sur les commanditaires de l'assassinat d'André Cools.

En septembre 1996, de nouveaux témoignages confortent l'hypothèse avancée en son temps par Jean-Marc Connerotte, amenant l'arrestation d'Alain Van der Bieft et des membres de son entourage, ainsi que celle des tuteurs tunisiens d'André Cools qui auraient été recrutés par les hommes de M. Van der Bieft. Ainsi, il se révélait que la piste suivie

par Jean-Marc Connerotte était la bonne, et que l'appareil judiciaire belge avait fait perdre de précieuses années à l'enquête. D'un seul coup, Jean-Marc Connerotte remplaçait Veronique Ancia dans le rôle du « petit juge » n'ayant pas peur d'affronter les pressions politiques.

Dans l'affaire Dutroux-Nihoul, Jean-Marc Connerotte et Michel Bourlet, procureur au tribunal de Neufchâteau, apparaissent

comme des magistrats humains, montrant de la compassion envers les victimes, et insensibles aux pressions qui pourraient s'exercer sur eux. Ils étaient là lorsque les aveux de Dutroux leur ont permis de libérer deux jeunes filles séquestrées, et Michel Bourlet n'a pas hésité à déclarer qu'il mènerait l'enquête « jusqu'au bout, si on [le] laisse faire... »

L. R.

La passionaria de la lutte contre la pédophilie victime d'une agression

Marie-France Botte, porte-drapeau belge de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, a été agressée, jeudi 10 octobre dans la soirée, alors qu'elle regagnait son domicile de Forest, près de Bruxelles, à l'issue d'une conférence donnée à Liège sur les affaires dramatiques qui émeuvent la Belgique.

Un homme l'attendait à la porte de son immeuble et a tenté, selon son témoignage, de l'étrangler en lui disant : « Tu vas payer pour tous, je vais te tuer ! » Marie-France Botte s'est alors laissée glisser par terre, puis est parvenue à s'enfuir à l'intérieur de l'immeuble. Elle fait désormais l'objet d'une protection rapprochée, comme les juges et les avocats concernés par l'affaire Dutroux-Nihoul. (Corresp.)

L. R.

L'honneur perdu du bon juge Bracq

BRUXELLES

de notre correspondant

La justice belge, déjà au centre de vives polémiques pour ses manquements - réels ou supposés - dans la conduite des enquêtes sur les affaires Dutroux et Cools, se serait volontiers passée de ce nouveau coup dur. Une de ses grandes figures, Robert Bracq, quatre-vingt-trois ans, magistrat en retraite et président de la fondation portant son nom, est accusé par une de ses anciennes protégées, aujourd'hui âgée de quarante-sept ans, d'avoir fait d'elle son « esclave sexuelle » alors qu'il avait autorisé sur elle comme juge des enfants au tribunal de Charleroi.

C'était il y a plus de vingt ans, et cette femme dont on ne connaît que les initiales, M. B., elle veut protéger ses enfants, retirée à l'âge de neuf ans d'une famille qui la maltraitait, avait été confiée à la tutelle du juge après un circuit classique de séjours dans des institutions. Celui-ci, sous la menace de la renvoyer dans un orphelinat, voire

à l'hôpital psychiatrique, contraint M. B. à avoir des relations sexuelles avec lui. La situation dure plusieurs mois, jusqu'à ce qu'un collègue du juge Bracq fasse pression sur lui pour qu'il mette un terme à ces relations.

M. B. s'en est ouverte en 1995 à ses thérapeutes, qui ont à leur tour alerté le délégué général aux droits de l'enfant, Claude Lelièvre. Celui-ci, s'étant assuré que la plaignante n'est pas une fabulatrice et qu'elle dispose de ses facultés mentales en dépit du traumatisme subi dans son adolescence, prend fait et cause pour elle. Et appuie la demande de réparation morale qu'elle formule : les faits étant prescrits - et donc non passibles des tribunaux -, elle souhaite que la Fondation Robert Bracq, qui regroupe plusieurs associations d'aide à l'enfance en détresse et aux sans-abris, soit débaptisée.

L'ancien juge, qui a été anobli par le roi Baudouin en 1990, refuse.

La victime et ses avocats rendent alors l'affaire

publique, avec comme première conséquence le retrait, à la fin du mois de septembre par le roi Albert II, de son haut patronage aux associations liées à la Fondation Robert Bracq, ce qui équivaut en Belgique à la suppression de la reconnaissance d'utilité publique et laisse mal augurer de leur avenir. Le scandale est à la mesure de la notoriété que s'était acquise le baron Bracq dans le domaine de la charité.

On le comparait à l'abbé Pierre, les hommes politiques de tous bords ne manquaient jamais une occasion de se montrer en sa compagnie, on louait dans tout le pays son mode de vie spartiate, son engagement sans faille pour les plus faibles et les plus démunis. Les seuls à avoir manifesté quelque lucidité sur la vraie nature de Robert Bracq avaient été ses camarades scouts, qui lui avaient attribué le surnom de « Serpent à cou-lisse ».

L. R.

Le gouvernement français lance « un dialogue national pour l'Europe »

SOUS L'ÉGIDE du ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, le gouvernement français va lancer mardi 15 octobre un « dialogue national pour l'Europe » pour permettre au maximum de personnes intéressées de s'informer sur les enjeux de la construction européenne, et d'en débattre. Cette opération doit durer jusqu'en mai 1997. Elle complètera des actions d'information de la Commission européenne dans les pays de l'Union et du ministère des finances sur la monnaie unique.

La leçon du référendum sur la ratification du traité de Maastricht, qui s'est achevé à l'automne 1992 par une très courte victoire du « oui », n'a pas été oubliée. Mal préparée par les parti-

sans du traité, la campagne avait été l'occasion pour les adversaires de la politique européenne d'entraîner derrière eux une large frange de l'opinion qui n'était pas hostile par principe à l'Union mais qui s'inquiétait des conséquences de l'intégration.

La Coordination rurale avait notamment réussi à dresser le monde agricole contre le traité de Maastricht, en signe de protestation contre la nouvelle politique agricole commune. Quatre ans plus tard, ces organisations syndicales, un peu peignées, sont obligées de constater que cette réforme a été bénéfique.

Le calendrier européen de ces prochaines années est chargé, avec le lancement de la monnaie unique, la réforme du fonctionne-

ment politique de l'Union, l'ouverture de négociations avec les pays de l'Est et du Sud désireux de rejoindre les Quinze, et enfin la renégociation du budget communautaire.

ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Le thème de l'Europe risque d'être au centre des préoccupations lors des échéances électorales de 1998. Les débats de ces derniers mois, en France et dans les autres pays européens, sur les politiques d'austérité, l'assainissement des finances publiques, le respect des critères fixés pour assurer la convergence des politiques économiques et financières, les craintes pour l'emploi sacrifié sur l'autel européen, montrent combien l'affaire est

sensible. Le 9 mai, à la Sorbonne, lors de la fête de l'Europe, l'idée de ce « dialogue national » avait reçu le soutien public du chef du gouvernement Alain Juppé, de l'ancien premier ministre socialiste Edith Cresson, aujourd'hui commissaire européen pour la recherche et l'éducation, des anciens ministres aux affaires européennes Alain Lamassoure (UDF) et Elisabeth Guigou (PS).

La démarche de Michel Barnier, qui est aussi président du conseil général de Savoie, a consisté à s'appuyer sur les régions pour multiplier les manifestations décentralisées.

Le budget de l'opération (50 millions de francs) est financé pour moitié par la Commission et, pour l'autre moitié, par le gouver-

nement. Ses responsables ont mis en place dans chacune des régions des « comités de dialogue », coordonnés par les préfets, en coopération avec les assemblées régionales ; ils sont chargés de mobiliser les énergies. Il a été prévu de recruter un millier de jeunes bénévoles dans toute la France pour aider les officiels.

La cérémonie de lancement, à Strasbourg, réunira Michel Barnier, le maître de la ville, Catherine Trautmann, le président du conseil régional d'Alsace, Adrien Zeller, et le commissaire européen chargé des affaires monétaires, Yves-Thibault de Silguy. Jacques Chirac et Alain Juppé ont préféré se tenir à l'écart, se réservant la possibilité d'intervenir plus tard pour soutenir l'opération.

Les principales formations politiques avaient initialement été sollicitées pour fournir une contribution mais l'idée a été abandonnée. A gauche, on affirme, chez les communistes comme chez les socialistes, que les militants auront toute liberté pour défendre dans les discussions les conceptions de leur parti sur l'Europe, mais qu'il n'est pas question de cautionner la politique européenne du gouvernement, que chacune des deux grandes formations critique à sa façon. « Ce n'est pas le moment de laisser s'établir une confusion entre ce que fait le gouvernement et ce que nous pensons », souligne Pierre Guillon, chargé au PS des relations internationales.

Henri de Bresson

John Major est parvenu à resserrer les rangs d'un Parti conservateur divisé sur l'Europe

Dans son discours de clôture du congrès, il a promis aux Britanniques « des chances pour tous »

John Major a lancé, vendredi 11 octobre à Bournemouth, sa campagne électorale en promettant aux Britanniques « des chances pour tous ».

Dans son discours de clôture du congrès, le premier ministre britannique a appelé ses troupes à serrer les rangs et ironisé sur les origines aisées

de son adversaire travailliste, Tony Blair, et sur son éducation privée, soulignant qu'il était lui-même un enfant de l'école publique.

BOURNEMOUTH

de notre envoyé spécial

La conférence annuelle du Parti conservateur s'est achevée, vendredi 11 octobre, par une ovation pour John Major. Le premier ministre britannique venait de prononcer un discours destiné à resserrer les rangs du mouvement, à remonter son moral et à l'appeler au combat à six mois d'élections générales que tous les sondages donnent comme perdues pour les Tories. Après s'être adressés à ses concitoyens sur le ton familier de M. Tout-le-Monde, le Premier ministre a conclu : « Je ne suis pas un homme de deux pièces : *le Brit on Sunday* ou *le Brit on the Strand*, *10 Downing street* pour ne pas me battre avec toutes les fibres de mon corps pour ce que je crois, pour le pays que j'aime. Ou serai-je quand viendront les élections ? Je serai dans les villes et les rues, avec vous. Sur les places et les marchés, avec vous. Au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, avec vous ! »

Alliant les confidences personnelles aux propos de l'homme d'Etat, M. Major s'est efforcé de réparer les dégâts causés par les coups de boutoir des anti-européens, qui exigent qu'il renonce dès maintenant à la monnaie unique alors qu'il veut se laisser le temps de réfléchir et de négocier. Il a, dans cet effort, été aidé par l'ensemble de son gouvernement, qui, malgré ses divisions, a su faire front. Ou du moins donner l'apparence d'un front uni. Car tous savent que, si la victoire est incertaine, la poursuite des luttes internes, et surtout la campagne incessante et perfide baïnette de l'alle droite, la rendrait impossible.

DISCOURS SÉCURITAIRE

Sur l'Europe, M. Major a été très en sales chaleurs excessive : « La Grande-Bretagne est une grande nation. Bien entendu, nous devons être en Europe, mais nous y sommes pour aider à la façonner, non pour être façonnés par elle... Nous pensons que l'Europe doit devenir plus flexible, que son seul avenir réside en un partenariat de nations, non les Etats-Unis d'Europe. Mais certains de nos partenaires voient son avenir dans une intégration politique et économique toujours plus étroite. Nous ne pensons pas que ce soit pratique. Ni, pour être francs, souhaitable. Ce n'est pas l'Europe que nous avançons rejoindre, ni celle que nous pourrions accepter ».

Pour le reste, M. Major, tout comme son vicaire transatlantique, Blair, a été très exhortatoire, a promis de nouvelles dépenses pour la santé, plus de sélection à l'école et une baisse de l'impôt sur le revenu, mais pas de projets spectaculaires. Il avait laissé à M. Cipek le soin de

défendre les réussites économiques de son gouvernement et de l'ère Thatcher. Le chancelier de l'Echiquier a été, sur ce thème, des plus convaincants. Cet homme, dénoncé par la droite du parti pour ses penchants européens, a su retourner l'auditoire sans renier ses convictions mais en se plaçant clairement derrière M. Major. Il a aussi refusé de céder aux pressions de ceux qui lui réclament d'impor-

de l'industrie avait menacé les syndicats du secteur public d'une suppression de *facto* du droit de grève : usagers et entreprises devraient pouvoir les poursuivre en justice pour dommages et intérêts en cas d'arrêts de travail « disproportionnés ».

« Des chances pour tous », tel était le thème officiel du congrès. Et, pour montrer l'engagement du premier ministre, le « pour tous »

« Épargnez-moi vos larmes de crocodile... »

Lors de son discours au congrès conservateur de Bourne mouth, John Major est sorti du passage de son texte préparé Adnan propos de l'Irlande du Nord, pour annoncer qu'un soldat britannique, blessé lors de l'attentat de l'IRA de lundi 7 octobre, venait de mourir. James Bradwell était âgé de quarante-trois ans et père de famille. Le premier ministre en a profité pour attaquer Gerry Adams, le chef du Sinn Féin, la branche politique de l'IRA : « Monsieur, Adams, je ne vous crois pas quand vous dites que nous n'y étions pour rien, s'est-il ex-
clamé, égaré-moi vos terres et crocodile ». Le premier ministre a aussi déclaré que le processus de paix se poursuivait - sans le Sinn Féin - et pour annoncer une mesure qui fera sans doute plaisir aux unionistes protestants : la création d'un « grand comté » regroupant les députés de la province pour questionner les ministres sur les affaires locales. - (Cornea.)

tantes réductions d'impôts. « Nous ne baïssons les impôts que lorsque nous en avons les moyens et quand c'est bon pour l'économie », leur a-t-il répliqué.

M. Major a repris, comme nombre de ses ministres, un discours sécuritaire qui a été un des leitmotivs de la conférence : mise en garde aux jeunes délinquants, qui se verront imposer un bracelet électronique permettant de suivre tous leurs mouvements, avertissement aux fraudeurs de la sécurité sociale et du chômage. Auparavant, le ministre du Commerce et

était rédigé de sa propre main. Car, bien que conservateur, M. Major a tenu un discours populiste : « Nous sommes le parti des véritables classes laborieuses et des minorités ethniques », a affirmé cet homme dont personne ne conteste les origines très modestes, tandis que le Parti travailliste est celui des classes « bavardes », de ces intellectuels peu prisés des Britanniques, surtout ceux qui sont de droite. Il a enfoncé le clou avec un slogan qui risque de coller à la peau de Tony Blair : « Labour nouveau, vieille crasse d'école », qui rappelle à l'élec-

teur moyen les origines de M. Blair. S'il est élu en 1997, ce dernier serait en effet le premier chef du gouvernement britannique depuis Sir Alec Douglas Home, dans les années 60, à avoir été éduqué dans une « public school » (école privée).

Si M. Major parvient à préserver l'unité retrouvée, la bataille électorale risque d'être plus ardue que prévu pour M. Blair. Mais le retard des tories était encore, la semaine dernière, d'une trentaine de points. Il leur faudra convaincre les électeurs non pas de leur faible confiance sur l'Europe — ce n'est pas leur principale préoccupation —, ni sur l'économie — en dépit des résultats obtenus, les Britanniques ne sont toujours pas convaincus qu'ils vont bénéficier de la reprise —, mais de la capacité des tories à se renouveler et à inspirer de la confiance après tant d'années au pouvoir et tant d'affaires.

Il faudra surtout que les délégués, une fois de retour dans leurs circonscriptions, ne cèdent pas à nouvelles tentatives de manipulations, qu'ils restent fidèles à leurs principes, qu'ils n'aient aucune intention de le faire. Ils répètent que 150 candidats aux élections sont prêts à signer leur pétition contre la position de M. Major sur la monnaie unique. Ils ont bouclé la salle de conférences pour compléter dans les couloirs et organiser des réunions parallèles, fort bien remplies au demeurant. Les militants tories tiennent un peu de Doctor Jekyll et Mister Hyde : fidèles à leurs dirigeants le jour, ils deviennent souvent rebelles et eurosceptiques la nuit.

Patrice de Beer

Nicaragua : l'archevêque de Managua appelle à voter pour « le moins mauvais » des candidats

MANAGUA. L'Arcsweptwe de Managua a appelé, vendredi 11 octobre, à voter pour « *le motin* » *univocal* des candidats lors des élections générales du 20 octobre. A un peu plus de la présidence, la consultation, les sondages donnent comme favori à la présidentielle, Arnolodo Alemán (Alliance libérale-droite) et l'ancien président Daniel Ortega (Front sandiniste de libération nationale-gauche) — sur les vingt-trois candidats en lice —, tandis que 16 % des 2,4 millions d'électeurs se disent indécis. Le porte-parole du département d'Etat américain a déclaré que les Etats-Unis « *adoptent une attitude parfaitement neutre* » vis-à-vis de ce scrutin. « *C'est au peuple du Nicaragua de décider* », a ajouté Nicholas Burns, selon lequel Washington « *respectera le résultat d'une élection démocratique* ». — (A/R)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : la sûreté fédérale américaine (FBI) a arrêté, vendredi 11 octobre, sept membres de la Milice des montagnards, de Virginie occidentale, qui projetaient un attentat à la bombe contre des bâtiments du FBI. Selon les éléments de l'enquête, ils envisageaient de faire sauter le centre de Clarksburg, où le FBI conserve notamment toutes les empreintes digitales rassemblées lors d'enquêtes sur l'ensemble du territoire des États-Unis. — (APR)

■ **CANADA** : la société privée canadienne, Aikuit Aerospace et le centre scientifique et technologique Complex, de Moscou, ont signé un accord portant sur l'utilisation de la base de lancement privée Spaceport Canada, encore en construction dans le nord du Canada, a indiqué, vendredi 11 octobre, une source gouvernementale canadienne. L'accord prévoit le lancement de satellites commerciaux sur orbite basse au moyen de fusées porteuses russes Start. — (APR)

EUROPE

■ **ALLEMAGNE** Les Allemands et un Palestinien ont été arrêtés pour l'attentat anti-américain qui avait fait trois morts dans une discothèque de Berlin en 1986, ont indiqué, vendredi 11 octobre, des sources judiciaires. Le procureur général, Dieter Neumann, a affirmé qu'il « existe des preuves que la Libye a commandité l'attentat ». Le parquet de Berlin a en outre lancé un mandat d'arrêt pour meurtre et complicité de meurtre contre trois Libyens qui étaient en poste à l'ambassade de Libye à Berlin-Est, et contre un membre des services secrets de Tripoli. — (AFP)

■ **Klaus Kinkel**, le chef de la diplomatie allemande, se rendra en visite officielle en Chine du 21 au 24 octobre, a annoncé, vendredi 11 octobre, le ministère des affaires étrangères. Ce déplacement scellera la fin du refroidissement germano-chinois consécutif à l'adoption, par le Parlement allemand, le 20 juin, d'une résolution critiquant la situation des droits de l'homme au Tibet. — (AFP)

■ **TURQUIE** : le président du Parlement, Mustafa Kalemli, a vivement reproché, vendredi 10 octobre, à l'Union européenne, de « dénoncer et critiquer sans pitié » la Turquie. « Est-ce que la Turquie sera un pays qui attend toujours dans l'antichambre » de l'UE, s'est-il interrogé lors d'une conférence internationale annuelle sur la sécurité et la coopération. — (AFP)

■ **VATICAN** : un nouveau bulletin de santé, publié vendredi 11 octobre, confirme que « la période post-opératoire du pape se déroule régulièrement ». A l'hôpital Gemelli, qu'il pourrait quitter mardi 15, Jean Paul II a commencé à se réaligner, à marcher et à accorder de brèves audiences à ses collaborateurs.

Le programme des toiles

- **Economie** : M. Major a promis de ramener de 24 % à 20 % le taux moyen de l'impôt sur le revenu. Il a confirmé l'abolition des impôts sur la succession et les plus-values.
- **Santé** : sauvegarde du service public de santé et augmentation des dépenses de santé.
- **Europe** : opposition aux « Etats-Unis d'Europe ».

La monnaie unique est « le point le plus controversé » du débat.

- **Ulster** : condamnation de l'attentat de l'IRA à Lisburn qui a fait un mort et 30 blessés. Le Sinn Féin, faillite politique de l'IRA, ne pourra accéder aux négociations sur l'Ulster grâce aux bombes. Réaffirmation que le désarmement doit intervenir « en parallèle » aux pourparlers, non

en préalable comme le réclament des unionistes.

- **Éducation** : M. Major souhaite une grande loi-programme sur l'éducation, qui donnera notamment aux parents des possibilités accrues sur le choix d'établissements scolaires.
- **Sécurité** : mise en place de bracelets-radio destinés à contrôler les déplacements des jeunes délinquants. Cette idée est actuellement au stade expérimental.
- **Social** : déclaration de guerre aux « fraudeurs de l'aide sociale ». Rejet du rétablissement d'un salaire minimum. Les torques confirment leur opposition au chapitre social du traité de Maastricht. - (APF)

L'ancien garde du corps de Boris Eltsine menace de dévoiler des « dossiers compromettants »

MOSCOU
de notre correspondant
« J'ai travaillé avec Boris Nico-
laïevitch [Eltchine] pendant onze ans.
J'en ai vu beaucoup et j'en sais
beaucoup. Je sais comment les gens
ont grimpé les échelles de leur car-
rière. Je connais les intrigues, les
rencontres secrètes, beaucoup de
choses » Devant des centaines de
journalistes, Alexandre Korjakov,
l'ex-garde du corps, chef de la sé-
curité et meilleur ami de Boris El-
tchine, renvoyé au mois de juin, a
donné, vendredi 11 octobre, la
1^{re} conférence de presse de
[sa] vie ».

Accusé cette semaine par Boris Fiodorov, l'ex-directeur du Fonds national des sports (une étrange organisation du Kremlin servant de « pompe à finances »), d'avoir voulu lui extorquer 40 millions de dollars, Alexandre Korjakov menace de faire des révélations sensationnelles sur les hauts responsables russes. Cette « guerre de la corruption » a éclaté à Moscou depuis que l'ex-chef de la sécurité présidentielle s'est allié avec la nouvelle vedette de la politique russe, Alexandre Lebed, le plus populaire des candidats à la succession d'un Boris Eltsine malade.

La presse est déque, même si l'ex-confident de Boris Eltsine accuse, sans produire de preuves, deux éminents hommes d'affaires et de pouvoir russes d'avoir commandité son assassinat. Celui qu'on avait surnommé le « Rasputine du Kremlin » accuse l'entourage du chef de l'Etat (et particulièrement son ennemi juré, le chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubaïss) d'avoir poussé Boris Eltsine, aujourd'hui malade du cœur, à ses limites physiques pendant la campagne électorale afin de s'emparer des commandes.

COUP DE THÉÂTRE
Renvoyé après le premier tour de l'élection, accusé par Anatoli Tchoubais d'avoir voulu annuler le scrutin, Alexandre Korjakov s'exécute : « Il y avait un réel danger pour la santé [du président Eltsine], j'étais en contact avec les médecins. Ils dissuadent que tout devait être terminé, que ce serait très bien de retarder les élections de deux ou trois mois. Malheureusement, personne ne m'a écouté, mes paroles ont été ignorées », ajoute-t-il. Dénonçant le rôle d'Anatoli Tchoubais, M. Korjakov estime que le

« pouvoir est passé dans les mains de ceux qui n'ont jamais été légitimement élus » et qui constituent « une régence inconstitutionnelle ». « Le président a de moins en moins de pouvoir dans ses mains », estime M. Korjakov.

Le coup de théâtre intervient au milieu de la conférence de presse. Boris Fiodorov, l'accusateur d'Alexandre Korjakov, fait irruption dans la salle, marchant avec une canne. En juin, il a été blessé par balle et à coups de couteau (semble-t-il par un tueur à gages) et revient juste de l'étranger pour relancer le scandale.

Après avoir écouté pendant quelques minutes Alexandre Korjakov, il passe dans la pièce voisine, suivi par une partie de la presse. Il assure que « presque tout » ce que Korjakov vient de dire « est un mensonge ». Pourtant, il ne dément pas que l'ex-garde du corps dispose de dossiers compromettants. « Il a plein de preuves, non seulement contre moi, mais aussi contre d'autres », dit Boris Flodarov, « Korjakov a assez de pouvoir pour grimper de nouveau ».

Jean-Baptiste Naudet

Carrefour propose son abonnement promotionnel à 49 F^{TTC}/mois.

Jusqu'au
11 Nov. 96

Existe en
6 couleurs

49 F^{TTC}/mois jusqu'au 31/03/97,
ou déjà 99 F^{TTC}/mois

1,21 F^{TTC}/min
En heures
creuses

4,83 F^{TTC}/min
En heures
pleines

Frais de mise en service : 422,10 F^{TTC}

MOTOROLA FLARE

2 Watts, carte Sim, 1145 en conversation, 17h en veille,
142 x 59 x 27 mm, 215 g. Garantie 1 an.

190 F^{TTC}

AVEC SOUSCRIPTION D'ABONNEMENT

1690^{TTC} - 1200^{TTC} - 300^{TTC} = 190^{TTC}
tarif de base prix à l'heure prix payant prix forfaitaire

Avec Carrefour
je positive! ➡

SFR

Le Standard Sans Fil est à Paris.

L'attribution des prix Nobel de la paix sort le Timor-Oriental de l'oubli

Les membres du comité espèrent que des solutions diplomatiques et pacifiques seront trouvées à un conflit qui a provoqué, depuis fin 1975, la mort de près du quart de la population de cette ancienne colonie portugaise

Le prix Nobel de la paix 1996 a été attribué, vendredi 11 octobre, à deux figures prestigieuses du combat du Timor-Oriental, ancienne colonie portugaise annexée formellement en 1976 par l'Indonésie : Mgr Carlos

Felipe Ximenes Belo, évêque de Dili, capitale du Timor-Oriental, et José Ramos-Horta, l'ambassadeur itinérant de la cause de l'indépendance du territoire. Arrachant, ainsi, la question timoraise de l'oubli, le comité

Nobel a souhaité récompenser les deux lauréats pour « leur travail en vue d'une résolution juste et pacifique du conflit » et espère que cette consécration « aiguillonnera les efforts pour trouver une solution diplo-

matique au conflit, basée sur le droit des peuples à l'autodétermination ». Alors que le Portugal et le Vatican ont exprimé leur satisfaction, le gouvernement de Djakarta a dit « regretter » la décision du comité No-

bel. De son côté, la presse indonésienne a fait part de son étonnement, le quotidien Media Indonesia trouvant même « choquant » de consacrer le diplomate indépendantiste José Ramos-Horta.

OSLO

de notre envoyé spécial

Ce fut une demi-surprise. Autant Mgr Carlos Felipe Ximenes Belo figurait parmi le cercle fermé des « favoris » depuis l'an dernier, autant son collègue, moins connu, n'était pas attendu à un tel niveau. José Ramos-Horta est pourtant celui des deux qui voyage le plus à l'étranger, de par sa fonction de porte-parole international du mouvement indépendantiste au Timor-Oriental. Mais

le comité Nobel n'a pas eu peur de choisir ce « politique » au côté du prêtre catholique, évêque depuis 1988 de Dili, capitale du Timor-Oriental.

C'est pour « leur travail en vue d'une résolution juste et pacifique du conflit » dans cette colonie portugaise occupée puis annexée en 1976 par l'Indonésie que les deux personnalités ont été distinguées vingt ans plus tard. En deux phrases, le comité Nobel résumait ce qui, à ses yeux, méritait

d'attirer l'attention du monde entier sur ce coin du globe : « En 1975, l'Indonésie prend le contrôle du Timor-Oriental et commence systématiquement à opprimer la population. Au cours des années suivantes, on a estimé qu'un tiers des habitants étaient morts à cause de la famine, des épidémies, de la guerre et de la terreur. »

« JOIE ET TRISTESSE »

Tout en épaulant au passage « les pays et gouvernements qui soutiennent la politique indonésienne », le président de l'institution norvégienne, Francis Sejersted, a « espéré que cette récompense aiguillonnera les efforts déployés en vue de trouver une solution diplomatique au conflit, fondée sur le droit des peuples à l'autodétermination ».

Les colarats, qui se partageront une somme de 1,1 million de dollars, ont tous deux réagi de manière modérée à la nouvelle venant d'Oslo, contrastant avec la surprise et les critiques suscitées par l'attribution du prix en Indonésie.

A la sortie d'une messe qu'il célébrait à Dili au moment où son

nom tombait sur les téléécrans du monde entier, Mgr Carlos Belo, âgé de quarante-huit ans, a dédié cette récompense à « tous ceux qui œuvrent pour la paix et les droits de l'homme ». Il a estimé que, désormais, « le soutien international à la cause timoraise sera plus grand et que le gouvernement indonésien et les organisations internationales porteront une plus grande attention » à ce problème.

Alors qu'il se trouvait en Aus-

tralie, M. Ramos-Horta, âgé de quarante-six ans, a éprouvé, pour sa part, « un mélange de joie et de tristesse » à l'annonce du prix. Visiblement surpris d'avoir été distingué, le leader indépendantiste a regretté que la récompense n'ait pas plutôt été partagée par l'évêque et le chef militaire de la résistance est-timoraise, Xanana Gusmao, emprisonné en Indonésie.

De son côté, le Vatican a exprimé sa « vive satisfaction ». L'attri-

bution du prix Nobel « constitue la reconnaissance de l'activité d'un homme d'Eglise caractérisée par la recherche incessante du dialogue, visant toujours des solutions pacifiques », a déclaré le porte-parole, Joaquín Navarro-Valls. Le pape a souvent exprimé sa préoccupation pour la situation à Timor-Est et le cardinal Eusebio, président du conseil pontifical « Justice et paix », s'était rendu sur place en janvier 1996 pour soutenir les efforts de Mgr Carlos Belo.

Après un prix en demi-teinte l'an dernier - il était revenu à l'octogénaire britannique Joseph Rotblat et à son mouvement antinucléaire Pugwash -, le comité Nobel a renoué, cette année, avec le risque et l'engagement, sans toutefois atteindre le niveau de 1993 et 1994 (l'Afrique du Sud et le conflit israélo-palestinien).

Le centenaire de la mort du fondateur des prix, le suédois Alfred Nobel, devrait donner lieu, le 10 décembre à Oslo, à une cérémonie de remise des prix plus vibrante et haute en couleur que celle de l'an dernier.

Benoît Petitier

José Ramos-Horta, ambassadeur de l'indépendance

José Ramos-Horta, lauréat avec Mgr Carlos Belo, du prix Nobel de la paix 1996, est l'ambassadeur itinérant de la cause du Timor-Oriental. Né le 26 décembre 1946, à Dili, où son père, un sous-officier de la marine portugaise, avait été déporté pour des raisons politiques sous le régime de Salazar, il devient journaliste avant de militer dans les rangs du Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-Oriental (Fretilin). Au lendemain de la proclamation d'indépendance, le 28 novembre 1975, il devient chef de la diplomatie d'un Etat qui n'aura qu'une dizaine de jours d'existence.

Condamné à un exil américain, puis australien, après l'intervention des troupes de Djakarta, José Ramos-Horta ne cesse de sillonner les enceintes internationales, où il plaide la cause du Conseil national de la résistance Maubere (CNRM, coalition indépendantiste). Fine barbe et noué papillon, il s'impose comme le visage du Timor-Oriental à l'étranger. (Corresp.)

Un refus obstiné de la tutelle indonésienne

BANGKOK
de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Djakarta a souvent misé sur la durée pour faire oublier la « question timoraise ». Le 7 décembre 1975, dix jours à peine après la proclamation de l'indépendance de Timor-Oriental - jusqu'alors colonie portugaise - par les séparatistes du Fretilin, les troupes indonésiennes débarquent à Dili, la capitale du territoire, et s'engagent dans une répression qui fit près de deux cents mille morts, sur une population totale d'environ huit cent mille personnes. En juillet 1976, le territoire était formellement rattaché au reste de l'archipel, dont il devenait la vingt-septième province. Mais les Nations unies n'ont jamais reconnu cette annexion et continuent de tenir le Portugal pour la puissance administratrice.

Depuis vingt ans, Djakarta a misé sur l'effacement progressif d'une volonté internationale de ramener l'Indonésie dans le droit. Le comité Nobel vient de rappeler aux Indonésiens ce boulet qu'ils se sont collé eux-mêmes au pied. Même si des contacts ont été pris, ces dernières années, entre les différentes parties concernées, le dossier n'a guère progressé. Pour être exceptionnelle, la rencontre, début mars, à Bangkok, en marge du sommet Europe-Asie, entre le président Suharto et le premier ministre portugais, Antonio



Guterres, n'a produit aucun fruit.

En 1991, un massacre (près de deux cent cinquante-dix tués) perpétré par des militaires indonésiens, à Dili, avait déjà replacé le conflit sur le devant de la scène.

UN « STATUT PARTICULIER » ?

Depuis cette époque, en refusant l'intégration imposée par Djakarta, la population timoraise a pris le relais d'une guérilla au bord de l'épuisement et dont le chef, Xanana Gusmao, capturé en 1992, purge une peine de vingt ans de prison. Tandis que de jeunes Timorais commencent à Djakarta, en 1994, à se réfriger dans des ambassades étrangères, des manifestations dans le territoire avaient coïncidé avec la

présence à Bogor, à l'occasion d'un sommet de l'Asie-Pacifique, du président Bill Clinton.

La communauté internationale demande aujourd'hui à la très anti-communiste Indonésie, qui demeure un champ privilégié d'investissements étrangers, d'accorder à Timor-Oriental un « statut particulier » relevant de l'autonomie interne et qui permettrait à l'ONU d'effacer l'annexion du territoire.

Mais le président Suharto s'y est toujours refusé en arguant que l'unité de son archipel aux treize mille îles et aux dizaines d'ethnies risquerait d'être remise en cause.

Entre-temps, la situation s'est figée dans le territoire. L'Eglise catholique est devenue le point de rallie-

ment, pacifique, d'une population préoccupée à la fois par l'ampleur de l'immigration indonésienne et par une politique d'assimilation parfois sans nuances. Les centaines de millions de dollars injectés par Djakarta pour développer le territoire n'ont pas effacé le souvenir de la répression des années 1977-1979.

Il est peu probable que la décision du comité Nobel convienne le président Suharto d'assouplir son attitude. Le moment est d'autant moins propice que Djakarta riposte avec fermeté, depuis juin, à une tentative de former une opposition interne autour de Megawati Sukarnoputri, fille de feu Sukarno, le père de l'indépendance indonésienne. Au moment où l'attention se reporte sur Timor-Oriental, les deux questions sont plus intimement liées que par le passé. Mis en place à la fin des années 60, le régime indonésien de l'« ordre nouveau » a-t-il les moyens et la volonté de trouver une solution, acceptable par la communauté internationale, à la question timoraise ?

Cette possibilité paraît s'amenuiser au fil des années. Alors que la distinction du Nobel devrait encourager l'aspiration des Timorais à une autonomie interne, Djakarta continue d'exclure tout changement de statut du territoire consacrant la différence timoraise.

Jean-Claude Pomonti

La Nouvelle-Zélande s'acheminera vers un gouvernement de coalition

AUCKLAND

de notre correspondant

Les Néo-Zélandais étaient appelés à renouveler leur Parlement, samedi 12 octobre, en ayant recours pour la première fois de leur histoire à un scrutin de type « proportionnel mixte ». Le Parti national (conservateur), au pouvoir depuis 1990, est à priori le mieux placé pour arriver en tête.

Après des années de réformes constitutionnelles - amorcées en fait par les travaillistes de 1984 à 1990 -, le premier ministre, Jim Bolger, peut aujourd'hui se féliciter d'une excellente situation économique : un taux de chômage de l'ordre de 6 %, une inflation inférieure à 2 %, un dollar fort et une dette publique qui ne cesse de diminuer. Un tel bilan vaut aux conservateurs le soutien des milieux d'affaires, qui craignent notamment que les travaillistes touchent à une loi de 1991 selon laquelle les syndicats peuvent être « court-circuités » dans la négociation employeur-employés.

Mais de telles réformes ont un coût social élevé. La presse se fait chaque jour l'écho de la fermeture momentanée de tel ou tel service d'un hôpital public ou de maladies qui attendent des mois avant de subir des opérations urgentes, etc. D'autres indicateurs d'un indé-

nable malaise social, tel le très haut taux de suicide des jeunes, soulignent les limites du miracle économique néo-zélandais.

Les travaillistes ont donc concentré leurs efforts de campagne sur ces points faibles du bilan bolgerien. « Je ne trouve pas normal que nos concitoyens les plus âgés doivent utiliser l'argent économisé pour leur entretien pour régler leur facture de santé », s'est récemment indigné Helen Clark, le chef de file du Labour, qui est parvenue à récupérer une partie non négligeable de l'électorat travailliste disséminé depuis deux ans.

TROIS PETITS PARTIS

Dans un paysage politique néo-zélandais désormais éclaté, la formation d'un dirigeant de souche maorie, Winston Peters, chef du parti nationaliste New Zealand First, peut également espérer séduire une frange de l'électorat. Volontiers démagogue, M. Peters a prouvé que le rachat de forêts nationales, vendues à 1 a un mois par le gouvernement à une société privée, serait une condition préliminaire à toute alliance avec son parti. Ses déclarations fracassantes, tel sur le pays « vendu aux étrangers », la sur les immigrants asiatiques ou ses promesses d'annuler l'impôt sur les retraites, et de mettre plus de policiers dans les rues, lui assurent un succès certain auprès des personnes âgées et d'une partie des laissés-pour-compte. La personnalité compliquée de M. Peters fait néanmoins de New Zealand First un difficile compagnon de coalition.

Issu du Parti travailliste, qui s'est trahi », Jim Anderton, le chef de la quatrième force en présence, l'Alliance, est le candidat le plus à gauche. Promoteur de l'éducation pour tous aux soins médicaux ainsi qu'à l'éducation, M. Anderton n'est pas très éloigné du Labour, mais partage avec New Zealand First la hantise des capitaux étrangers et d'une économie trop ouverte.

Trois autres petits partis ont des chances de passer le seuil des 5 % ou d'avoir un député de circonscription élu. L'ACT (Association des consommateurs et des payeurs d'impôt), dont le fondateur, Sir Roger Douglas, l'ancien ministre des finances travailliste, propose un taux d'imposition unique. La « christian coalition » se pose en défenseur des valeurs et institutions traditionnelles. Quant au parti United, il propose que les enfants reçoivent du lait et des pommes à l'école. Ces trois petits partis, tous proches du Parti national, pourraient détenir la clé d'un troisième mandat pour Jim Bolger.

Christine Legrand

Florence de Changy

LE MONDE diplomatique

Octobre 1996

- **L'AUTRE POLITIQUE** : Cinq leviers pour l'emploi, par Liem Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert. - Au miroir de décembre, la part de l'utopie, par Edgar Rodis.
- **BELGIQUE** : « Affaires » et crise de régime, par Jean-Marie Chauvot.
- **GRÈCE-TURQUIE** : Bataille pour la mer Egée, par Niels Kadritzke. - La partition s'annonce à Chypre, par Eric Rouleau.
- **UNION EUROPÉENNE** : L'élargissement à l'Est, un saut dans l'inconnu, par Peter Gowau. - Querelles de procédure et enjeux stratégiques, par Karel Bartak.
- **CAUCASE** : Réactions en chaîne, par Viviane Chetierian. - A Moscou, le statut de la Tchétchénie vire aux experts, par Marie-Claude Slick.
- **ÉTATS-UNIS** : Ces durs grèves ouvrières, par Thomas Frank et David Mulcahey. - Offensive conservatrice contre les femmes, par Ingrid Carlander.
- **MULTINATIONALES** : La banane, fruit de toutes les convoitises, par Ghislain Laporte.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Le président argentin veut réduire le pouvoir des syndicats

BUENOS AIRES

de notre correspondant

En décidant par décret, le 7 octobre, de modifier l'organisation de la couverture sociale des salariés, le président Carlos Menem a porté un coup fatal au pouvoir des syndicats. Parallèlement, le chef de l'Etat, qui affronte un taux de chômage record et un mécontentement social croissant, entend faire adopter de nouvelles lois sur la flexibilité de l'emploi, qui font l'objet de discussions enflammées au Congrès.

Les trois cents « œuvres sociales », qui couvrent onze millions de salariés, et dont les syndicats détenaient le monopole depuis près d'un demi-siècle, représentent un budget annuel de 2,5 milliards de dollars. Leur reconversion se fera progressivement. A partir du 1^{er} janvier 1997, on pourra adhérer à une autre caisse d'assurance-maladie que celle du syndicat de sa branche - auquel les cotisations étaient obligatoirement versées jusqu'ici. Dans un an, des sociétés privées pourront entrer en concurrence

avec les caisses syndicales. Pour garder leurs adhérents, celles-ci devront non seulement assainir leurs finances mais aussi améliorer les prestations offertes, qui se sont détériorées ces dernières années. Le gouvernement compte aussi sur cette concurrence pour réduire l'évasion fiscale des « œuvres sociales » actuelles, qui atteindraient 1 milliard de dollars par an, soit 40 % des cotisations perçues !

LES « ACQUIS » DU PÉRONISME

Les syndicats, d'origine péroniste comme M. Menem, vont perdre ainsi leur principale source de financement. Cette perspective n'est pas étrangère à l'agressivité dont ils ont fait preuve ces derniers temps contre le gouvernement, en lançant, avec succès, deux grèves générales. Ils s'opposent aussi aux projets préparés par le gouvernement pour donner plus de « flexibilité » au marché du travail, qui selon eux, mettent fin aux « acquis sociaux » du péronisme. Le chef de l'Etat, qui dit prendre exemple sur les pays

asiatiques, semble vouloir supprimer les conventions collectives et réduire le rôle des syndicats dans les relations entre employeurs et salariés, de façon à pouvoir modifier l'organisation du travail, ainsi que l'échelle des salaires. Par exemple, les congés payés seraient fractionnés en fonction des besoins des entreprises, de même que le versement du treizième mois.

Depuis la libéralisation de l'économie, lancée en 1991 par M. Menem et son ancien ministre de l'économie Domingo Cavallo, beaucoup d'entreprises ont déjà adopté ces pratiques qui rendent les conditions de rémunération et de travail moins rigides. Elles ont été acceptées par les salariés en raison de la récession. En les généralisant, conformément aux recommandations du Fonds monétaire international, le chef de l'Etat espère réduire un chômage qui touche officiellement 17 % de la population active, et davantage selon certains.

Christine Legrand

Florence de Changy

L'Egypte va bénéficier d'une nouvelle réduction de sa dette

Le Caire s'est engagé à accentuer la libéralisation

LE CAIRE
de notre correspondant
L'Egypte a signé, vendredi 11 octobre à Washington, avec le Fonds monétaire international (FMI), un accord qui devrait permettre l'annulation - à hauteur de 4 milliards de dollars - d'une partie de la dette extérieure du pays (son montant global est estimé à 35 milliards). Cette signature, qui intervient avec plus de deux ans de retard, vient récompenser les efforts déployés par le nouveau cabinet égyptien pour libéraliser l'économie.

Depuis son entrée en fonctions le 2 janvier 1996, le gouvernement de M. El Ganzouri s'est efforcé de simplifier les régimes bureaucratiques et d'accélérer le programme de privatisation. Non sans succès, comme en témoigne l'activité de la Bourse du Caire, dont les cours ont augmenté de plus de 200 % par rapport à 1995.

Le 1^{er} octobre, le gouvernement égyptien a accepté de réduire les barrières douanières de 25 %, comme le réclamait le Fonds. Seuls les produits de luxe supporteront des tarifs douaniers très élevés. Ce faisant, l'Egypte a levé le dernier obstacle qui s'opposait à la conclusion de l'accord avec le FMI. D'une durée de deux ans, celui-ci prévoit « une libéralisation du commerce, une dérégulation, le renforcement et l'approfondissement du système financier et la modernisation du système fiscal ».

En contrepartie, Le Caire va bénéficier d'un crédit stand-by de près de 400 millions de dollars. En fait, l'Egypte n'a pas besoin de crédits supplémentaires. La balance des paiements est positive et les réserves de change du pays frisent les 18 milliards de dollars. L'accord avec le Fonds, en revanche, va ouvrir la voie à une annulation par le Club de Paris, qui regroupe les créanciers bil-

atéraux, de 4 milliards de dollars. L'accord avec le FMI devrait également donner un coup de fouet aux investissements et stimuler la croissance dont le taux devrait atteindre entre 7 % et 8 %. Depuis 1987, elle a été en moyenne de 3,8 % par an. Elle dépassera les 4 % cette année (5 % selon le gouvernement). Un phénomène d'abord dû à la reprise du tourisme grâce au succès remporté par les services de sécurité contre les extrémistes musulmans. Cette industrie ravagée par le terrorisme devrait, avec 3,6 millions de touristes en 1996, dépasser le record de 1992. Là aussi, le nouveau cabinet est parvenu à insuffler un climat de confiance en levant certains monopoles d'Etat.

L'INFLATION CONTENUE
Malgré la reprise de la croissance, le gouvernement est parvenu à contenir l'inflation (de l'ordre de 8 % cette année). Cela a pu être réalisé grâce à une baisse importante du déficit public ramené à 1,5 % du produit intérieur brut (PIB). La baisse des taux d'intérêt ramené de 18 % aux alentours de 10 % a aussi favorisé la reprise.

Ces performances ont poussé le FMI à accepter le report d'une de ses exigences : la dévaluation de la livre égyptienne, dont le cours reste stable face au dollar (1 dollar égale 0,29 livre égyptienne). La manœuvre du FMI pousse certains observateurs à penser que les critères économiques n'ont pas été les seuls à déterminer le Fonds à signer son accord avec l'Egypte. Ils estiment que la stabilité au Proche-Orient, dont l'Egypte est une des pièces maîtresses, a été prise en considération à un moment où la région connaît un regain de violence.

Alexandre Bucciantti

Le premier procès de responsables de l'apartheid se termine par un acquittement

L'ancien ministre de la défense sud-africain était accusé d'avoir commandité le massacre de civils

Le président Nelson Mandela a demandé, vendredi 11 octobre, aux Sud-Africains « qui se sentent lésés » d'accepter l'acquittement, le

même jour, par la Cour suprême de Durban, du général Magnus Malan. Ce dernier, ancien ministre de la défense sous le régime de l'apar-

theid, était accusé d'avoir commandité le massacre de treize civils dans une cité noire, près de Durban, en janvier 1987.

JOHANNESBURG

de notre correspondant
Le premier procès de hauts responsables de l'apartheid, dont le général Magnus Malan, l'ancien ministre de la défense, s'est achevé, vendredi 11 octobre, sur un verdict d'acquittement en forme de camouflet pour le nouveau pouvoir.

C'est l'Etat, en effet, à travers le procureur général de la province du KwaZulu-Natal, qui avait lancé les poursuites judiciaires contre le général et plusieurs autres officiers supérieurs à la retraite, représentant la haute hiérarchie militaire de l'époque. Il leur reprochait d'avoir commandité le massacre, en 1987, près de Durban, de treize personnes proches du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, perpétré, selon l'accusation, par un groupe armé du parti rival, l'Inkatha de Mangosuthu Buthelezi.

Le procès, long de sept mois, a certes confirmé l'existence, déjà établie, d'un soutien de l'armée sud-africaine à ce parti. Les services de sécurité de l'apartheid ont bien entraîné et armé une unité

paramilitaire de l'Inkatha dans le cadre d'une opération clandestine appelée opération « Marion », approuvée par la plus haute hiérarchie.

LE RÔLE DE L'INKATHA

Mais, selon la Cour suprême de Durban, aucune preuve n'a été apportée permettant d'établir la participation de membres de cette unité au massacre de 1987 et encore moins celle des anciens responsables militaires. Ces derniers, comme les militants de l'Inkatha mis en cause, ont été innocentés de toutes les charges pesant sur eux. Le juge s'est, d'ailleurs, montré extrêmement sévère et critique sur la façon dont l'enquête a été menée, et il a qualifié les témoins de l'accusation de « peu fiables ».

Ces remarques et le verdict d'acquittement renforcent, dans le camp des opposants au gouvernement de l'ANC, le sentiment d'un procès motivé avant tout par des considérations politiques. L'ancien chef d'Etat, Frederik De Klerk, prenant la défense de ses ex-subordonnés, avait dénoncé la

partialité et la servilité de la justice à l'égard du nouveau pouvoir. L'Inkatha, de son côté, n'a cessé de présenter le procès comme une opération de l'ANC visant à le discréditer et a accueilli le verdict comme une victoire politique. Pourtant, ce procès, s'il n'a pas établi de responsabilité dans l'affaire examinée, a néanmoins mis en évidence la collusion entre le parti de M. Buthelezi et le régime d'apartheid. Les responsables de ce régime ont aidé l'Inkatha dans sa lutte contre le Congrès national africain afin de créer une « troisième force » susceptible d'affaiblir l'ANC.

Un autre procès, celui du colonel De Kock, a d'ailleurs apporté son lot de révélations. L'ancien policier, jugé pour son rôle dans la « sale guerre » menée par le régime contre l'ANC, a confirmé le soutien apporté par les services de sécurité à l'Inkatha. Il a déclaré avoir lui-même fabriqué des bombes artisanales destinées à ce parti et lui avoir livré des armes. Les allégations de M. De Kock sont à prendre avec prudence,

motivées avant tout par l'espoir d'une peine allégée. Mais les autorités judiciaires les ont jugées suffisamment sérieuses pour mériter l'ouverture de nouvelles enquêtes sur la « troisième force ». Elles ont également annoncé des investigations complémentaires à propos des révélations du colonel De Kock sur d'autres opérations menées par ses services.

Les anciens dirigeants du régime de ségrégation raciale, comme les responsables de l'Inkatha, ne sont donc pas à l'abri d'autres poursuites judiciaires. Ils vont devoir, également, rendre des comptes devant la commission vérité et réconciliation, chargée de faire la lumière sur les crimes de l'apartheid. Après bien des atermoiements, cette commission commence à s'intéresser aux responsabilités des dirigeants de l'époque. Elle a annoncé récemment la convocation de deux anciens généraux de la police et a menacé de faire comparaître l'ancien ministre de la sécurité, Adriaan Vlok.

Frédéric Chambon

« Situation de guerre » dans l'est du Zaïre

GOMA. Une « situation de guerre » règne, selon le chef des armées zaïroises, le général Eluki Mponga Aumdu, dans les provinces de l'est du Zaïre, limitrophes du Burundi et du Rwanda, où des combats, parfois à l'arme lourde, ont lieu depuis un mois. Après une tournée de cinq jours dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, le général Eluki Mponga Aumdu a déclaré, à Goma, que cette « situation de guerre » était créée par « l'agression (...) des bandes armées de Banyamurenges » (Tutsis rwandais établis de longue date dans l'est du Zaïre). Selon Kinshasa, ces « bandes armées » compteraient 3 000 hommes entraînés par le nouveau pouvoir rwandais puis infiltrés au Zaïre avec la complicité du Burundi - ce que ce dernier, comme le Rwanda, dément. Le secrétaire général des Nations unies a appelé au calme et le Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés a évacué la majorité de son personnel international de l'est du Zaïre. - (AFR)

Les Etats-Unis jugent « scandaleux » des propos de Jacques Godfrain

WASHINGTON. Le département d'Etat s'est indigné, vendredi 11 octobre, des récentes déclarations du ministre français de la coopération, Jacques Godfrain, laissant entendre que la tournée africaine du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, en Afrique, n'était pas dépourvue d'arrière-pensées électoralistes. « Ce sont des remarques scandaleuses, sans fondement et injustifiées », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, selon lequel les Etats-Unis « demandent au gouvernement [français] une explication pour ces remarques scandaleuses ». - (AFR)

Mission au Proche-Orient du secrétaire général du Quai d'Orsay

PARIS. « Pour favoriser le succès des négociations » de paix, et préparer la tournée au Proche-Orient du 19 au 25 octobre du président Jacques Chirac, la France a décidé de dépêcher en Egypte, en Israël et dans les territoires palestiniens, le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Bertrand Dufourcq. « La France (...) est disponible pour apporter une contribution, en liaison avec ses partenaires européens, à la recherche d'une solution. Aucun effort ne sera superflu pour faciliter le dialogue et favoriser des négociations », a déclaré le porte-parole du ministère.

DÉPÊCHES

■ **ALGÉRIE :** cinq personnes ont été tuées et soixante-quinze autres ont été blessées, vendredi 11 octobre, par l'explosion d'une bombe sur un marché de Koléa, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Alger. - (AFR)

■ **MAROC :** vingt-cinq personnes de nationalité marocaine - des émigrants clandestins vers l'Espagne - sont portées disparues dans le détroit de Gibraltar et les corps de deux de leurs compagnons ont été retrouvés sur une plage de Tanger, a annoncé, jeudi 10 octobre, la police marocaine. - (AFR)

En 1997
nous n'augmentons pas
nos tarifs d'assurance auto.

En plus, nous remboursons
à tous nos sociétaires
3% du montant de leur cotisation
auto 1996.



Payer moins cher mon assurance auto... Voilà ce que j'aime entendre

Ces mesures ne sortent pas de notre chapeau. Elles sont le fruit d'une gestion rigoureuse allée au bon comportement des conducteurs. Car à la GMF, chaque fois que nous améliorons nos performances, nous trouvons normal que nos sociétaires en bénéficient. En 1997, leur assurance auto leur coûtera moins cher qu'en 1996. Pour connaître l'adresse de nos points de vente, téléphonez au 36 636 637 (prix appel local) ou consultez le 36 15 GMF (1,01 F la minute).



On a de bonnes raisons d'y être.

*Régime de validité sur la cotisation 1997. GMF ASSURANCES Société Anonyme d'Assurance au capital de 1 000 000 000 de francs entièrement versés RCS Paris B 398 972 901-APE 640E La Garantie Mutuelle des Fonctionnaires et employés de l'Etat et des services publics et assimilés Société d'assurance mutuelle-Entreprises régies par le code des assurances-Siège social : 70, rue de France-75007 Paris cedex 17

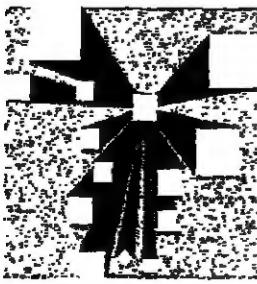
Installez-vous dans la technopole où sont imaginées les télécommunications du futur...

Industriels, profitez de notre matière grise pour vous développer : IRISA/INRIA, CCEI, CELAR, INSA, SUPELEC, Télécom Bretagne, IFSIC, ENS Cachan...

<http://www.rennes-atalante.fr>

Rennes Atalante

Technopole de Rennes District - Rennes Atalante - 11, rue du Clos Courtil - 35700 Rennes - Tel. 02 99 12 73 73



FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1996

EXTRÊME DROITE Le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais a refusé par 55 voix (RPR, UDF, non-inscrits, groupe « Borloo » et FN) contre 52 (PS, PC et Verts) de priver les élus ré-

gionaux du Front national de leurs sièges dans les conseils d'administration des lycées, comme le souhaitait M^{me} Blandin. ● LA PRÉSIDENTE de l'Assemblée régionale voulait ainsi réagir

aux propos de Jean-Marie Le Pen sur « l'inégalité des races ». Mais la droite a affirmé que certains élus de gauche n'avaient pas condamné « le gou-

lag ». ● EN 1987, pourtant, après les déclarations du président du Front national sur les chambres à gaz, qualifiées de « point de détail », une décision semblable avait été adoptée à une écrasante majorité.

La droite du Nord-Pas-de-Calais refuse de sanctionner le FN

Marie-Christine Blandin, présidente de la région, voulait retirer aux élus Front national du conseil régional le droit de le représenter dans les lycées. Arguant du « marxisme » passé d'élus de gauche, le RPR et l'UDF s'y sont opposés.

LILLE de notre envoyée spéciale
Ce fut un peu comme si, dans l'hémicycle régional lillois, on avait décidé de résumer le débat lancé il y a plus d'un mois par les déclarations de Jean-Marie Le Pen sur l'« inégalité des races ». Comme si, dans une ambiance « racord » avec le sujet - la région compte 16,3 % de sa population active au chômage -, on avait voulu organiser une consultation de toutes les forces politiques sur la manière de combattre le Front national en obligeant chacun à dévoiler sinon ses convictions intimes, du moins les préoccupations électorales de son parti.

Le prétexte a été fourni par Marie-Christine Blandin, la présidente (Verts) du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais : faut-il remettre en cause les délégations accordées aux élus d'extrême droite, qui ont refusé de désavouer publiquement les propos de M. Le Pen, de représenter l'Assemblée régionale dans les conseils d'administration des collèges et lycées ?

La parole est à l'extrême droite de la salle. Inquiet du résultat de la consultation, Carl Lang, président du groupe FN (quinze élus), s'indigne de « cette mise en accusation publique » et demande à parler le dernier. Comme dans un procès,

cela lui est accordé. Jacques Legendre, président du groupe RPR-UDF (vingt-sept élus), réchérche : « Il y a risque, M^{me} Blandin, de transformer le conseil régional en tribunal politique. » « Pour assurer de sa pureté, il faut ne rien avoir à se reprocher, note le sénateur néo-gaulliste,

dente, que le racisme nous le combattons, mais par des moyens démocratiques, sans tomber dans cette forme de totalitarisme qui s'appelle la responsabilité collective. » Jean Le Garrec, ancien ministre de Pierre Mauroy, n'apprécie pas cet « amalgame ». Il s'exclame :

Deux défilés à Dunkerque autour d'un dessin raciste

Le Front national invitait ses militants de la région parisienne et du Nord-Pas-de-Calais à manifester, samedi 12 octobre au matin, à Dunkerque en soutien à deux de ses conseillers municipaux condamnés pour provocation à la discrimination raciale. Ils avaient fait publier dans le journal municipal un dessin représentant un homme tenant des papiers dans les mains et proclamant : « Ma carte d'électeur algérienne... Ma carte de la Sécurité... C'est ça la double nationalité ! » Ils ont fait appel, en s'étonnant qu'ils seuls aient été poursuivis et non pas le directeur de la publication, c'est-à-dire le maire, Michel Delebarre (PS). Celui-ci avait demandé au ministre de l'Intérieur d'interdire cette manifestation, précisant que « les forces républicaines » de Dunkerque n'entendaient pas laisser manifester librement « ceux qui défendent les idées les plus pernicieuses au regard de la conception républicaine de la démocratie ». Le MRAP a appelé à une contre-manifestation ce même samedi. (Corresp.)

goumand. Nombre d'entre vous ont fait le choix du marxisme. Pour certains, je ne les ai pas entendus dire qu'ils aient abjuré leur admiration à Pol Pot. Et qui ne se souvient du goulag ? Il n'y a pas, d'un côté, le camp de la vérité, et, de l'autre, les racistes. Soyez assurée, madame la Prési-

« Vous reprenez mot pour mot les thèmes des révisionnistes ! » Au premier rang, l'ancien ministre du général de Gaulle, Maurice Schumann, tape sur la table : « Oh ! Oh ! Retirez vos propos ! » Face aux « provocations calculées du FN », poursuit le membre du groupe so-

cialiste (vingt-sept élus), il faut « maîtriser notre indignation » et dire « non, cela n'est pas possible ». Donc, « en toute connaissance de cause, et dans un souci de volonté politique affirmée », l'ancien ministre s'engage, « au nom du refus et du symbole », à soutenir M^{me} Blandin.

Le président du groupe communiste (quinze élus), Ivan Renard, reste abasourdi par tant « d'anti-communisme irrationnel ». « Vous n'êtes pas à jour, M. Legendre : les communistes ont répudié les pratiques détestables de certains pays d'Europe de l'Est, note-t-il. Appelons un chat un chat. Affirmer la hiérarchie des races, c'est du racisme, et l'expression publique du racisme est un délit. Ou bien les mots ne veulent plus rien dire, ou bien on applique les lois de la République. »

note encore l'orateur dans une perfide fustige. Chasse, pêche, nature et tradition (deux élus) regrette que l'on se saisisse d'une « petite phrase dans un verre d'eau » (différents) pour « rendre un fier service médiatique à M. Le Pen ».

PROBLÈME DE CONSCIENCE
Ivan Renard a demandé un vote public, pour obliger Maurice Schumann, le vote de la France libre, « à voter face à lui-même », confié-t-il dans les couloirs. Pour Marie-Christine Blandin, aussi, il s'agit d'un « problème de conscience » : « Je ne souhaite pas gagner les élections, je souhaite prendre mes responsabilités. » Carl Lang, lui, parle politique. « Ce que vous ne pouvez pas obtenir de la justice sur les propos de M. Le Pen, vous tenterez de l'obtenir des tribunaux d'exception », juge l'ancien secrétaire général du FN. Comme la droite, il conteste « l'amalgame fait entre les déclarations politiques de Jean-Marie Le Pen et le travail technique des conseillers régionaux ». Enfin, dans un exercice oratoire impeccable, il énumère les médailles militaires portées par les représentants de son groupe dans les lycées : « Quel est leur crime ? », martèle-t-il après chaque nom.

Les jeux sont faits : cinquante-cinq voix contre cinquante-deux ; la seule abstention est venue du groupe Borloo, qui, avec les non-inscrits, a voté pour la droite et le FN. En 1987, lorsque après les propos tenus par M. Le Pen sur les chambres à gaz, le point de détail, la représentation du FN dans les lycées de la région avait été suspendue, l'Assemblée régionale, la majorité était écrasante : cent une voix contre onze.

Cette fois, le communisme demande, en lot de consolation, que la région fasse sienne la déclaration de six cents scientifiques et historiens résumant l'idée d'inégalité des races (Le Monde du 28 septembre) et l'adresse à tous les établissements. Ce vote-là est large et facile. Même Carl Lang aurait souhaité y être favorable, mais le texte des scientifiques met directement en cause le FN et Jean-Marie Le Pen. Impensable pour ses amis du Nord-Pas-de-Calais.

Christiane Chombeau

Ar. Ch.

Le mea culpa de dirigeants nationaux de tous bords

LA SALLE réclamait des recettes. Les responsables politiques invités à la tribune de l'Observatoire de l'extrémisme (Le Monde du 13 juin), qui organisait, jeudi 10 octobre, à l'Assemblée nationale, un débat sur le thème « Sans front républicain, faire face à l'extrémisme », se sont montrés plus modestes. Ils ont préféré en rester à la nécessité de mieux affirmer les clivages droite-gauche et mettre en garde leurs familles politiques respectives, les uns contre les promesses non tenues, les autres contre les flirts électoraux avec les amis de Jean-Marie Le Pen.

Si en 1998 le Front national entre en force à l'Assemblée nationale, ce sera « parce que la droite républicaine n'aura pas compris qu'il y a une ligne jaune à ne pas dépasser »,

a prévenu le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy. Pour lui, il ne faut pas de doute que « ce n'est pas la gauche, mais la droite républicaine qui a toujours fait passer l'extrême droite en se couchant devant elle ». Il assure même que l'« horreur » pourrait se reproduire si « certaines personnes, élues en 1993 [...] avec 51 % des voix », en arrivaient à faire des arrangements « au niveau des suppléments, au niveau des idées... ».

LE DÉBUT DU FASCISME

Jack Lang avait quelques minutes plus tôt esquissé une autocritique en évoquant bilévement les erreurs de la gauche. Il avait surtout déploré l'absence de « pédagogie » sur les valeurs qui fondent la République, mais aussi

la « faiblesse de l'Etat » au moment où les Français demandent, au contraire, un Etat fort. « L'action publique est dévaluée par les promesses non tenues. Comment, face à un tel Etat, les gens dans la désespérance peuvent-ils trouver un quelconque espoir ? », s'est demandé l'ancien ministre de la culture, avant d'ajouter que « ce qui manque à nos concitoyens, c'est l'espérance que la politique peut changer les choses ». A l'instar de Jack Lang, Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée, a invité à « revivifier le débat droite-gauche ». « Il faut refuser, sauf exception, le Front républicain », a-t-il expliqué, et « ne plus laisser le mot France au Front national ».

« Le Pen, c'est le baromètre de nos impulsions et de nos hypocrisies »,

s'est exclamé Jean-Paul Delevoye, le président RPR de l'Association des maires de France, qui constate avec pessimisme une « montée du racisme social » et l'émergence d'« une fracture civique » se traduisant par le refus de certains de « payer pour les autres ». De tout cela, l'extrême droite sait se repaître en utilisant notamment « la politique spectacle ». Avec Jean-Marie Le Pen, « on a quitté la politique de la raison pour la politique de l'émotion, et, quand l'émotion dépasse l'intelligence, c'est le début du fascisme », a déclaré M. Delevoye en suggérant de « retravailler les manches sur le terrain » pour obtenir un « véritable réveil de citoyenneté ».

Christiane Chombeau

Ar. Ch.

Un dimanche à Gardanne-sur-Seine

ET VOUS, A GARDANNE, vous votez quoi ? On verrait bien l'écrivain ami de Jacques Chirac, Denis Tillinac, interroger ses amis à ce sujet autour d'un dernier verre au Danton, son récent livre. On gagerait que le sociologue Emmanuel Todd, vigile scrupuleuse de la renaissance de la lutte des classes, suit heure par heure la campagne du candidat communiste Roger Mei. On parlerait

qu'un frisson d'inquiétude parcourt la fondation Saint-Simon. On devine l'anxiété des stratèges électoraux rue de Solferino, au siège du Parti socialiste. A Gardanne-Bouches-du-Rhône, ce dimanche, des électeurs se choisissent un député, leur député. A Gardanne-sur-Seine, ce dimanche, experts et observateurs chercheront à lire dans leur vote les contours du futur paysage politique national.

Sur Pair du « non » à Maastricht. Gardanne, sa mine de charbon menacée, ses 60 % en faveur du « non » à Maastricht, ses voisins Front national, ses 17 % de chômeurs. Ah ! le joli modèle pour tester le « nouveau pôle de radicalité ». Ce thème figurait d'ailleurs, mercredi 9 octobre, à l'ordre du jour du Sprat (Société pour la résistance à l'air du temps), ce club de réflexion politique auquel participent, notamment, des éditeurs, un conseiller d'Etat, un historien du Parti communiste et de nombreux philosophes marxistes. Roger Mei l'ignore sans doute : il est devenu, dans un bar à vins parisiens de la Bastille, un sujet d'étude et de débat. Il y a en effet, dans cette législature partielle de Gardanne, un petit côté feu Phares et Balises,

du nom de ce club aujourd'hui dissous, qui s'opposait, pendant la campagne présidentielle de 1995, à la « dictature » de la pensée unique.

A Gardanne-sur-Seine, on s'émerveille de ces meetings « unitaires » à l'ancienne, public debout, casquettes forcément visées sur la tête, où se retrouvent, sur une même tribune, le candidat communiste, la Ligue communiste révolutionnaire, Robert Hue, Jean-Pierre Chevènement et l'Alternative rouge et verte (AREV). Bernard Kouchner peut ironiser sur « ce crypto-communisme nationaliste qui ne représente que lui-même », n'empêche qu'à Gardanne-sur-Seine, on vote ringard. L'écrivain et veuve de Gaston Defferre, Edmonde Charles-Roux, ne s'y est d'ailleurs pas trompée, qui honoraire de sa présence, mercredi 9 octobre, le meeting au gymnase de Gardanne. Et l'on a même ressorti, pour l'occasion, des affiches « authentiques » de la campagne de gauche pour le « non » à Maastricht.

● Géostratégie rue de Solferino. Silence, on pense. Derrière la victoire ou l'échec de Bernard Kouchner, c'est toute la stratégie électorale du PS pour les prochaines élections législatives qui est en jeu. Pour l'ancien secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, les socialistes ne sont pas tous des amis. Rue de Solferino, on murmure - en dépit de tous les déments de l'intéressé - que Daniel Vaillant, numéro deux du PS, député et maire du 18^e arrondissement de Paris, voulait éloigner le french doctor de la capitale. On a aussi pas mal hésité du côté de Marseille, où les socialistes, l'œil rivé sur les prochaines élections régionales, ont déjà en réserve suffisamment de vénérables prétendants pour conduire leur liste. A Gardanne même, l'ac-

cueil n'est pas toujours enthousiaste. Deux conseillers municipaux socialistes soutiennent officiellement Roger Mei et le maire socialiste d'Allauch n'a pas assisté, jeudi 10 octobre, au meeting réunissant, dans sa ville, Bernard Kouchner et Martine Aubry. Quant à Jean-Luc Mélenchon, l'un des dirigeants de la Gauche socialiste, en tant que fervent partisan de l'alliance rouge-rose-verte, il souffre.

● Ça roule pour le Front national. Damien Bariller n'a même pas besoin de réfléchir pour faire campagne. Le candidat du Front national est en terreau favorable. D'ailleurs, les autres travaillent pour lui. Bernard Kouchner et Roger Mei se disputent le titre de « meilleur candidat contre le Front national ». Dans le parti d'extrême droite, on ne laisse cependant rien perdre. Etrangement, quatre petits candidats sont venus déposer, le même jour, leur candidature à la préfecture. A première vue, William Mallot, Michel Martinez, Stéphane Mathieu et Patrick Evenat, n'ont pas grand chose en commun. Le premier se présente comme le candidat de « l'Union des Français » ; le second se veut celui du « Rassemblement des démocrates et des républicains de progrès » ; une croix de Lorraine orne sa profession de foi. Stéphane Mathieu se proclame, lui, candidat « socialiste », et Patrick Evenat, « communiste de rassemblement des forces de progrès ». Pourtant, ils se déplacent en colonie, habitent tous les quatre dans la région parisienne. Trois d'entre eux utilisent le même imprimeur qui se trouve être également celui de... National Hebdo.

● Les derniers feux de Bernard Tapie. Le député déchu de Gardanne s'agit. Il téléphone à toutes les rédactions pour dire que « les élections dans ce coin de France

sont les plus difficiles du monde » et surtout, il s'agit scrupuleusement la candidature de Bernard Kouchner. Le dépit de voir son « pote Bernard » prendre ses distances avec lui, en refusant par exemple les offres de service de ses deux anciens assistants parlementaires, explique sans doute les phrases perfides distillées tout au long de la semaine. Vendredi 11 octobre, à 20 heures, un ultime baiser de jadis : « On voit mal comment Kouchner peut ne pas gagner ces élections. Sur le papier, la gauche n'a jamais été aussi forte qu'en ce moment », a-t-il déclaré.

● Et le gouvernement dans tout ça ? Jean-Marie Le Pen a résumé, vendredi 11 octobre, le débat à droite en une formule. Evoquant le candidat de la majorité, Hervé Fabre-Aubrespy, le dirigeant du Front national a observé : « M. Fabre est pour soutenir Juppé et M. Aubrespy pour le combattre. » M. Fabre a, au départ, beaucoup d'atouts. Il est officiellement soutenu par le RPR, l'UDF et Philippe de Villiers, au mouvement duquel il appartient. M. Aubrespy, à l'arrivée, beaucoup d'inconvénients. Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, l'a menacé de lui retirer son soutien s'il ne prenait pas clairement position contre les propos critiques tenus par M. de Villiers à l'encontre du gouvernement. Charles Fauriol, dont il a été l'ancien collaborateur, a soudainement des tas de raisons personnelles de ne pas venir le soutenir. M. Fabre-Aubrespy a surtout un handicap majeur : si à Gardanne-sur-Seine, on raffole de Roger Mei, à Gardanne-Bouches-du-Rhône, on a surtout envie de voter contre Alain Juppé.

Ariane Chemin et Pascale Robert-Dely

Des dép
ne plus

champs de

Des députés proches d'Alain Juppé proposent de ne plus rembourser les IVG non thérapeutiques

Les contraintes financières sont mises en avant pour opposer avortement et aide à la famille

Frédéric de Saint-Sernin, député général aux élections du RPR et collaborateur officieux de l'Elysée, est au nombre des dix-huit députés si-

gnataires d'une proposition de loi demandant l'arrêt du remboursement par la Sécurité sociale des avortements non thérapeutiques. Le coût de

soigner une maladie. Dans l'entourage de M. de Saint-Sernin, on se dit « étonné » de voir « resurgir » cette proposition sept mois après son dépôt (lire ci-dessous).

AMENDEMENTS COÛTEUX

Dans l'exposé des motifs de ce texte, les signataires affirment ne pas vouloir « reprendre le débat de fond sur l'avortement ». Invoquant « les contraintes financières fortes » qui pèsent sur les régimes d'assurance-maladie, ils soulignent : « Il ne convient pas de continuer à demander à l'ensemble des citoyens, pour un montant de 150 millions de francs (...), le remboursement d'interventions qui n'ont pas pour objet

de soigner une maladie. » Dans l'entourage de M. de Saint-Sernin, on se dit « étonné » de voir « resurgir » cette proposition sept mois après son dépôt (lire ci-dessous). Pour autant, on précise que le député de Dordogne avait signé ce texte en estimant : « L'IVG ne doit pas être utilisée comme un moyen de contraception. » « Je considère qu'il y a un manque de logique entre la volonté d'avoir une politique d'encouragement à la famille et une incitation à recourir à l'IVG en permettant son remboursement », affirme, quant à lui, Yvon Jacob (RPR, Ile-et-Vilaine), qui se défend de vouloir remettre en question le droit à l'avortement.

Membre du Centre national des indépendants et paysans (CNI), Lucien Brenot (Côte-d'Or) soutient : « De plus en plus de femmes refusent la contrainte du contraceptif et vont couramment pratiquer une IVG. »

Le premier signataire de cette proposition de loi est Gilbert Gantier, député UDF de Paris. Membre de la commission des finances de l'Assemblée, il apporte une sorte de caution économique au texte. Pourfendeur pour l'occasion du remboursement de l'IVG au nom de l'équilibre du système de soins, M. Gantier est bien connu des familles de la discussion budgétaire. Protecteur des intérêts fiscaux du lobby pétrolier, ce député du XVI^e arrondissement de Paris, qui s'était déjà singularisé en votant contre le revenu minimum d'insertion, a défendu l'an passé, comme à son habitude, quelques amendements particulièrement coûteux pour le budget.

Ainsi a-t-il prôné une modification du calcul de la taxe professionnelle au profit des entreprises, chiffrée par le ministre de l'économie et des finances à 2 milliards de francs, ainsi qu'un aménagement du plafonnement de l'impôt sur la fortune, dont le coût a été évalué à plus de 1 milliard de francs.

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

Le choix du moment

Sept mois se sont écoulés entre l'enregistrement de la proposition de loi supprimant le remboursement des avortements non thérapeutiques à la présidence de l'Assemblée nationale et sa mise en distribution. Selon la procédure en usage au Palais-Bourbon, c'est au premier signataire du texte et à lui seul - en l'occurrence Gilbert Gantier (UDF, Paris) - qu'il revient de donner le bon à tirer autorisant sa mise en distribution.

Deux hypothèses peuvent expliquer ce délai. La première est que M. Gantier a préféré attendre de trouver davantage de signataires, afin de donner plus de « poids » à sa proposition de loi. Mais, en ce cas, il aurait assurément obtenu le paraphe de Christine Boutin, fi-dèle de la lutte anti-IVG, qui avait signé un texte identique en 1993. La seconde hypothèse est que le député de Paris a jugé souhaitable de rendre publique sa proposition, basée sur une argumentation économique, à la veille de la discussion budgétaire et de l'examen de la première loi de financement de la Sécurité sociale.

Les champs de mines protégeant des installations militaires vont disparaître

LES ARMÉES FRANÇAISES vont devoir déminer certains de leurs sites qui étaient protégés par un champ de mines. Elles appliquent, ainsi, la décision du gouvernement de restreindre l'emploi de mines antipersonnel (Le Monde du 3 octobre). Ces barrières devaient être remplacées progressivement par des moyens de substitution sur lesquels les armées ne donnent pas de précisions.

An ministère de la défense, on indique, sans davantage de détails, que des installations dites « sensibles », comme des stations-radar ou des postes de commandement, pouvaient, dans le passé, avoir été minées. C'est notamment le cas, reconnaît-on de source officielle, de la base aérienne de Solenzara (Corse-du-Sud) où des mines antipersonnel ont été posées - entre un double grillage de sécurité - il y a une vingtaine

d'années, à la suite de tentatives de pénétration à l'intérieur de la zone militaire. On vient de commencer à éliminer les premières mines, en suivant les relevés de pose. « S'il devait y avoir d'autres enceintes militaires où il peut exister une telle protection passive, les mines antipersonnel seront retirées », ajoute la même source au ministère de la défense, où l'on convient que les moyens de substitution sont « extrêmement complexes » et « coûteux » à déployer.

NI PRODUIRE, NI EXPORTER, NI UTILISER

Parmi les moyens à l'étude, il peut être envisagé, outre l'installation de clôtures électrifiées, d'installer des détecteurs de présence ou de mouvements humains à proximité, accompagnés de systèmes de gestion de la riposte et de

moyens de défense, comme des lance-grenades automatiques.

A l'occasion de la conférence internationale sur le banissement général des mines antipersonnel, à Ottawa, la France s'est engagée, en l'absence d'un traité international, à, d'une façon unilatérale, ne plus produire, exporter et utiliser - sauf « en cas de nécessité absolue » décidée par l'autorité politique - de mines antipersonnel. Depuis 1993, au moment de la présence d'une force de paix multinationale au Liban, la France n'a plus déployé de mines. Il existe cependant des stocks de mines, sur lesquels le ministère de la défense se refuse à donner des détails et qu'il s'est engagé à détruire à hauteur de 50 % d'ici à 1998.

Jacques Isnard

Feu vert de Bruxelles pour la zone franche en Corse

LA COMMISSION EUROPÉENNE devrait, mercredi 16 octobre, donner son feu vert au projet de création d'une zone franche en Corse, a confirmé, vendredi 11, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'immigration. Ce dispositif avait été présenté par le premier ministre lors de son déplacement dans l'île à la mi-juillet. Les entreprises bénéficieraient, pendant cinq ans, d'allègements des charges fiscales (impôt sur les bénéfices et taxe professionnelle) et sociales. Le secteur de l'agriculture est lui aussi concerné, ainsi que les entreprises en difficulté de moins de 250 salariés, pourvu qu'elles s'engagent dans un processus de retour à l'équilibre financier. Jean-Claude Gaudin a précisé qu'après l'accord de Bruxelles un projet de loi serait présenté au Parlement.

Cette annonce intervient à la veille de la date - le 12 octobre - à laquelle doit prendre fin la trêve annoncée par le FLNC-canal historique qui avait, notamment, revendiqué l'attentat du 5 octobre contre l'Hôtel de ville de Bordeaux.

Renversement d'alliance au conseil régional de la Réunion

LE CONSEIL RÉGIONAL DE LA RÉUNION, présidé par Margie Sudre, secrétaire d'Etat chargé de la francophonie, a constitué, vendredi 11 octobre, une nouvelle majorité, composée des groupes RPR, UDF et Free-DOM, lors du renouvellement de sa commission permanente. Portée à la présidence de cette assemblée en 1993 avec le soutien du Parti communiste réunionnais, M^{me} Sudre s'était présentée sans succès contre le candidat du PCR, Claude Hoarau, lors d'une élection législative partielle, organisée les 8 et 15 septembre. Un élu de Free-DOM, Jasmin Moutoussamy, occupe désormais la première vice-présidence du conseil régional, en remplacement du sénateur Paul Vergès, président du PCR.

DÉPÊCHES

■ CONJONCTURE : le premier ministre a estimé, le 11 octobre à Bordeaux, que « la morosité ambiante » ne correspondait pas « à la réalité ». Commentant la note d'analyse de l'Insee faisant état d'une bonne tenue de la consommation, Alain Juppé a ironisé : « Le titre [de la note] est : "Redémarrage de l'activité en Europe". Quand moi je le dis, tout le monde se bidonne. Mais là, c'est l'Insee qui le dit. » ■ DÉCALAGE : le président du Mouvement pour la France, Philippe de Villiers, dénonce le « décalage grandissant » entre le gouvernement et les Français. « Ce n'est pas en proposant de modifier les modes de scrutin ou de créer des fondations collectant des fonds pour les partis politiques que votre gouvernement résoudra la question de la fracture sociale », estime-t-il dans une lettre adressée vendredi 11 octobre au premier ministre.

■ PROPORTIONNELLE : les Français restent attachés au scrutin majoritaire, mais près de deux sur trois (64 %) sont favorables à l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives afin que « les partis absents de l'Assemblée nationale y soient représentés », selon un sondage réalisé par la Sofres, les 4 et 5 octobre, auprès d'un échantillon national de 1 000 personnes et publié par Le Figaro Magazine (daté 12 octobre).

■ ANNULATION : le Conseil d'Etat vient de confirmer un jugement du tribunal administratif de Lyon annulant l'élection municipale d'Union (Loire). Il reproche à Marcel Douthe, le maire (droite) réélu, d'avoir reçu un don prohibé d'une personne morale autre qu'un groupement politique : un bulletin vantant les réalisations de la commune, financé par une association locale, avait été diffusé à 3 000 exemplaires peu avant le scrutin. Le Conseil d'Etat estime que ce soutien a été « de nature à altérer les résultats du scrutin », compte tenu du faible écart (52 voix) séparant les candidats.

■ CONdamnATION : la Confédération de défense des commerçants et artisans (CDCA), son ex-président régional Christian Decot et les responsables de Savoie et de Haute-Savoie Patrick Spinace et Michel Nicolas ont été condamnés, le 12 octobre, par le tribunal correctionnel de Chambéry, à des peines d'amende et à des dommages et intérêts pour les dégâts causés lors de deux manifestations en 1995.

CARNET

DISPARITIONS

■ MAURICE AYDALOT, procureur général près la Cour de cassation de 1962 à 1967 et premier président de la même Cour de 1967 à 1975, est mort mardi 8 octobre à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans. Né le 22 juin 1905 à Gondrin (Gers), Maurice Aydalot, fils de magistrat, avait accompli la plus grande partie de sa carrière au parquet. Il avait été substitut du procureur à Grenoble, Reims, Versailles et Paris avant de devenir procureur général de la Seine en 1951, puis procureur général de Paris en 1957. Dans son discours de rentrée, en 1959, il avait invité les magistrats à « épouser leur temps ». « Cessez de prendre vos distances avec les gens du siècle ! Sortez du néolithique ! Ne restez plus dans votre tour d'ivoire ! Descendez dans la rue et ouvrez vos yeux ! Ne restez pas immobiles : vous seriez les seuls ! », avait-il notamment lancé. Maurice Aydalot était ensuite devenu procureur général, puis premier président de la Cour de cassation avant d'écrire un livre, *Magistrat*, paru un an après son départ à la retraite. En tant que premier président honoraire de la Cour de cassation, il continuait, de temps à autre, à intervenir dans le débat public. En 1977, dans un point de vue publié par *Le Monde*, il estimait ainsi que nous « n'avions plus le droit de maintenir la peine capitale dans nos codes ». En 1980, il avait critiqué le projet « Sécurité et liberté » présenté par le ministre de la justice d'alors, Alain Peyrefitte, où se bousculaient, selon lui, « un renforcement des sanctions et une limitation des pouvoirs du juge ».

AU CARNET DU « MONDE »

Naissance

Mario-Pierre SUSTIL-SAINTE-EXUPÉRY, Patrick de SAINT-EXUPÉRY partageant avec Louisa la joie d'annoncer la naissance de

Maria, le 9 octobre 1996, à Paris.

Anniversaires de naissance

13 octobre 1996. Tu as vingt ans aujourd'hui, Heureux anniversaire

Antoine. Jean, Martine, Claire et Jean-Baptiste.

Décès

Georges Arbib, Larro Arbib, Sarah Berdal, ont la tristesse d'annoncer le décès de leur épouse, mère et grand-mère.

Gabrielle ARBIB, née FAIN. Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Bertha, Szyla et Marc Bronshtajn, ont la douleur de faire part du décès de

Henri BRONSHTAJN, dirigeant de société.

Les obsèques auront lieu le lundi 14 octobre 1996, à 10 h 45, au cimetière parisien de Bagneux. 75, rue Compans, 75019 Paris. 2, place de la Porte-d'Auteuil, 75016 Paris.

Pierre et Huguette Chuvin, Annie et André Tibet, ses enfants, Marie et Guillaume, Alain et Olivier, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie CARRAT,

survenue le 11 octobre 1996, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques ont lieu le samedi 12 octobre, à 16 heures, en l'église de Soumans (Creuse).

M. Bernard Desolneux, Grégoire, Anne, Marion, Clément,

M^{me} Farnet de Boledoffe, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Albert Desolneux, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Bernard DESOLNEUX,

née Marie-Rosaline FERNET DE BOLEDOFFE, conseiller à la cour d'appel de Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu lundi 14 octobre 1996, à 9 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17^e.

Sa famille tient à exprimer sa vive reconnaissance à l'équipe du professeur Mary de l'hôpital Saint-Louis, qui l'a accompagné de façon exceptionnelle au long de sa maladie.

— Nous avons la tristesse d'annoncer le décès de

Michel ESTRADE, directeur des publications classiques de la librairie Armand-Colin jusqu'en 1980,

survenu le 2 octobre.

De la part de ses amis, de ses anciens collaborateurs, de ses auteurs, qui s'associent à la grande douleur de sa famille.

La Combe, par Grigolo, 74110 Saint-Astier.

Louis Martinelli, son père, Louise Delcorco et Jacques Bricoux, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Jean-Martin MARTINELLI,

survenu dans le golfe de Saint-Tropez, le 23 septembre 1996, à l'âge de vingt ans.

« La Bastiane » 83120 Plan-de-la-Tour.

Raphaël SAUTERON,

malade du sida, s'est endormi le 10 octobre 1996.

Son combat fut de tous les instants, non contre la mort, mais pour la vie.

M. et M^{me} Robert Sauteron, M. et M^{me} François Boquien, M. et M^{me} François Sauteron, Charente et Victoria, Et toute la famille et leurs amis, vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le lundi 14 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Montmartre, à Paris-18^e.

L'inhumation aura lieu, le jour même, au cimetière du Père, à 16 h 30, à Nantes.

— Toute sa famille, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques SCHWARZ, conseiller du commerce extérieur de la France, fondateur et PDG des Emballagements Schwarz et de la CFZA, cofondateur et secrétaire de la FEO, secrétaire, dernièrement, de l'association Entraide de la Fondation de France,

le 5 octobre 1996.

Il a conformément à la dédicace d'un de ses professeurs, toujours cherché à « travailler pour ce qui est vrai, beau et bien ».

Il a été inhumé dans l'intimité.

Hommages

Le 14 septembre 1996, le

Docteur Jean-Louis FRASCA,

disparissant brutalement.

J.-J. Baudouin-Gautier salue la mémoire de cet être d'exception qui illumina sa vie et qui lui manque cruellement.

Il vous remercie d'avoir une pensée pour son ami.

Remerciements

— Très émue des nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

Ludovic RUBINSKI,

et dans l'impossibilité de répondre à tous, sa famille vous prie de trouver ici l'expression de ses remerciements les plus chaleureux.

Anniversaires de décès

Le 13 octobre 1986,

Pierre FAVARD, professeur à l'université Paris-VI, maire de Pontlevoy (1983-1988), nous a quittés.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui en ce huitième anniversaire.

Colloques

KLÈVE-T-ON ENCORE SES ENFANTS ? Colloque annuel du CECCOF 26 octobre 1996 - Paris.

Les transformations de nos sociétés ont bouleversé nos repères éducatifs. Comment s'en forger de nouveaux ? Renseignements et inscriptions au CECCOF. Tél. : 01-48-05-84-33.

Débats

— Mardi 15 octobre : journée After animée par le professeur E. Bernard-Weil. Thème : « Les stratégies paradoxales : en médecine, en macro-économie, les choix sont souvent antagonistes. Comment les sciences de l'information contribuent à dépasser ces contradictions. » Inscriptions, tél. : 01-53-69-18-88 ; fax : 53-69-18-88.

Communications diverses

— Dans le cadre du bicentenaire du lycée Henri-IV, une cinquantaine d'anciens élèves, artistes ou écrivains, signent leurs œuvres dans le cloître du lycée, 23, rue Clovis (9^e), le samedi 19 octobre 1996, de 15 heures à 18 heures. Entre autres :

Jacques de Bourbon-Busset, Pierre Molin, Jean d'Ormesson, Maurice Schumann, de l'Académie française.

Laurent Grillassier, Patrick Jarreau, Jean Plantu, Daniel Schneidermann, du journal *Le Monde*.

Pascal Bruckner et Alain Finkielkraut, Bernard Guetta et Jérôme Garcin, Dominique Jamet et Marc Lambron, Jean Delmeux et Pierre Vidal-Naquet, Pierre Dailly et Olivier Todd...

CARNET DU MONDE

Renseignements :

42-17-29-94 ou 42-17-29-96

Télécopieur : 42-17-21-36

Tarif : la ligne M.T.

Toutes rubriques 105 F Abonnés et actionnaires 95 F Communiqué, diverses 110 F Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

ÉDUCATION Henri-IV, Louis-le-Grand... Ces illustres lycées, figures mythiques de l'institution scolaire française, ne sont pas des établissements comme les autres. Recrutant

leurs élèves selon des critères élitaires de la loi académique, les «grands» lycées parisiens n'hésitent pas à débaucher les meilleurs éléments des lycées de province.

● AU LYCÉE HENRI-IV, dont on fête ces jours-ci le bicentenaire, l'écrémage social est très important. Mais, comme le dit son proviseur, Odette Christienne, «faudrait-il que

les futurs cadres de l'Etat et les futurs chefs d'industrie soient formés dans l'enseignement privé ? » ● **SE-LON CHRISTIAN BAUDELOT**, sociologue et professeur à l'Ecole nor-

male supérieure, «en pratiquant l'autorecrutement», «les grands lycées parisiens faussent le jeu de la méritocratie classique». (Lire aussi notre éditorial page 11.)

Les grands lycées parisiens faussent le jeu de la réussite scolaire

Par le biais d'un fort écrémage social, les établissements les plus prestigieux s'assignent pour tâche la formation des futurs cadres de la nation. Le plus typique d'entre eux, Henri-IV, fête actuellement son bicentenaire

COMMENT se forme l'élite scolaire ? Dans une étude publiée l'an dernier, la direction de l'évaluation et de la prospective nationale apportait une réponse plutôt pessimiste montrant que, si l'accès à l'université avait tendance à se démocratiser, l'entrée dans les grandes écoles restait, elle, réservée aux élèves des classes sociales les plus favorisées (Le Monde du 30 août 1995). Au moment où le lycée Henri-IV, fleuron de ce système hypersélectif, fête son bicentenaire, il est temps de s'interroger sur les conséquences de cette pratique du vase clos.

S'il s'agit des «cadeaux de l'histoire», qui dispensent une formation intellectuelle à mille autres pareilles, les grands lycées parisiens et leurs classes préparatoires engendrent aussi une grande perversion sociale. On les compte sur les doigts de la main. «H-IV» et

Louis-le-Grand viennent en tête, suivis par un groupe qu'il serait indelicat de hiérarchiser : Saint-Louis (classes préparatoires uniquement), Condorcet, Jeanson-de-Sailly, Chaptal, Charlemagne, Fénelon... Et d'autres qui montent, comme Victor-Duruy, «tiré» par une classe prépa à Sciences-Po.

Depuis 1993, les lycées sont censés respecter à 75 % leur district (six portions en «camembert» dans Paris), ce qui laisse en théorie 25 % de marge de manœuvre aux établissements de prestige pour dépouiller de leurs très bons élèves les autres lycées parisiens, la banlieue et la province. Sur 75 000 élèves, 26 000 ne sont pas des résidents parisiens. Et comme les vrais «grands» fonctionnent sur des territoires d'élites intellectuelles, les 75 % de «clientèle» imposée sont déjà tout triés. La garantie démocratique en principe assurée par le respect de la carte scolaire est une pure illusion.

LATIN EN SODOMÉ

La sélection continue à l'intérieur même des établissements : à Molière, par exemple, tous les élèves qui ont choisi l'option portugalais, présentant un profil social assez modeste, sont regroupés dans une même classe de quatrième. Certaines sixièmes proposent déjà le latin alors qu'il ne commence qu'en cinquième. D'autres offrent trois heures en cinquième alors que l'horaire est de deux heures. Et il ferait beau voir qu'un grand lycée se vit refuser l'ouverture d'une nouvelle classe : que pèse le directeur de l'académie face au maire d'arrondissement, si celui-ci est un poids lourd politique ?

Tous les proviseurs parisiens ne fonctionnent pas qu'à l'élitisme forcené, au prix de la démocratie. Yves de Saint-Do, proviseur de Louis-le-Grand, affirme «essayer de ne pas décapiter les lycées parisiens» et fait un effort particulier, à des dossiers scolaires égaux, pour favoriser les élèves d'origine modeste. Il en recense, en seconde, entre 20 % et 25 %. «On ne vient pas à Louis-le-Grand, dit-il, parce que l'on a un nom, mais pour s'en faire un.»

Les publications du parfait henridien

A l'occasion de son bicentenaire, «H-IV» publie ce qu'il est convenu d'appeler un «beau livre», soigneusement illustré *Le lycée Henri-IV*. En 272 pages et 130 illustrations, cet ouvrage retrace l'histoire de l'institution, de la construction d'une première basilique au VI^e siècle aux dernières évolutions du lycée actuel (éditions Gérard Klopp, 490 francs). Louis-le-Grand publiera à son tour le sien, très prochainement.

Pour ceux qui souhaitent une visite guidée interactive, un CD-ROM a été réalisé par les élèves et le centre de documentation du lycée (100 francs). Il convient de ne pas oublier le livre de photographies de lycéens en noir et blanc, publié en 1993, intitulé *Henri-IV cette année-là* (par Dominique Cros-Popillat, éditions Jean-Michel Place, 204 pages, 350 francs). Les festivités et conférences dureront du 12 au 19 octobre avec, notamment, un concert de carillons sonné depuis la tour Clovis et Saint-Etienne-du-Mont.



La province relève la tête et supporte de plus en plus mal la prédominance des lycées parisiens et les entreprises de débauchage de leurs meilleurs éléments. Alors que la règle officielle impose aux parisiens de ne recruter que dans les académies d'Ile-de-France, les des sont largement pipés. Depuis deux ans, les établissements les plus prestigieux d'un certain nombre de grandes villes - Toulouse, Lyon, Strasbourg, Bordeaux, Nantes, Versailles... -

commencent à émerger au palmarès des grandes écoles. Forts de quelques bons résultats, leurs proviseurs paraissent bien décidés à faire respecter des règles d'égalité dans l'accès de leurs élèves aux concours.

Proviseur du lycée Pierre-de-Fermat de Toulouse, René Chausse, a élargi sa zone de recrutement au Grand Ouest, de La Rochelle à Clermont-Ferrand, pour «se placer sur le même marché que les lycées de la capitale». Il relève

qu'«une infime minorité de jeunes Toulousains choisit désormais de monter à Paris». L'an dernier, Fermat a placé 23 élèves à Polytechnique et 375 des 377 candidats au baccalauréat ont réussi, dont 75 % avec mention. «Sans pratiquer de sélection comme à Henri-IV, nous finissons par obtenir les mêmes résultats. Cela vaut-il donc la peine de se donner tant de mal pour sélectionner dès le collège ? » s'interroge-t-il.

À ARMES ÉGALES

Daniel Lambinet, proviseur du lycée du Parc à Lyon, subit, en revanche, de plein fouet la concurrence avec Paris. Avec une certaine amertume, il tempête contre les départs fréquents, surtout en lettres, où le recrutement à l'Ecole normale supérieure est quasiment une exclusivité d'Henri-IV. «Le ministère devrait s'en préoccuper, indique-t-il. Sinon, on finira par fermer toutes les khâgnes de France.»

«Il faut reconnaître que les parisiens ont encore des moyens que nous n'avons pas», note de son côté Emile Delbart, proviseur adjoint du lycée Faidherbe, à Lille. «Mais, ajoute-t-il, il n'est pas question pour nous d'accepter des élèves qui nous reviennent parce qu'ils ne supportent pas le rythme de travail des parisiens.» Faute de pouvoir lutter «à armes égales», Faidherbe en est réduit à se satisfaire des bons résultats obtenus par les

anciens khâgneux au Capes et à l'agrégation.

Et si les directeurs des grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce commencent à faire la fine bouche ? Aucun d'entre eux n'oserait remettre en cause le système de sélection qui leur permet de bénéficier des meilleurs éléments, ceux qui, tous méritants, ont le mieux survécu aux épreuves des concours. Pour autant, trop le clamer, certains s'interrogent sur la valeur réelle de cette «matière première» pré-sélectionnée, fabriquée dans le même moule social et intellectuel. Alors que le recrutement parallèle a tendance à se développer, certains s'efforcent d'aller puiser dans les ES et les STI, et même à l'université, un «supplément d'âme» que le confortisme de la formation des prépas n'est pas en mesure d'assurer.

A l'abri de la crise qui agite le réseau des écoles de formation, HEC n'est pas encore M. Pourtant, Bernard Ramenades, son directeur, admet que le système français laisse perplexes «bon nombre de ses interlocuteurs étrangers, américains et anglosaxons. «Peu leur importe de savoir que nous recrutons les meilleurs élèves, indique-t-il. Ils nous jugent avant tout sur la qualité du corps professoral ainsi que sur la place de la recherche.»

M. D. et B. G.

A Henri-IV, la République fait sa sélection

SUR LA VUE aérienne qui orne l'antichambre du proviseur, Henri-IV, le «lycée sur la colline», ressemble à une forteresse entourée de demeures de ses féaux. La douceur de son cloître, la quiétude des ruelles alentour démentent cette impression militaire. «H-IV», figure mythique de l'institution scolaire, fait profession depuis deux siècles de former de beaux esprits. Inauguré le 22 octobre 1796 sous le nom d'Ecole centrale du Panthéon - la deuxième Ecole centrale devint Louis-le-Grand, l'éternel rival, et la troisième l'Institut de France -, il est

l'ancien premier lycée de France par voie d'autorité napoléonien en septembre 1803. Lycée Napoléon l'année suivante, lycée Henri-IV dix ans plus tard (première Restauration), lycée Napoléon sous les Cent Jours, Collège royal Henri-IV (seconde Restauration). Puis, successivement : Cornélie, Henri-IV, Napoléon pour la troisième et dernière fois, Cornélie et enfin Henri-IV (1873).

L'abbaye, de réputation mondiale, qui précède le lycée y a laissé son cloître et une magnifique bibliothèque. «Tout le monde ne pouvait avoir la tour Clovis et la

tombe du roi mérovingien, dit une légende sur le Panthéon et Sainte-Genève à la porte d'en face», écrit Jean Favier, ancien élève et président de la Bibliothèque nationale de France, dans l'ouvrage *Le lycée Henri-IV*, qui sort ces jours-ci.

Qui fréquente aujourd'hui ce temple de l'excellence scolaire ? Odette Christienne, proviseur, n'admet, sur bulletin de notes, que l'élite de l'élite. «Il n'y a plus d'élèves un peu moyens. Cela n'existe plus», explique le proviseur, qui, à la demande du recteur, depuis quelques années, ne prend en compte que la moitié de ses élèves de collège, appelé «petit lycée Henri-IV». Le regret s'effleure parfois : «On arrive à une triple sélection : sur les notes, sur l'aptitude au travail, sur une certaine combativité. C'est dur.» Mais, d'une certaine façon, c'est un système «plus juste», qui «met moins de pression en sixième» puisque le recrutement s'élargit en seconde. Bien sûr, «cela accroît encore la sélection», reconnaît Odette Christienne.

LE PARCOURS DE LA RÉUSSITE

«Je ne prétends pas que le système est parfait», note le proviseur, agrégée de géologie et chef d'établissement en banlieue dans une vie antérieure. Mais à Roman-Rolland, à Ivry (Val-de-Marne), qu'elle a dirigé pendant quelques années, madame le proviseur avait déjà composé des classes de niveau homogènes : «Je disais qu'il n'y en avait pas, tout le monde prétendait qu'il n'y en avait pas. L'essentiel était que la chose ne fût pas dite sur la place publique.» Dans ses bonnes classes, M^{me} Christienne mettait «les enfants d'enseignants». «C'était la seule façon qu'ils restent sur place», dit-elle. Pour les autres, «on hissait une population vers un niveau de classe terminale avec huit de moyenne au bac. C'était mieux qu'ils soient dans le système scolaire.»

En seconde, à Henri-IV, le recrutement est à 75 % «parisien et du district» : «Des enfants d'intellectuels, de journalistes connus, de politiciens, de chefs de clinique, le lycée en regorge», note Odette Christienne. C'est vrai qu'ils ne rentrent pas ici de gens d'autres milieux. Mais, se demande le proviseur avec une conception toute

personnelle des «élites» républicaines, «faudrait-il que les futurs cadres de l'Etat et les futurs chefs d'industrie soient formés dans l'enseignement privé ? »

La structure des classes du lycée, en pyramide inversée, éclaire la politique de l'établissement : six classes de seconde, huit classes de première, neuf classes de terminale. Au fil des trois années, les meilleurs élèves des lycées parisiens et de banlieue viennent grossir les rangs de l'élite «henridienne». Au collège déjà, les directeurs d'école du quartier ont pris soin de n'envoyer que leurs meilleurs élèves. Chefs d'établissement ou professeurs, chacun repère dans son établissement parisien, de banlieue, voire de province, qui sera digne d'intégrer ce saint des saints laïque. Pour les parents issus de l'élite intellectuelle, ce parcours de la réussite absolue - ou de la forme de réussite qu'ils présentent par-dessus les autres - est souvent fêché de longues années à l'avance.

Il est presque indécrottable de parler de taux de réussite au baccalauréat (98 % en L, 100 % en ES, 97 % en S), mais l'obtention sans mention équivaut à un échec. A l'horizon, seule compte la «classe prépa». Simon, ancien élève, définit le lycée comme «une préparation aux prépas». 70 % des élèves de terminale y accèdent, «mais pas forcément à H-IV». Combien restent ? «Un nombre variable selon les années», hasarde M^{me} Christienne. A l'entrée en classes préparatoires (24 divisions pour 1 150 élèves), une nouvelle sélection a lieu, puisqu'elles intègrent environ 50 % de provinciaux. L'an dernier, Henri-IV a «fabriqué» vingt-neuf normaux et autant de polytechniciens.

Mais il ne faudrait pas croire que la rue Clovis abrite des «bêtes à concours» : plus que partout ailleurs, on y fait du théâtre et de la musique. «Comme nous avons beaucoup de premiers prix de conservatoire, nous avons mis à disposition des élèves des pianos», explique le proviseur. «Il est vrai que l'on retourne vers une société où se reconstituent les classes sociales, concède-t-elle, mais ce n'est pas en détruisant des institutions comme celle-ci que l'on y remédiera.»

Béatrice Gurrey

Christian Baudelot, sociologue, professeur à l'Ecole normale supérieure

« Cette élite vit en vase clos, comme dans une serre »

«Le maintien de la tradition du recrutement des élites, telle qu'elle est perpétuée dans certains lycées, vous paraît-il encore adapté à l'évolution du système éducatif ?

«Certains établissements poussent jusqu'à la caricature et même à la pathologie une tendance à la concentration de l'élite scolaire et sociale. Cette élite vit en vase clos, comme dans une serre, dans un monde fermé sur lui-même où le système de valeurs est commun. En pratiquant l'autorecrutement, le lycée tient alors de la réserve.

«Sur ce point, les grands lycées parisiens faussent le jeu méritocratique classique. Le système fonctionne comme une pompe aspirante et refoulante. En attirant vers eux les meilleurs éléments des autres établissements, ces lycées les privent de leurs bons et très

bons élèves tout en refoulant vers eux les élèves qu'ils jugent moins bons. Ils contribuent par là à alimenter le processus de ségrégation spatiale des établissements en accentuant les écarts entre lycées. A ce titre, ils participent au processus de ghettoïsation.

«Ce phénomène ne correspond-il pas à la pression d'une demande sociale très forte ?

«Il s'agit en effet d'une tendance multiséculaire du système scolaire français, tout entier orienté, de la base au sommet, vers la sélection des élites par l'enseignement général. Contrairement à d'autres pays, l'enseignement technique et professionnel n'occupe pas en France une position égale à l'enseignement général. On y oriente par l'échec ceux qui ne peuvent pas suivre la voie royale.

«Cette évolution s'est aggravée à mesure que croissait l'importance de l'école dans notre société. Hier, les paysans, les artisans, les commerçants... disposaient, pour leurs enfants, de formations courtes avec du travail à la sortie. Avec l'augmentation du chômage, la désindustrialisation et la tertiarisation, la concurrence s'est accentuée. On ne peut plus rien obtenir sans diplôme. Dès lors, les classes les plus privilégiées se défendent bec et ongles. L'augmentation du nombre de cadres intellectuels dans la population active rend la compétition au sommet très dure. Ils tiennent à réserver à leurs enfants les meilleures places,

et comme ils disposent d'atouts supérieurs dans cette compétition, ils laissent peu de place aux autres.

«Les grands lycées d'élite sont devenus ce qu'ils sont grâce à la convergence de comportement des différents acteurs, enseignants, mais surtout les parents d'élèves. On tourne la socialisation en se trouvant des logements dans les quartiers les plus proches de ces établissements. La pression est telle que les lycées sont obligés de suivre. Certains, plus que d'autres, s'en font une fierté.

«Ces lycées ont joué un rôle dans l'histoire du système éducatif, comme modèle de la transmission du savoir ou de promotion, notamment pour des jeunes peu favorisés. Ce rôle social a-t-il complètement disparu ?

«Non, mais il est beaucoup plus difficile à tenir. La concentration de l'élite scolaire à Paris donne beaucoup moins de chances à la province. Dans l'idéal républicain, les grandes écoles devaient attirer les meilleurs de toutes les régions pour les y renvoyer ensuite. Aujourd'hui, la proportion d'élèves issus des lycées parisiens et de l'agglomération est de plus en plus forte.

«Dans certaines sections, essentiellement littéraires, le recrutement quasi exclusif d'élèves venant d'un seul établissement provoque des effets catastrophiques. Les khâgnes de province,

par exemple, dont certaines sont remarquables, se voient très tôt privées de leurs meilleurs éléments, qui font des pieds et des mains pour se faire inscrire dans un grand lycée parisien. Il y a de quoi démoriser les enseignants. Comment motiver ses élèves à préparer le concours d'entrée aux grandes écoles quand, au fil des ans, les chances d'accès depuis cette khâgne tendent vers zéro ?

«Le système est-il immuable ? Un renversement de cette tendance est-il concevable ?

«On peut toujours rêver de grands chambardements. Mais d'ores et déjà, des ajustements sont possibles pour rétablir certains équilibres, notamment dans le rapport Paris-province. Il suffirait pour cela de limiter le recrutement des lycées parisiens à l'agglomération. La disposition existe, mais elle n'est pas appliquée. En second lieu, on ferait énormément de progrès en améliorant la place des filles. Moins sensibles que les garçons à l'esprit de compétition, elles sont encore fortement pénalisées dans les concours, scientifiques surtout. Dans des domaines concrets facilement gérables, il serait possible de recueillir des consensus forts. Il est beaucoup plus difficile d'agir sur l'incidence de l'origine sociale, où les catégories favorisées ne lâcheront jamais.»

Propos recueillis par Michel Delberghe

ÉLÈVE-T-ON ENCORE SES ENFANTS ?
Colloque annuel du CECOCF
26 octobre 1996 - Paris
Maison de la Chimie
Les transformations de nos sociétés ont bouleversé nos repères éducatifs.
Comment s'en forger de nouveaux ?
Renseignements et inscriptions au CECOCF
tél. : 01.48.05.84.33

مكتبة الجليل

Le président du club de football de Montpellier sur le banc des accusés à la Réunion

Louis Nicollin était entendu sur les conditions lui ayant permis d'enlever plusieurs marchés

Le procès de la corruption à Saint-Denis de la Réunion a été marqué, vendredi 11 octobre, par l'audition de Louis Nicollin. Le président du club

de football Montpellier-Hérault avait remporté pour sa société, en 1989, le marché de collecte des ordures ménagères de la ville, suivi d'autres.

Le tribunal s'est interrogé sur les éventuelles contreparties qui auraient été versées et sur les relations d'affaires entre les élus et le PDG.

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre envoyé spécial

Un commentateur sportif aurait dit qu'il a « fait un bon match ».

Président du club de football Montpellier-Hérault et de la société Nicollin, « Loulou », a été égal à lui-même. Cent

kilos, au bas mot, de corpulence et de truculence, un bagout à provoquer des débuts de fous rires, magistrats compris, dans la salle de tribunal, Louis Nicollin a été entendu, vendredi 11 octobre, dans le procès en cours depuis lundi, à Saint-Denis.

« Loulou » est sympathisant RPR, mais il a une passion commune pour le ballon rond avec l'ancien maire PS de la ville, Gilbert Annette, président de la Ligue réunionnaise de football jusqu'à son entrée en politique, en 1981. Le patron de la société Nicollin est, comme le maire, jugé pour des faits relevant de la corruption. Il était venu sur l'île, en 1989, dans le cadre de ses fonctions de président de club. Dans la foulée, le PDG de cette importante société de traitement des ordures ménagères - 550 millions de francs de chiffre d'affaires, quelque huit cents salariés - a soumissionné à l'appel d'offres lancé pour le renouvellement du marché de la collecte à Saint-Denis. Victoire : il remporte ce marché. Interrogé par le président Bruno Vidon, l' élu a affirmé ne pas avoir préalablement rencontré l'industriel.

« Vous avez oublié, M. Annette, l'a aussitôt interrompu le PDG. Je me souviens que vous étiez accompagné par votre secrétaire général. Comme j'avais appris qu'il y avait souvent des grèves à la Réunion, je vous avais dit que j'avais de bons rapports avec les syndicats dans mon groupe. On avait aussi parlé de foot... » Trépanant à la barre, le « ramasseur de poubelles » - l'expression est de lui - est lancé. Avec une offre à 12 millions de francs par an, la société Nicollin avait emporté le marché de collecte d'ordures, puis le marché de ba-

layage mécanique de Saint-Denis en avril 1990, puis un marché de transit des ordures de la ville, courant 1993.

« Loulou » a dit-il pour autant toujours la vérité ? L'un de ses nombreux « amis », Jules Raux, collecteur des fonds occultes et trésorier du PS réunionnais, avait constamment affirmé, au cours de l'instruction, que le PDG lui avait remis 500 000 francs en liquide, lors d'un rendez-vous fixé en décembre 1989 dans le hall d'un grand hôtel de Saint-Denis. Devant le tribunal, Jules Raux revient sur ses déclarations. Le président Vidon insiste, demande à M. Raux s'il faut considérer qu'il a aussi menti pendant les quatre premiers jours du procès. « Je dois choisir entre l'amitié et la conscience, finit par lâcher Jules Raux. J'avais chargé de version parce que, depuis lundi, avec Louis, on avait discuté. Ce que j'ai dit en garde à vue, c'est la vérité. » Louis Nicollin pousse un gros soupir quand le président lui demande ce qu'il en pense : « Rien, sauf qu'on est dans la merde. »

SPORT ET POLITIQUE

Le concert de soupçons ne va pas cesser. Plusieurs factures ont-elles bien été délivrées par M. Nicollin - 400 000 francs en 1991, 450 000 francs en 1992, 750 000 francs en 1993 - au CSSD ? Fin 1990, Annette m'avait demandé si je pouvais aider le club, j'ai donné mon accord pour trois fois 400 000. J'ai pensé que ce serait une bonne chose pour les déchets. Comme on a la possibilité de donner 2-3 % en dépenses de communications, on l'a fait. En 1993, on a ajouté 350 000 francs pour aider le CSSD, qui participait à la coupe d'Afrique des clubs. »

Les déclarations seraient-elles des « commissions » apportées au contrepartie des contrats avec la municipalité, poursuit le magistrat ? « Dès qu'une entreprise donne des sous à un club, à une ville, on dit que ce seraient des commissions. Pas pour moi. On veut interdire le sponsoring, ou quoi ? Nicollin finance un festival de musique et des clubs de foot. C'est pour obtenir des marchés ? Le sponsoring, c'est utile. Ça permet de connaître du monde, d'avoir des marchés. » Fin de la tirade : « Je

pense qu'il est plus sain de donner à un club sportif qu'à un parti politique. »

Même si son PDG affirme ne pas mêler sport et politique, la société Nicollin a versé un total de 150 000 francs, en 1991 et 1993, sur le compte légal ouvert par l'association départementale de financement du PS à la Réunion. Beaucoup moins légale, aux yeux du procureur, sera la relation d'affaires nouée sur l'île par M. Nicollin avec le fils de Jules Raux, Jean-Louis, gérant d'une ferme d'élevage de poulets, l'entreprise Alcora. Sollicité par Jules Raux, Louis Nicollin a d'abord accepté, en janvier 1991, d'investir 200 000 francs de ses deniers personnels dans la ferme. Quand l'entreprise Alcora a voulu se développer dans la fabrication de compost, la société Nicollin a ensuite racheté les 100 000 francs de parts possédées par le « père Raux ». « J'ai vendu mes parts à Nicollin sans arrière-pensées de pression », s'est défendu celui-ci.

La santé d'Alcora a continué de se dégrader - son passif avoisine

aujourd'hui les 19 millions de francs -, et la société Nicollin a décidé de retirer les investissements qu'elle lui avait consentis. « J'avais défilé vers deux fois, ça signifiait, a indiqué M. Nicollin à l'audience. Je ne suis quand même pas une vache à lait. » Furieux, le « fils Raux » a harcelé la société Nicollin de fax comminatoires, saisis par la justice, dans lesquels il souligne notamment l'« accord de principe » conclu entre son père et M. Nicollin pour soutenir Alcora.

Le procureur ne sourit plus. « Loulou » non plus. En 1994, la commission d'appel d'offres a retiré à la société Nicollin la collecte des ordures de Saint-Denis.

Vendredi soir 11 octobre, « Loulou » a été autorisé à rentrer dans l'Hexagone pour assister au match Nice-Montpellier. Victoire ou défaite, son avocat, M. Pierre-Marie Grappin, vice-président du club Montpellier-Hérault, nous a assuré que Louis Nicollin sera de retour mardi devant le tribunal de Saint-Denis.

Erich Indjyem

L'évêque de Metz porte plainte contre son ancien économiste

Mgr PIERRE RAFFIN, évêque de Metz, a annoncé, vendredi 11 octobre, qu'il avait porté plainte pour abus de confiance contre son ancien économiste, Jean-Claude Jungblut, actuel directeur divisionnaire des services fiscaux de la Moselle. Celui-ci est soupçonné d'avoir détourné au moins 1 million de francs de la trésorerie de l'évêché, sous forme de prêts non remboursés et de suppléments de rémunérations. L'enquête préliminaire confiée à la brigade financière de l'antenne SRP de Metz a débouché sur une mise en examen de l'ancien économiste et l'ouverture d'une instruction judiciaire. Le directeur des impôts a expliqué pendant sa garde à vue, commencée mercredi 9 octobre, n'avoir pas trouvé d'autres solutions que de prendre l'argent de l'évêché pour financer ses besoins et ceux de sa famille.

DÉPÊCHES

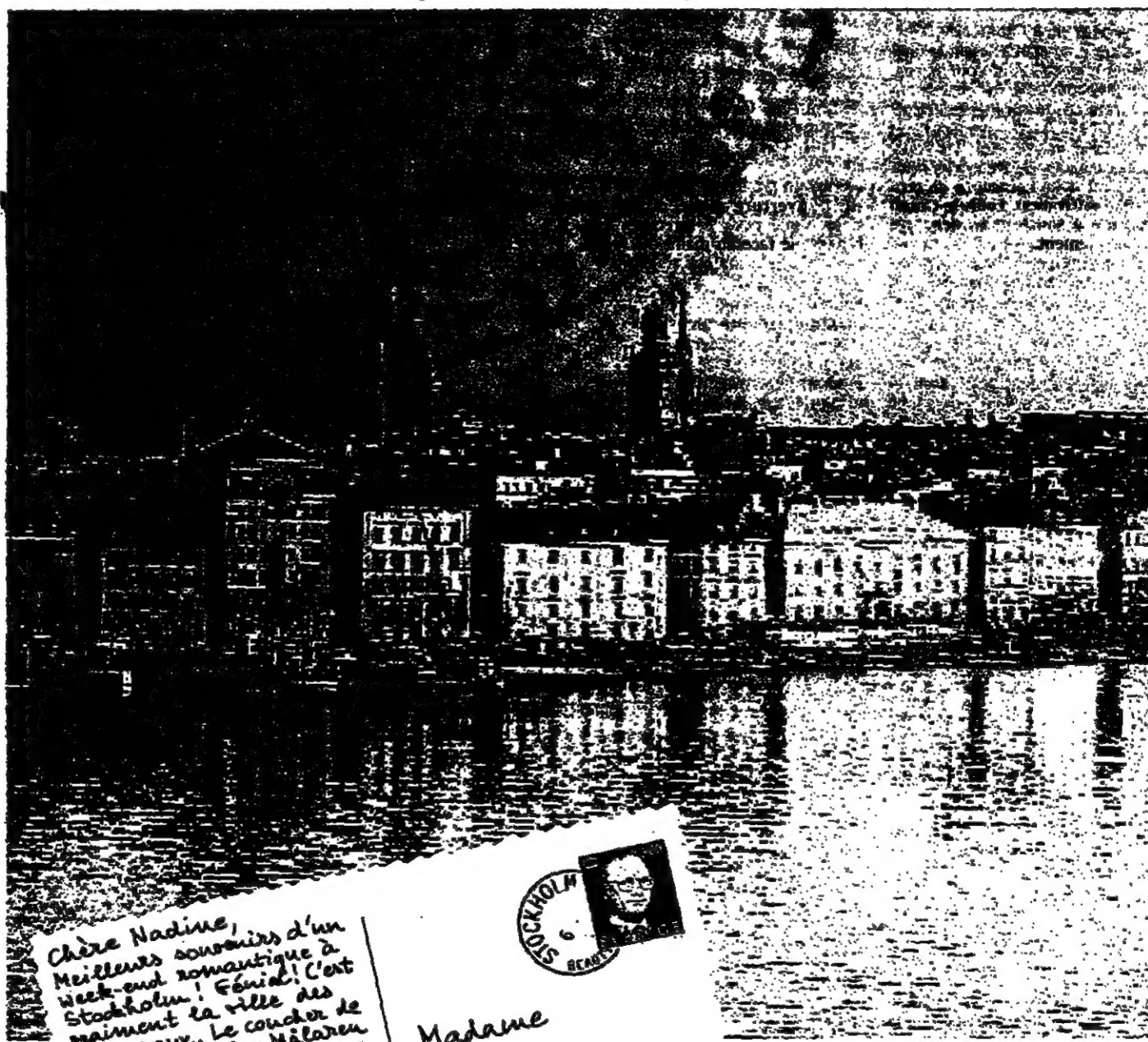
■ **AMIANTE** : la CGT de Renault Billancourt a déposé plainte, en juillet dernier, contre le PDG de l'entreprise, Louis Schweitzer, pour « non-respect du code du travail en matière de sécurité », après qu'une dizaine d'ouvriers eurent démenagé sans précaution 1 400 kilogrammes d'amiante pendant deux semaines, en 1992. De son côté, le juge d'instruction Edith Boizette a débüté, vendredi 11 octobre, la première enquête judiciaire française sur l'empoisonnement par l'amiante, en procédant à l'audition de Jean Dalia Torre, un ancien électricien atteint d'un cancer de la plèvre.

■ **PRESSE** : Jean-Michel Baylet, PDG de La Dépêche du Midi, a affirmé, vendredi 11 octobre, avoir reçu son « avis de mise en examen fondé sur une présomption d'abus de biens sociaux » (Le Monde du 9 octobre). Outre le sénateur (PRS) du Tarn-et-Garonne, le juge d'instruction Henri Cabrol aurait envoyé huit autres notifications de mises en examen, afin de déterminer d'éventuelles malversations entre des administrateurs du journal et une société de nettoyage.

■ **UNIVERSITÉS** : le tribunal administratif de Lyon a annulé, vendredi 11 octobre, le refus d'inscription d'une jeune bachelière dans la section activités physiques et sportives de l'université Claude-Bernard (Lyon-I) en jugeant non conforme la procédure de connexion sur Minitel, assimilée à un « jeu de hasard ».

■ **SECTES** : le suicide des principaux membres de l'Ordre du Temple solaire (OTS), initialement prévu en 1993, aurait été retardé à cause d'un conflit interne, affirme Hermann Delorme, ancien adepte de la secte, dans son livre *Crois et meurs dans l'OTS*, publié au Canada. Les massacres d'octobre 1994, en Suisse et au Canada, puis celui de décembre 1995 au Québec, avaient fait 53 victimes.

La Vieille Ville médiévale, fort bien conservée, avec ses galeries d'art, ses restaurants et ses boutiques, est l'un des nombreux sites historiques de Stockholm.



Chère Nadine,
Meilleurs souvenirs d'un week-end romantique à Stockholm ! Félicité ! C'est vraiment la ville des amoureux. Le coucher de soleil sur le lac Mälaren est magique. Dîner aux chandelles, courses dans les magasins et dans le nord d'orchestres de jazz dans une ambiance intime. Plus les musées et les expositions. Nous avons trouvé ce cadeau idéal pour toi, fleur et tout pour le faire trop grand pour entrer dans une valise. Augusta et Danielle

Madame
Nadine Watteau
25, rue Boileau
F-75016 PARIS
France



La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreux forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 42 72 58 77, fax 01 42 72 58 49, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2.23 F/min). Que diriez-vous d'envoyer quelques cartes postales de Stockholm ?

L'ARC retire deux phrases de sa campagne publicitaire

LES RESPONSABLES de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) s'inclinent devant les chaînes de télévision : le film de la nouvelle campagne de communication sera raccourci des deux phrases qui, selon les responsables d'antenne, mettaient en péril la présomption d'innocence de Jacques Crozemarie, mis en examen et écroué pour « abus de confiance, faux, usage de faux, complicité de faux et d'usage de faux » (Le Monde du 12 octobre). Disparaîtront donc du spot : « On parle de villas sur la Côte, de chasses en Solagne (...). Comment ces types ont-ils pu à ce point oublier leur mission ? » En revanche, le témoignage de l'ancien malade devrait toujours comporter la référence au « scandale de l'ARC ».

A l'issue d'un conseil d'administration extraordinaire, réuni vendredi 11 octobre en début d'après-midi, les responsables de l'association ont fait part de leur initiative, suscitée par une « décision qui [leur] est imposée » et basée sur « un point de vue juridique que nous ne partageons pas », a précisé Michel Lucas, président de l'ARC. Après le refus d'un premier scénario par le bureau de vérification de la publicité, celui-ci avait pourtant approuvé cette seconde mouture. Les chaînes de télévision avaient, quant à elles, jeudi 10 octobre, mis leur veto à sa diffusion.

L'ARC persévère dans sa volonté de « purger le passé » : « Nous sommes comptables à l'égard des donateurs trompés et trichons de récupérer le maximum de ce qui a été donné », a assuré son président

(L'ARC réclame à Jacques Crozemarie plus de 65 millions de francs de dommages et intérêts au titre de ses fautes de gestion). Regrettant « la publication de documents inopportuns » à la veille du lancement de la nouvelle campagne de communication, M. Lucas a estimé que, si les enquêteurs pouvaient se pencher sur des faits couverts par la prescription, il était « assez vraisemblable » qu'ils parviennent à démontrer que plusieurs centaines de millions de francs ont été détournés. Selon M. Lucas, l'ARC doit répondre à « 600 demandes de bourses et de subventions pour la recherche qu'il faut satisfaire ». « Nous arriverons, avec moins de ressources, à donner plus à la recherche », a-t-il ajouté.

M. CROZEMARIE ENTENDU

Par ailleurs, le juge d'instruction Jean-Pierre Zanotti a entendu, pour la troisième fois et pendant près de deux heures, vendredi 11 octobre, M. Crozemarie. Selon son avocat, M. Olivier Metzner, ce dernier « n'est pas au courant de ce qui a pu se passer à l'intérieur du groupe ID/IDC ». Considérant comme « hâtives » les informations publiées par Le Monde (nos éditions du 11 octobre) faisant état de détournements de plusieurs centaines de millions de francs, M. Metzner souligne que, « si des détournements aussi importants avaient eu lieu, les vingt-six membres du conseil d'administration et surtout les quatre représentants de l'Etat n'auraient pas pu ne rien voir ».

Aude Dassonville

La tribu des marchands d'images

RACONTER le marché des programmes TV ? Voilà que cela les fait rire. « Très compliqué, trop compliqué », pouffe un producteur japonais en disparaissant lâchement dans un labyrinthe de stands. « Un immense jeu de poker ! », affirme un Brésilien en touchant le bout de son nez pour évoquer le flair. « Un business très sophistiqué dont les Américains sont les maîtres », avance un Néerlandais, qui, prudent, dans les couloirs du marché, arbore royalement un Stetson. « Top secret ! », sourit une négociatrice anglaise.

Incorrigible tribu ! Coquette et orgueilleuse. Convince d'être « spéciale », « hors norme », unique. Et pourtant fort consciente du poids actuel et des règles de l'industrie de l'image. Fièvre de la dimension planétaire d'un secteur qui, depuis belle lurette, se moque bien des frontières terrestres, mais saisie parfois de vertige devant l'amoncellement des projets de satellites qui transforment la Terre en « village ». Impossible tribu, boursée de paradoxes, ravie qu'on parle d'elle, narcissique, mais soucieuse de garder ses zones d'ombre, ses rites, son folklore, son mystère. En deux mots : mégalomane et secrète.

Elle était là, à Cannes, du 7 au 11 octobre, au marché international des programmes et de communication (Mipcom), comme chaque automne et chaque printemps, bigarrée et polyglotte, studieuse et hystérique, réunie dans les sous-sols et couloirs du Palais des festivals, pour faire commerce de programmes. Nourrir des gâtes, enligner des antennes, constituer des catalogues, vendre des programmes usagés, prévenir des amorceurs de projets, chercher des partenaires de coproduction, piquer, glaner, vendre, adapter le maximum d'idées. « Bien le bonjour, Monsieur le marchand. Votre enseigne est splendide, votre stock séduisant. Nous pourrions faire affaire car j'ai de beaux atouts... » On simplifie, mais c'est un peu cela.

Continuons donc. Qui dit marché, dit vendeurs (près d'un millier). Avec des mini-boutiques sous forme de stands tapissés de posters d'émissions, de gadgets et de télévisions. C'est qu'il faut être prêt à offrir au client potentiel une mini-projection : bande-annonce, résumé d'une série, épisode exemplaire d'un feuilleton. Certaines échoppes ont les dimensions d'un mouchoir, d'autres celles d'un appartement de réception, terrasse et bar compris. Discovery Channel, la chaîne américaine de la découverte, a opté pour un somptueux décor de grottes et de pyramides. Warner Bros. met en valeur un gigantesque Superman et la table d'opération des touffes de sa série « Urgences ». Paramount a préféré l'option pub. Au fond des stands, les vendeurs. De tous les styles.

Idi, balaismain obséquieux et bavane au coin des lèvres, bagues, montre et bracelets en or, collier de barbe foncé et chevelure claire, c'est Pedro Font, PDG de la société mexicaine Protele, qui inonde le monde entier de telenovelas d'une centaine d'épisodes. « Du rêve universel, voilà ce que nous vendons ! Des sagas dans un grand souffle de romantisme ! De l'amour, des sentiments extrêmes... » Là, dans le quartier australien, une productrice de Sydney se prend pour son ambassadrice : « Venez donc voir ce que nous sommes capables de faire : moins simplistes que les Américains, moins bêcheurs que nos cousins anglais, plus chaleureux que les icebergs allemands ; et avec des paysages à couper le souffle ! »

Dans la grande allée centrale, un bellâtre avec la moustache d'Enrol Flynn consent trois phrases au visiteur simplement curieux : « Nous aurions de bonnes raisons, chez Paramount, d'être un brin arrogants (il lit avec application sa moustache). Mais, voyez-vous, nous ne le sommes pas. » Miraculeux en effet. Au détour d'une allée, une femme avec du rose aux lèvres offre pru-



neaux et loukoums sur un joli plateau argenté et commente doucement une maigre plaquette de promotion. « Quelques émissions pour enfants et des documentaires sur la guerre. Oui, ces dernières années, nous n'avons quasiment filmé que la guerre. » La télévision de Sarajevo n'avait d'autre choix.

Qui dit marché, dit aussi acheteurs. Voici donc Bertrand Mosca, le responsable des programmes pour enfants sur France 3 (1300 heures par an), chercheur insatiable et posé, consciencieux et élégant. Des heures de visionnage le week-end précédant le marché et puis des rendez-vous arrangés de longue date avec des partenaires fidèles et parfaitement rodés à l'esprit France 3. Confirmation d'un accord pour un dessin animé québécois, amorce d'un contact avec des Allemands pour une fiction en costume et un voyage dans le temps, cocktail au Carlton pour honorer des partenaires canadiens, dîner sur un bateau pour sceller une coopération réussie autour de Flash Gordon. De la constance, disent ses partenaires, un « style », un « esprit ». France 3 avec un souci d'éthique et de qualité.

VOICI encore - de son propre aveu - Speedy Gonzales (Nathalie Drouaire), tonique, volcanique et anxieuse responsable des achats de M6. Une boule de nerfs, de passion et de chance juchée sur de hauts talons noirs, avec cigarettes, téléphone portable et chronomètre à portée de main. Les Américains de la Fox, avec lesquels elle a négocié l'achat d'un joli coup (l'achat de la série du samedi soir « X-Files » à la barre des grandes chaînes), ne croient pas possible de rencontrer en France un tel profil d'« executive woman ». Ce qui est plutôt du genre à la flatter. « Mon équipe travaille en commando. Obligation d'efficacité et même de perfection. Être à l'affût de toute nouveauté dans le secteur, s'informer, visionner, ne négliger personne. Être des détecteurs, réagir les premiers, et veiller au secret... quitte à se montrer à la fois schizo et parano. »

Le contraire absolu de cet acheteur de Taiwan en quête de « jolie

fiction européenne, exotique, non vulgaire » qui, après avoir frappé à la porte de la BBC, s'apprêtait à frapper à celle de France Télévision Distribution, attiré par le joli poster du « Grand Vent de fleurs » diffusé par France 2. L'opposé aussi du Burkina Faso Adama Barro, l'un des rares patrons de télévision africaine à arpenter les couloirs du Mipcom à la recherche de programmes drôles, plutôt américains et « si possible avec des acteurs noirs ». Mais, parfois, de l'antenne « parfaitement blanche » qu'envoie par satellite Canal France International !

Un marché, donc. Prévu, préparé, amorcé de longue date. Inscrit dans un calendrier presque immuable

grammes, un peu, beaucoup, où l'on espère recycler des produits déjà diffusés à l'antenne et leur donner une deuxième vie, voire une troisième vie, où l'on se découvre des homologues spécialisés sur le même créneau, autant dire des concurrents ou des complices. Un marché « global », comme disent les Anglo-Saxons lorsqu'ils pensent planétaire, puisque 91 pays sont ainsi représentés. Un marché « vibrant », écho fascinant des soubresauts du monde, des guerres et des misères, des épidémies et des frémissements locaux. Un marché en phase, enfin, avec les bouleversements technologiques du monde

« Être à l'affût de toute nouveauté dans le secteur, s'informer, visionner, ne négliger personne. Être des détecteurs, réagir les premiers et veiller au secret... quitte à se montrer à la fois schizo et parano »

qui rythme la vie de la tribu en lui fixant chaque année quatre ou cinq rendez-vous essentiels : janvier aux États-Unis (le très américain Natpe à Las Vegas ou à La Nouvelle-Orléans), février à Monte-Carlo (festival et marché), avril à Cannes (MIP), juin à Budapest (pour les acheteurs des pays de l'Est), octobre à Cannes (Mipcom), décembre à Hongkong (MIP-Asia). Sans compter d'autres marchés plus régionaux ou thématiques.

Un marché où l'on s'informe, où l'on contracte, où l'on noue des relations et des coproductions, où l'on se teste, où l'on s'affiche, où l'on s'expose au jugement de l'étranger, où l'on se fournit en pro-

grammes, un peu, beaucoup, où l'on espère recycler des produits déjà diffusés à l'antenne et leur donner une deuxième vie, voire une troisième vie, où l'on se découvre des homologues spécialisés sur le même créneau, autant dire des concurrents ou des complices.

Un marché « vibrant », écho fascinant des soubresauts du monde, des guerres et des misères, des épidémies et des frémissements locaux. Un marché en phase, enfin, avec les bouleversements technologiques du monde

Comme chaque automne, le Mipcom de Cannes a réuni plus d'un millier de vendeurs de programmes TV. Un marché bouleversé par le développement du numérique et la mondialisation des images

déclinaison télé du même titre, « Ivanhoe », « Robin des bois », « Sherlock Holmes », font leur deuxième retour, il paraît qu'une série dote la célèbre détective d'une épouse et qu'une autre a pour titre « Shirley Holmes ». Oui, c'est probablement la fille. La bande dessinée est aussi une mine : « Flash Gordon », coproduit par France 3, s'annonce plutôt main, en attendant « Black et Mortimer ». Mais il y a vingt exemples. Règle d'or du marché : minimiser le risque. Un programme tolérât un beau succès dans un pays ? Alors il marchera ailleurs. On peaufine le marketing, investit dans la promotion, vante les performances de l'audience. Et on soigne le doublage, quitte à modifier les références trop « locales » d'un dialogue. Les Américains, obstinément fermés, refusent le procédé ? Envoyez-leur le script du programme. Il se pourrait bien qu'ils apprécient et achètent le scénario - c'est arrivé à deux films de Pascale Buiquoy - et décident d'en tourner eux-mêmes un remake. S'il ne s'agit point de fiction, mais d'un jeu ou d'une émission d'animation, alors, vendez-en la formule. La BBC exporte ainsi près d'une centaine de comédies, jeux et shows à succès.

C'EST aussi la spécialité de la société néerlandaise Ende-mol qui, elle, va jusqu'à adapter et produire elle-même l'émission en question dans les pays intéressés. Exemple : « Forgive me » (Pardonne-moi), un reality show lacrymal qui transforme les téléspectateurs en témoins d'un aveu poignant entre deux volontaires. Un triomphe aux Pays-Bas, en Belgique, en Suède et même au Portugal. Un échec, un seul, en Norvège, où l'équipe manqua, et d'audience, et de volontaires ! « Unique », affirme Thomas Notermans, nos 150 formats - comédies, jeux, confessions - sont peaufinés et adaptés méticuleusement à chaque public !

Les Mexicains de Protele ne se donnent pas ce mal, qui fabriquent chaque année près de 27 telenovelas à rallonge et les vendent dans 129 pays. C'est le produit d'avenir, promet Pedro Font. Le vrai programme universel. Savez-vous, demande-t-il, quel est le personnage auquel le gouvernement des Philippines a réservé cet été un accueil digne d'un chef d'État ? Thalia, une jeune comédienne de vingt-trois ans, héroïne du feuilleton « Mari-Mar ». Il y eut des émeutes, des discours, une réception à la présidence et même un baiser. « Parler au cœur, parler aux tripes », répète le producteur, qui se couronnerait volontiers pape de la tribu. Et ses yeux bruns, rougis par la fumée de son cigare, disent : jackpot !

Amick Cojean
Dessin : Ivan Sigg

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur de la diffusion : Jean-Marie Colombani
Directeur de la circulation : Jean-Marie Colombani
Directeur de la publicité : Jean-Marie Colombani
Directeur de la distribution : Jean-Marie Colombani
Directeur de la vente : Jean-Marie Colombani
Directeur de la gestion : Jean-Marie Colombani
Directeur de la technique : Jean-Marie Colombani
Directeur de la maintenance : Jean-Marie Colombani
Directeur de la sécurité : Jean-Marie Colombani
Directeur de la santé : Jean-Marie Colombani
Directeur de l'environnement : Jean-Marie Colombani
Directeur de la culture : Jean-Marie Colombani
Directeur de la sport : Jean-Marie Colombani
Directeur de la musique : Jean-Marie Colombani
Directeur de la danse : Jean-Marie Colombani
Directeur de la littérature : Jean-Marie Colombani
Directeur de la philosophie : Jean-Marie Colombani
Directeur de la religion : Jean-Marie Colombani
Directeur de la science : Jean-Marie Colombani
Directeur de la technologie : Jean-Marie Colombani
Directeur de la médecine : Jean-Marie Colombani
Directeur de la droit : Jean-Marie Colombani
Directeur de la politique : Jean-Marie Colombani
Directeur de la économie : Jean-Marie Colombani
Directeur de la social : Jean-Marie Colombani
Directeur de la culture : Jean-Marie Colombani
Directeur de la sport : Jean-Marie Colombani
Directeur de la musique : Jean-Marie Colombani
Directeur de la danse : Jean-Marie Colombani
Directeur de la littérature : Jean-Marie Colombani
Directeur de la philosophie : Jean-Marie Colombani
Directeur de la religion : Jean-Marie Colombani
Directeur de la science : Jean-Marie Colombani
Directeur de la technologie : Jean-Marie Colombani
Directeur de la médecine : Jean-Marie Colombani
Directeur de la droit : Jean-Marie Colombani
Directeur de la politique : Jean-Marie Colombani
Directeur de la économie : Jean-Marie Colombani
Directeur de la social : Jean-Marie Colombani

Le Monde

EDITORIAL

L'élite et ses lycées

Les lycées dits « d'élite » sont à l'éducation nationale ce que l'Académie française est à la culture. Un symbole de l'excellence. Symbole contesté, vilipendé pour son classicisme suranné, même si une certaine France aime encore admirer ces glorieuses institutions, censées la résumer et l'embellir.

Produits de la Révolution, des droits de l'homme et de la poigne tout impériale de Napoléon, Louis-le-Grand, Henri-IV et une dizaine d'autres établissements cristallisent de vifs débats, au moment où l'ensemble du système éducatif vacille sous les coups de la crise sociale.

Souffrants de pourjadisme anti-élite, leurs détracteurs notent - non sans pertinence - que ces lycées se sont d'abord constitués en réaction à la décadence d'un système scolaire, ces valeurs progressistes, n'avaient rien à envier à l'enseignement privé. Enfin, ils ont un temps constitué un formidable moyen de promotion sociale pour des élèves n'ayant que leur intelligence pour bagage.

Or la fonction de ces établissements est aujourd'hui en crise. D'abord, parce que leur mode de fonctionnement a été dévoyé. Ensuite, parce qu'ils appa-

raissent à des années-lumière des nouveaux défis que doit affronter le système scolaire. Enfin, parce que les « élites » formées en leur sein paraissent quelque peu décalées par rapport aux nouvelles réalités : certaines grandes écoles prennent désormais soin de ne plus recruter uniquement dans ces établissements.

Le modèle paraît avoir vécu. Ancien d'Henri-IV, Roger Fauroux, qui a présidé la commission de réflexion sur l'école, a expliqué après d'autres combien l'inégalité des chances s'accroît au sein du système scolaire. « Sauf miracle ou génie, pour être un excellent élève, rien ne vaut d'être fils de professeur, de médecin ou de cadre », écrit M. Fauroux. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, certains jeunes de banlieue n'ont quasiment aucune chance de compenser grâce à l'école leur handicap de départ. Et M. Fauroux de conclure : « S'il faut parler de l'échec de la République à travers son école, c'est là qu'il se situe » : dans cette incapacité à faire vivre le principe de l'égalité des chances.

C'est aussi cet échec que symbolisent aujourd'hui, et à leur corps défendant, les lycées dits « d'élite ».

AU COURRIER DU « MONDE »

« IMPRESSIONNER AU CAS OÙ »

Samedi 28 septembre 1996, gare de Troyes, 22 h 40. Une dizaine de jeunes Noirs entrent dans un wagon du train Corail à destination de Paris. En raison de l'heure tardive, les voix sont assez étouffées. Certaines personnes somnolent, même soudain, un appel s'élève dans les bafles du wagon : « Compte tenu d'un incident technique, le train partira de la gare de Troyes avec un retard de quinze minutes ». Cinq minutes après, une tonde de policiers remonte le vole où se trouve le Corail. Ils s'arrêtent devant le wagon, demandent aux jeunes Noirs de descendre. Un contrôleur fulmine, les soupçonne de ne pas avoir de titres de transport. Ils présentent leurs billets, tous composés. Le contrôleur avait inventé ses craintes. Il s'en défend en disant que « ces gens [Noirs] regardent avec un air menaçant ». Une discussion s'engage, vite interrompue par un passage qui demande que le train reparte. Tout le monde réintègre le wagon. Le train reprend sa route, retardé sous prétexte... d'un incident technique.

Minuit, gare de l'Est. Le Corail glisse dans son quai d'arrivée. Une centaine de CRS rentrent dans les wagons, et bloquent les portes d'accès aux compartiments. Les passagers descendent, se faufilaient dans les rangées de CRS dont les regards fixent intensément les jeunes Noirs. Ces derniers passent devant les CRS, visage défilé. Rien ne pouvait leur être reproché, ils ne sont pas contrôlés. « Il faut les impressionner au cas où », dit un policier pour expliquer son ordre de mission. Un passager s'insurge contre le commissaire de police en charge de l'opération. Ce dernier lui répond d'une voix raide : « Méfiez-vous de vos affaires, Monsieur ! » Sur le quai, le m'interroge : vivons-nous déjà sous la chape d'un Etat policier et irresponsable ? François de la Chevalerie, Paris

POUVOIR ET VIEillesse

Pourquoi tout ce « remue-ménages » sur les maladies des grands de ce monde ? Il n'y a ni hasard ni fatalité : les chefs d'Etat âgés sont plus souvent malades que les jeunes. Cette lapalissade conduit à une évidence : il faut fixer une limite d'âge pour nos dirigeants politiques. « Personne ne devrait être président au-delà de 70 ans, et je suis bien placé pour le savoir », ce sage précepte fut énoncé par Dwight Eisenhower à son départ de la Maison Blanche. Il avait... 70 ans. Le débat dont Le Monde vient à nouveau de se faire l'écho (6-7 octobre) sur les « malades qui nous

gouvernent » n'existerait tout simplement pas, ou si peu, si nous appliquions aux responsables politiques les règles en vigueur dans nos entreprises. A 60 ou 65 ans : la retraite est un repos bien mérité, tant sont lourdes les charges pesant sur ceux ou celles qui sont appelés à diriger un pays, petit ou grand. Tous les journalistes qui, comme nous, ont interviewé Ronald Reagan dans le bureau ovale, ont essayé de décrypter ses conférences de presse, savent bien qu'à plus de 70 ans il avait davantage sa place dans son ranch californien qu'à la Maison Blanche. Les récentes et décevantes « fin de règne » de François Mitterrand et surtout d'Andréas Papandréou nous ont bien montré les risques du grand âge, tout comme les ennus actuels de Boris Eltsine. Et que dire d'un pape affaibli physiquement et arc-bouté sur ses dogmes, qui s'accroche à son Saint-Siège en transgressant les règles de « départ » à 75 ans (c'est déjà tard) fixés pour les cardinaux et archevêques.

Le débat n'est pas nouveau. Au XX^e siècle, il a déjà été abondamment illustré par Franco, Salazar, les apparatchiks du Kremlin, les maîtres vieillissants de la Chine et du Vietnam et tous ceux qui, séniles ou malades, ont fait peser sur leur pays le poids de l'immobilité, du dogmatisme et de graves erreurs de jugement. Il est vrai aussi qu'il y a de rares contre-exemples : de Gaulle, bien sûr, au-delà de 70 ans (tout en qualifiant la vieillesse de « tragédie ») et, en cette fin de siècle, un Nelson Mandela en pleine forme apparente à 78 ans, ciment de l'Afrique du Sud post-apartheid. Mais il s'agit de cas isolés, et même si l'on peut discuter de la limite d'âge la plus souhaitable (peut-être 70 au lieu de 65 ans), la vraie question doit être posée. Aucun pays, comme aucune entreprise, ne peuvent se permettre d'avoir à leur tête un dirigeant malade et, malade ou diminué, on l'est davantage à 75 qu'à 55 ans. Les Américains le sentent bien, qui n'ont pas envie d'être le septuagénaire Bob Dole à la présidence.

Au lieu, donc, de s'interroger sur d'hypothétiques « commissions médicales » de contrôle des dirigeants, prenons déjà en France une décision simple qui nous évitera pas mal de mensonges et de controverses inutiles : le président, le chef du gouvernement et les ministres ne doivent pas avoir plus de 65 (ou 70) ans. Ici encore, l'idée n'est pas nouvelle, mais elle a la force du bon sens. Fixons la règle, appliquons-la et n'en parlons plus.

Gilbert Grellet, Paris

L'euro, trouble-fête des socialistes

Suite de la première page

Avant Dublin, plusieurs socialistes avaient tiré la sonnette d'alarme. Laurent Fabius avait réclamé une nouvelle politique économique accompagnant « une inflation européenne notable », autour d'une initiative franco-allemande, afin de préserver l'« identité sociale » de l'Europe et de mettre la monnaie « au service de son expansion » (Le Monde du 7 septembre). Proche de M. Jospin, Pierre Moscovici, secrétaire national chargé des études et animateur de la convention sur l'Europe, avait confié à Charlie Hebblo (daté 18 septembre), à propos des critères de convergence : « On peut les laisser tomber, du moment que la tendance de la politique économique va dans le bon sens ».

Grand ordonnateur de la convention sur la politique économique, Henri Rimanuelli soulignait, dans le préambule de son rapport introductif, à propos des mêmes critères : « S'ils devaient être (...) des éléments supplémentaires de contraintes pesant dans le sens de la déflation, ils se heurtent à la réalité humaine, à la crise sociale... ». Et M. Rimanuelli ajoutait : « La monnaie unique européenne sera d'autant mieux acceptée, qu'elle correspondra à un plan de relance de la croissance », ajoutait l'ancien premier secrétaire du PS.

Devant cette poussée d'euroceptisme au sein de son parti, M. Jospin est monté au créneau, le 25 septembre, aux Journées parlementaires de Egeas. Soulignant l'absence d'« empreinte » française dans la construction européenne, M. Jospin mettait en garde contre « le risque d'un euro survalorisé par rapport au dollar », l'éventuelle exclusion de l'Italie et de l'Espagne, et l'abandon du « gouvernement économique », demandé par le PS lors de sa convention. Et il émettait que, en cas de victoire en 1998, il ne se sentirait pas automatiquement lié par les décisions sur la monnaie unique et la conférence intergouvernementale. « Les socialistes apprécieront librement, le moment venu, assurait-il, le point où l'on sera en matière européenne (et notamment pour la monnaie unique) pour arrêter leur position. Si nous venons aux responsabilités, nous reprendrons ces questions autour d'un vrai projet européen ».

Pour autant, M. Jospin n'a pas mis fin au débat interne sur l'euro. « On ne cessera pas de parler de la monnaie unique », a admis M. Rimanuelli, mercredi 9 octobre, lors de la mise en place de la commission nationale d'élaboration du projet économique. Mais, pour le député des Landes, « des leviers importants de politique économique et sociale » demeurent au niveau national, le financement de la protection sociale restant du ressort des Etats, la contrainte européenne s'imposant à la fiscalité de l'épargne mais non à l'impôt sur le revenu.

Bref, des « marges de manœuvre » subsistent pour une politique nationale alternative. La Gauche socialiste, qui prépare sa

contribution, n'en est pas convaincue. Elle pose encore en préliminaires, comme si la convention sur l'Europe n'avait pas déjà tranché ce débat, un nouveau traité européen et la remise en question des critères de convergence, en prédisant des « chocs sociaux » autour du refus de Maastricht. Les rocardiens de l'Action pour le renouveau socialiste réclament, eux, « une complète cohérence » entre les deux conventions sur l'Europe et sur l'économie. Dans leur contribution, signée par Michel Rocard, ils assurent qu'« une proposition de rupture avec le calendrier de mise en œuvre de la monnaie unique équivaudrait à rompre avec la politique européenne elle-même ». Les rocardiens plaident pour une autorité politique européenne qui serait dotée « de véritables pouvoirs d'impulsion et de coordination des politiques économiques ».

Ainsi obligé de rouvrir le débat sur l'euro, M. Jospin devrait réaffirmer plus fortement « ses » exigences. Agissant visiblement en poisson-pilote du premier secrétaire, Dominique Strauss-Kahn, un des animateurs du groupe de travail « croissance et emploi », souligne d'emblée, dans son rapport, que le PS a adopté sur l'euro « une ligne politique » sur laquelle il n'est pas question de revenir. « Nous sommes décidés, affirme l'ancien ministre de l'Industrie, à ne pas laisser le service de la dette publique accaparer toutes les marges de manœuvre budgétaires et donc le contenu de modifier ce déficit. Mais c'est, par la croissance, que l'on doit espérer réduire son importance relative et non par la récession ».

Obligé de rouvrir le débat sur la monnaie unique, M. Jospin devrait réaffirmer plus fortement « ses » exigences

« Si l'objectif de la monnaie unique est le nôtre, il ne signifie nullement que les différents pays qui y adhéreront devront adopter les principes de gestion de l'un d'entre eux », ajoute ce fidèle de M. Jospin, partisan d'une monnaie « pour l'Europe » et pas « pour le noyau dur ». A l'opposé du pacte de stabilité de Dublin, et pour retrouver la croissance, il préconise « un pacte de solidarité et de croissance qui associe tous les pays qui veulent avancer dans la construction politique de l'Europe ». L'objectif d'un tel pacte serait de mettre en œuvre « des mécanismes de coordination des politiques économiques nécessaires à une convergence qui ne néglige ni la croissance ni l'emploi. Ce pacte doit associer non seulement les pays qui veulent et qui peuvent accéder à l'union monétaire, mais aussi les pays qui le veulent et qui ne pourront pas encore le faire ».

En harmonie avec M. Jospin, M. Strauss-Kahn juge que « le pas important vers le renforcement de la solidarité européenne qu'est l'union monétaire doit s'accompagner d'un renforcement symétrique du contrôle démocratique des institutions européennes si nous voulons que l'emploi et l'Europe sociale ne soient pas les oubliés du projet européen ».

Il reste simplement à vérifier, si, avec une telle parade, M. Jospin réussira à contourner l'échec de l'euro et à définir enfin une politique différente, se voulant à la fois audacieuse et réaliste.

Michel Noblecourt

FEMMES AFGHANES

Le monde savait, après la guerre du Golfe, que le baïli de pétrole était plus important pour l'Occident que les populations du dés-monde. On a tout accepté. De tous les embargos, celui contre les irakiens, fussent-ils enfants ou malades, est exemplaire.

Maintenant, nous assistons à la prise du pouvoir en Afghanistan par des Pashtouns talibans, farouches adeptes de la charia intégrale, favorables néanmoins aux intérêts des Etats-Unis.

Nous entendons d'une oreille distraite que les femmes de ce pays mesurent sous pavées d'existence politique et sociale, la victoire des droits de l'homme islamique s'établissant sur l'écroulement de la dignité féminine. Depuis une semaine, on entend des analyses et des explications concernant la circulation enfin libre des marchandises, l'ouverture des routes et des frontières, l'acheminement possible du pays à la conception occidentale façon Arabie saoudite et, dans ce pays, pour la femme, le passage obligatoire mais froid comme une décalé sur les femmes qui travaillent renvoyées à la maison.

À nom de nos sœurs afghanes condamnées au pire des exils intérieurs, je voudrais exprimer la stupeur, l'indignation, face à tant de violence et de cynisme, de quelqu'un, conscient de son impuissance, mais qui écrit ces lignes pour ne pas donner force au vil adage fondateur de toutes les barbaries : Qui ne dit mot consent.

Isabel de Carvalho, Caen

LE ROI, LA VACHE ET LA CROISSANCE

Il était une fois un roi qui régnait sur un immense royaume appelé Pourcentage. Les frontières lui en demeuraient inconnues comme sa propre richesse, qui était immense et que tous ses vassaux enviaient. Pour l'honneur, les artistes du monde entier dessinaient des courbes hyperboliques qui s'ajoutaient aux graphiques complexes ornant déjà le palais. Un jour, le roi s'interrogea : dans les camemberts qui lui étaient quotidiennement servis, les parts diminuaient. Les courbes, elles, s'affaissaient sur leurs tiges alors que l'été s'annonçait à peine. Tous les graphiques étaient frappés d'une maladie étrange qui, en quelques jours, les contraignait à n'être plus que d'informatiques ballons de baudouche.

Le roi alerta le chambellan et se rangea à son avis, décidant de réunir le conseil afin de déterminer les causes de ce mal. Le roi fit ainsi défilé devant lui chacun de ses conseillers qui défendaient à leur tour les origines de l'épidémie. Ils expliquèrent au roi que tout provenait des campagnes de presse ou celles de publicité. Qu'il en existait un autre type, verdoyant, parsemé de têtes, de coquelicots et d'herbivores, l'économique. Selon le chambellan, la campagne, que les techniciens, les statisticiens et les prévisionnistes avaient su intégrer, c'est-à-dire attacher par une chaîne agroalimentaire à la niche de la productivité, s'était brusquement libérée de son entrave : la campagne s'était échappée et demeurait totalement incontrôlable. Il convenait de tenir la presse en dehors de cette information.

Bien sûr, le grand échancier avait immédiatement procédé à l'interrogation des suspects : les paysans d'abord, ces bipèdes sur qui l'Etat avait greffé des économes directe-

ment reliés aux slogans productivistes émis par T. V. Pourcentage. Ceux-ci avaient clamé leur innocence : ils ne connaissent pas la composition des engrais, des pesticides, des aliments qu'ils distribuaient au bétail. Ils étaient intégrés, non pas intégrés. Les fabricants ensuite : eux étaient forcément non coupables puisque leurs sociétés étaient anonymes. Restaient les consommateurs (dont certains avaient préféré mourir plutôt que de compenser) : les mettre en accusation risquait de menacer directement le marché.

« Subitement », dit le chambellan, qui n'employait ce mot que dans les grandes occasions, le grand échancier a trouvé la coupable. Le silence se fit dans le palais. « Après de nombreuses analyses scientifiques, qui nous ont valu autant de rapports contradictoires, la vache est déclarée coupable. La vache, coupable ? », dit le roi. « Oui, répondit le chambellan, car, dans le grand théâtre de la mondialisation, elle seule a résisté, transformant son cerneau en aquarium plutôt que de renoncer à son essence herbivore... Qu'on l'abatte ! », dit le roi. Aussitôt dit, aussitôt fait. Quelle idée de vouloir être ce que l'on est !

On ferma les préts, on bruya les résistances, on disséqua les neurones. Ainsi, les courbes massées purent à nouveau se dresser hors de leur corbeille monétaire. Et elles vécurent heureuses, se multiplièrent, donnant naissance à beaucoup de petits graphiques qu'on plaça régulièrement au milieu des champs pour faciliter leur croissance.

Jean-Paul Mazoyer, Paris

VIVE L'AN 22000 !

La suggestion de Pascal Bruckner de créer un « comité pour l'abolition de l'an 2000 » (Le Monde du 20 août) me paraît hautement souhaitable pour éviter les tourments d'absurdités millénaristes qui vont se déverser sur nos têtes dans les trois années à venir. Cette suppression peut être mise à profit pour ajouter un peu de perspective à notre réflexion sur le progrès.

En tant que référence universelle, cet an 2000 constitue tout d'abord un choix peu charitable pour les non-chrétiens, majoritaires sur la Terre. C'est ensuite une inexactitude historique, puisque les recherches concordent pour situer la naissance du Christ entre -4 et -7 avant notre ère (Le Monde a mentionné l'hypothèse d'une conjonction de planètes le 1^{er} décembre -7 pour expliquer l'étoile des mages).

Le comité pourrait recommander à l'Unesco de trouver une base chronologique véritablement universelle. Afin de ne pas bouleverser nos sociétés largement informées, je propose juste l'abandon d'un petit chiffre : que l'an 2000 devienne l'an 22000 ! De cette façon, l'an 1 se perd dans l'aube de temps synchroniques. Il s'inscrit en revanche dans l'épanouissement de l'art paréol sur la planète bleue. On cesse dès lors de compter en années négatives les civilisations égyptienne, chinoise ou grecque. L'agriculture naît vers 11500, l'écriture vers 16550, l'industrie de la soie vers 17360, le code d'Hammourabi vers 18200.

Grâce à ce mariage de la préhistoire et de l'histoire, beaucoup de bonds en avant ne s'avèrent que des sauts de puce. L'an 22000, rappelé à la modestie, n'en sera que plus riche.

Georges Lory, Paris

VOTRE CAVE A VIN

Conservation et vieillissement des vins, Température réglable, Humidité contrôlée, De 75 à 1500 bouteilles, Pour le particulier et le professionnel.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

Automne 1956, Budapest insurgée

La révolution hongroise ne délivra pas les « pays frères » du joug moscovite. Mais elle ébranla la confiance que les communistes du monde entier plaçaient dans l'URSS. Thomas Schreiber, qui a couvert ces événements pour « Le Monde », les retrace à la lumière d'archives inédites

COCARDES rouge-blanc-vert aux revers. Chants patriotiques hongrois. Et aussi *La Marseillaise*. Dans l'après-midi du 23 octobre 1956, des dizaines de milliers d'étudiants défilent dans les rues ensablées de Budapest. Ils acclament la Pologne où, au même moment, le régime stalinien semble sur le point d'expirer (*Le Monde* date 6-7 octobre). Interdite puis autorisée, la manifestation prend très vite un tour imprévu. Une foule enthousiaste, de plus en plus nombreuse mais aussi de plus en plus hétérogène, se répand dans la ville pour réclamer le rétablissement de l'indépendance nationale et le retour à un régime démocratique.

Explosion spontanée d'un mécontentement accumulé depuis longtemps plutôt qu'œuvre de provocateurs infiltrés, ce grand rassemblement désordonné mais encore pacifique dégénère en quelques heures, pour se métamorphoser en révolte populaire.

A l'entrée du Bois-de-Ville, les manifestants déboulonnent la statue de Staline érigée en 1951. La tête en bronze du « petit père des peuples », traînée jusqu'au centre de la capitale, cassée en mille morceaux en cours de route, devient une relique.

Les rumeurs parfois les plus insensées se propagent, et les déclarations diffusées à la radio sont déformées. Devant le Parlement, l'arrivée d'Imre Nagy, figure de proue de l'opposition au sein du parti, ramène de son « exil » en province, est saluée par une ovation. Il risque d'abord un « *chers camarades* », aussitôt couvert par les sifflets de la foule. Un bref silence, puis Nagy, qui se reprend, invite ses « *compatriotes* » à chanter l'hymne national dont il entonne les premières notes.

A peu près au même moment, autour du bâtiment de la radio, éclatent des coups de feu. Qui a tiré ? Vraisemblablement les forces de la sécurité d'Etat (AVH), alors que la situation évolue de minute en minute. Beaucoup de soldats hongrois sont passés avec armes et bagages du côté des manifestants devenus des insurgés.

Au milieu de la nuit, lors d'une réunion de la direction du parti, Imre Nagy se laisse investir comme

premier ministre. Il « couvre » ainsi, bon gré mal gré, l'appel lancé au nom du gouvernement aux Soviétiques pour qu'ils viennent en aide à un régime aux abois.

En fait, c'est le stalinien Ernő Gerő qui, avant la réunion du Bureau politique, s'adresse dans la soirée à l'ambassade d'URSS. L'ambassadeur, Iouri Andropov (qui succédera à Leonid Brejnev en novembre 1982), transmet la demande vers 23 heures au QG des forces soviétiques (31 500 hommes équipés de 130 blindés) stationnées en Hongrie, qui sont placées, depuis plusieurs semaines, en état d'alerte. Le 24 octobre, vers 5 heures du matin, les blindés se mettent en branle, avec pour mission officielle la protection des « bâtiments sensibles ». Il ne s'agit pas de tirer sur les insurgés, sinon « pour répondre aux provocations ». Telle est du moins la consigne.

Des combats féroces opposent

les insurgés (parmi lesquels de nombreux communistes déçus) aux Soviétiques, dont les seuls alliés sont des membres de la police politique. Pas de commandement unifié du côté des Hongrois armés de kalachnikov et surtout de cocktails Molotov, qui pratiquent la guérilla urbaine dans plusieurs quartiers « bourgeois » et « prolétaires ». A quelques exceptions près, la province reste calme. Moscou s'inquiète. La crise est sans précédent

L'ANNÉE OÙ LE MONDE DEVINT BIPOLAIRE

Il y a quarante ans, un tournant dans l'histoire de l'après-guerre

La semaine prochaine : l'Automne 1956, la crise de Suez



En pleine rue de Budapest, un officier de la sécurité d'Etat pendu par la foule en colère. A gauche, le cadavre d'un soldat hongrois, couvert d'une plaque métallique. Et ci-contre : l'un des premiers discours de Janos Kadar, chef du gouvernement d'une Hongrie « normalisée ».

Miklos Vasarhelyi, ancien chef du bureau de presse d'Imre Nagy
« Le début de la fin du régime soviétique »

Gyula Horn, policier sous Kadar, premier ministre aujourd'hui

Chronologie

- 23 octobre 1956 : manifestation à Budapest.
- 24 octobre : Imre Nagy est désigné premier ministre. Début des combats entre insurgés et soldats soviétiques.
- 25 octobre : Janos Kadar remplace Ernő Gerő à la tête du PC hongrois.
- 27 octobre : constitution d'un « gouvernement national » ; la « contre-révolution » devient un « mouvement démocratique ».
- 30 octobre : les Soviétiques évacuent le centre de Budapest. Proclamation du cessez-le-feu. Dissolution de la Sécurité d'Etat (AVH). Les communistes acceptent le multipartisme. Libération du cardinal Mindszenty.
- 31 octobre : Moscou décide l'écrasement de la révolution hongroise.
- 1^{er} novembre : Imre Nagy proclame la neutralité de la Hongrie. Janos Kadar disparaît du Parlement.
- 4 novembre : deuxième intervention soviétique ; Janos Kadar préside un gouvernement « créé » à Moscou.
- 22 novembre : Imre Nagy et d'autres dirigeants sont enlevés par les Soviétiques à leur sortie de l'ambassade yougoslave et transportés de force en Roumanie.
- 16 juin 1958 : annonce de l'exécution d'Imre Nagy et de trois autres dirigeants.
- 21 mars 1963 : annonce de l'amnistie générale.
- 16 juin 1989 : obsèques solennelles des « martyrs de la révolution d'octobre 1956 ».
- 23 octobre 1989 : naissance de la Hongrie démocratique.

« Comment avez-vous vécu les événements de 1956 ? — Longtemps avant l'éclatement de la révolution, j'ai participé activement aux mouvements d'opposition gravitant autour d'Imre Nagy. Au début de l'insurrection, j'étais en désaccord avec le gouvernement présidé par Nagy qualifiant le soulèvement populaire de « contre-révolutionnaire ». Mais à partir du 27 octobre, date de la constitution d'un gouvernement de coalition qui s'est engagé de réaliser les revendications des insurgés et, notamment, le rétablissement d'un régime démocratique, je renoue avec Imre Nagy pour devenir son chef de service de presse.

Après l'intervention soviétique du 4 novembre j'ai trouvé refuge à l'ambassade yougoslave avec ma famille... Nous sommes enlevés et emmenés en Roumanie. Ramené à Budapest en même temps que le premier ministre, je suis traîné devant un « tribunal populaire » et condamné dans l'affaire Nagy à cinq ans

d'emprisonnement, libéré en 1960... — Avec le recul de quarante ans, que pensez-vous des effets de la révolution ? — En raison de son impact, il n'était plus possible, après la période de répression sanglante, de rétablir l'ordre stalinien. Tout en maintenant le monopole du pouvoir politique, le régime Kadar a rendu possibles des réformes dans les domaines économique et culturel. Et c'est ainsi que la Hongrie est devenue le pays relativement le plus libéral du bloc soviétique. — Pour le monde, la révolution de 1956 marque le début de la fin du régime soviétique et aussi la décomposition d'un mouvement communiste international. Ajoutons aussi la dissipation des illusions — notamment dans les milieux intellectuels occidentaux — à l'égard des soi-disant régimes socialistes.

Propos recueillis par Thomas Schreiber

l'approche de l'anniversaire de la Révolution, les attaques se multiplient contre l'actuel chef du gouvernement hongrois, Gyula Horn, accusé d'avoir joué un rôle lors de la répression qui a suivi l'écrasement du soulèvement de Budapest. Dans son livre *Cótópók* (« Poëaux », éditions Zenit, Konyvek, Budapest, 1991), le futur premier ministre hongrois et président du Parti socialiste a déjà répondu à ses détracteurs. Il raconte avoir été appelé, en décembre 1956, comme beaucoup d'anciens boursiers soviétiques, au siège du Parti communiste hongrois, reconstitué après l'intervention du 4 novembre, pour être enrôlé dans une unité de la police du régime de Kadar. Cette unité était chargée du maintien de l'ordre et de la protection de divers ouvrages stratégiques. Aucun des nombreux articles qui relatent l'activité de Gyula Horn à cette époque ne l'a accusé d'avoir commis des exactions ou d'y avoir assisté, ni d'avoir procédé à des arrestations de prétendus « contre-révolutionnaires ».

Son comportement d'alors s'explique aussi par une tragédie per-

sonnelle, l'assassinat de son frère, communiste convaincu, qui avait reconstruit, en novembre 1956, une section locale du PC. Aggravé dans la rue en rentrant chez lui, il fut littéralement dépecé par des inconnus. Bouleversé par ce drame, Gyula Horn est démobilisé en juin 1957 et retourne au ministère des finances. Deux ans plus tard, il est affecté à celui des affaires étrangères. Dans les années 70, on le retrouve parmi les responsables du département international du comité central. Membre en vue de l'appareil du parti, il sera ministre des affaires étrangères du dernier gouvernement communiste hongrois. En 1989, il plaide, avec d'autres, pour l'ouverture de la frontière austro-hongroise. Des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est en profitent pour se réunir en République fédérale. L'artisan qu'il fut de la « normalisation » de 1956 est aussi de ceux qui, au moment décisif, hâtèrent la chute du communisme. Il est titulaire, à cet égard, de hautes décorations décernées par Bonn pour services rendus.

Th. Sch.

Moscou semble accepter le fait accompli. Dans une déclaration du 30 octobre, le gouvernement soviétique reconnaît que « les travailleurs hongrois avaient des raisons sé- rieuses d'être mécontents de leur sort » et que leur mouvement était « juste et progressiste ». Pourtant, dans la soirée du même jour, une délégation chinoise conduite par le vice-président Lin Shaoqi est reçue par Nilda Khrouchtchev, pour l'inviter à l'évacuation de la Hongrie par les troupes soviétiques.

Manifestement Khrouchtchev cède aux Chinois (à l'époque ses plus proches alliés). Dès le 31 octobre, le maréchal Joukov reçoit par instruction de « préparer les conditions en vue d'une action liée aux événements hongrois » (sic). Le même jour, le maréchal Tikhonov consulte tous les dirigeants des « partis frères », et même le maréchal Tito, pour obtenir leur feu vert à une intervention armée. Il s'agit d'écraser « la contre-révolution ». L'opération est préparée dans le plus grand secret.

Le 2 novembre, le maréchal Konev est en route pour la ville de

Multipartisme, presse libre, conseils ouvriers et comités révolutionnaires

Szolnok, à 100 kilomètres à l'est de Budapest, où se trouve le QG soviétique. Le 2 novembre également, Janos Kadar, disparu vingt-quatre heures plus tôt du Parlement de Budapest, réapparaît... frigidité à l'aéroport de Moscou. C'est son interprète (diplomate en poste à Budapest) qui lui présente deux grands magistrats soviétiques, membres de la « commission », un maréchal (Khrouchtchev) et un ministre (Gerasimov). Celui qui régnait pendant trente-deux ans sur la Hongrie est ensuite conduit dans un appartement moscovite. Il y retrouve des communistes stalinistes hongrois. En leur compagnie, Kadar, marionnette phénix, est « invité » au Kremlin pour être « introduit » chef nominal d'un régime en cours de gestation ayant pour objectif « d'écraser la contre-révolution ».

A Budapest, on se prépare à la reprise du travail, fixée au lundi 5 novembre. Ce qui n'empêche pas les envoyés spéciaux de la presse internationale d'observer l'effacement progressif de la capitale par les Soviétiques. L'heure est grave. Pourtant, dans l'entourage d'Imre Nagy, on répète inlassablement, comme pour s'en persuader, qu'en cas où les blindés pointeraient à nouveau leurs canons, les Occidentaux réagiraient... Dans la nuit du samedi au dimanche, les pénultièmes hongrois envoyés à Tskoki pour négocier les derniers détails de l'évacuation des Soviétiques sont arrêtés. La mise à mort de la révolution hongroise est en marche.

Dimanche 4 novembre à 4 h 10 débute l'attaque massive des Soviétiques, parfaitement planifiée. Cette fois, les unités engagées ne se laisseront pas déborder par quelques groupes d'insurgés héroïques. Bilan : environ 2 500 morts et 12 000 blessés. Le gouvernement légal de la Hongrie est dispersé, plusieurs de ses membres trouvent provisoirement refuge à l'ambassade yougoslave. Quant au cardinal Mindszenty, accueilli à la légation des Etats-Unis avec l'accord de Washington, il y restera quinze ans.

Ramené de Moscou à Szolnok, Janos Kadar fait le voyage jusqu'à Budapest dans un blindé soviétique... Dans la nuit du 6 au 7 novembre, il s'installe au Parlement, aussitôt entouré des unités d'élite de l'armée rouge. Il est prisonnier et bourreau.

Deux cent mille Hongrois se réfugient en Occident avant la fin de l'année.

Th. Sch.

* Prochain article dans *Le Monde* daté dimanche 20-lundi 21 octobre.

SONAUTIQUE Adm...
Société Industrielle des
Aérospatiales et
Société de l'Air
Société de l'Air

Wall Street

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

5,2 milliards

AÉRONAUTIQUE Alors que les partenaires industriels du consortium aéronautique Airbus étudient les contours d'une future société véritablement intégrée, les milieux fi-

nanciers de Wall Street ont évalué la future société anonyme Airbus entre 15 et 18 milliards de dollars (soit de 75 à 90 milliards de francs). ● UN ANALYSTE de Lehman Brothers estime, en

effet, que la réalité d'Airbus est bien différente de la perception, répandue aux États-Unis, d'une société déficitaire, subventionnée par les gouvernements européens, sans tête et

inefficace. ● AIRBUS, qui dégage 1 milliard de dollars de résultat opérationnel (5,2 milliards de francs), devrait doubler son chiffre d'affaires d'ici à la fin du siècle et tripler ses

profits. ● LA FUSION d'Airbus et du deuxième américain, McDonnell Douglas, pourrait permettre à Airbus, selon l'analyste, de conquérir 50 % de parts du marché.

Wall Street évalue la future société Airbus à plus de 75 milliards de francs

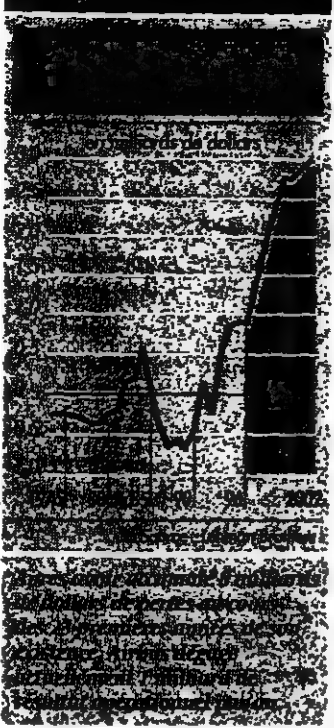
Un analyste financier américain salue le succès industriel du constructeur d'avions européen. Il encourage les partenaires du consortium, qui dégage 5,2 milliards de francs de résultat opérationnel, à le transformer rapidement en société anonyme et à l'introduire en Bourse

POUR LA PREMIÈRE fois au cours des vingt-cinq années d'existence du consortium aéronautique européen Airbus, un « broker » américain a pris l'initiative d'évaluer une société en devenir. Les révélations contenues dans l'étude de Joseph Campbell, analyste à Lehman Brothers, ont pris de vitesse les partenaires industriels (le français Aerospatiale, l'allemand Daimler-Benz Aerospace, le britannique British Aerospace et l'espagnol Casa) du groupement d'intérêt économique (GIE), privé actuellement d'autonomie financière.

Les quatre partenaires du consortium ont, certes, promis, le 8 juillet 1996, de dessiner les contours de la future société anonyme Airbus avant la fin de cette année et d'achever son intégration au cours de l'année 1999. Mais Wall Street a choisi de ne pas attendre et évalue la future société anonyme Airbus entre 15 à 18 milliards de dollars (soit 75 à 90 milliards de francs).

« La réalité d'Airbus est bien différente de la perception largement répandue au sein de la communauté financière d'une société déficitaire, subventionnée par les gouvernements européens, sans tête et inefficace », explique Joseph Campbell. L'analyste enfonce le clou en affirmant : « Airbus dégage actuellement un résultat opération-

Changement de dimension



nel d'environ 1 milliard de dollars (5,2 milliards de francs) par an, et même davantage avant les frais de recherche et de développement et le remboursement des aides rembour-

sables des États. » A Toulouse, au siège du consortium européen, qui n'a jamais divulgué ses résultats, on se contente d'affirmer au Monde, vendredi 11 octobre, « ne pas être autorisé à commenter ces chiffres mais n'avoir pas relevé d'incohérences manifestes dans ce rapport indépendant ».

Aux critiques, le plus souvent anglo-saxonnes, qui mettent en avant les 8 milliards de dollars (40 milliards de francs) de déficits cumulés d'Airbus depuis sa création, Joseph Campbell réplique : « Il n'aurait été à la portée d'aucune société de dégrader un résultat positif en ayant, comme Airbus, investi 12 milliards de dollars pour pouvoir introduire sur le marché une famille de sept avions différents et consacré 12 % de son chiffre d'affaires pendant vingt-deux ans à la recherche et au développement, contre 5,3 % pour son concurrent Boeing. »

INVOL DES PROFITS

Airbus, qui a construit 2 000 avions depuis sa création, a réussi son pari industriel et commercial, en conquérant plus de 30 % des parts du marché mondial. « Airbus est désormais profitable, et devrait le rester dans le futur. L'européen a atteint une taille critique qui lui permettra d'amortir plus facilement ses frais de recherche et de développement. » Mieux, grâce à la forte reprise du marché aéronautique

mondial (Le Monde du 20 août 1996), les ventes annuelles d'Airbus devraient prochainement atteindre des sommets inégalés : 18 milliards de dollars d'ici à la fin du siècle, contre 10 milliards de dollars aujourd'hui.

Entre 1996 et 2003, le constructeur européen devrait accumuler 119 milliards de dollars de ventes,

Joseph Campbell ne dévalorise pas pour autant Boeing, qui, avec 60 % de parts de marché, conserve la suprématie du ciel. « Boeing n'a pas d'endettement, peut utiliser son cash flow pour financer n'importe quel nouveau programme. Il a les moyens de racheter Hughes, McDonnell Douglas ou Lockheed Martin. Il continue de baisser ses

un nouvel appareil très gros porteur (l'A3XX en projet) pour chasser sur les terres de l'américain, qui conserve un monopole rentable avec son Boeing 747.

L'étude de Joseph Campbell jette aussi un pavé dans la mare des restructurations aéronautiques européennes et américaines en préconisant « la fusion d'Airbus et de Douglas ». La branche civile du second constructeur aéronautique américain est en perte de vitesse, mais l'analyste estime qu'un tel rapprochement « pourrait permettre à Airbus d'atteindre son objectif de conquête de 50 % des parts de marché ».

Il est donc plus que temps de transformer le GIE en SA (société anonyme) afin de doter Airbus d'une véritable structure de décision et d'une organisation plus rationnelle du travail. L'introduction ultérieure d'Airbus en Bourse lui permettra de lever les « milliards de dollars de capital ou d'emprunts nécessaires », pour financer notamment le futur très gros avion.

Manifestement bien informé, l'analyste explique : « Airbus pourrait surprendre les observateurs en annonçant prochainement la création d'une société en nom collectif (SNC), une étape juridique intermédiaire nécessaire avant la constitution d'une société anonyme. »

Christophe Jakubyszyn

Du GIE à la SA en passant par la SNC

La loi interdit de transformer un groupement d'intérêt économique (GIE) directement en société anonyme. Il faut d'abord le transformer en société en nom collectif (SNC). Comme les GIE, les SNC sont fiscalement transparentes et leurs associés sont solidairement et indéfiniment responsables de leurs dettes, contrairement aux sociétés anonymes. Mais l'objet de la SNC est plus large que celui du GIE. « Le GIE ne peut être que le prolongement de l'activité de ses membres et doit avoir pour eux un caractère accessoire », explique Anne Charvériat, avocat associé du Bureau Francis Lefebvre.

Au bout de deux ans, la SNC peut être transformée en société anonyme (SA). Ce délai, qui n'est pas inscrit dans la loi, est un « délai de pudeur », qui peut être réduit à deux clôtures d'exercice. En se débrouillant bien, on peut réaliser la transformation d'un GIE en SA en dix-huit mois. Les SNC doivent publier leurs comptes annuels si tous leurs associés sont des sociétés anonymes ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL).

un montant supérieur de 60 % aux ventes d'Airbus au cours des vingt-deux premières années de son histoire. Conséquence, les profits d'Airbus devraient s'élever : près de 3 milliards de dollars par an à l'horizon 2003.

coûts de production et de lancer de nouveaux programmes, comme la version élargie du Boeing 747. La lutte sera donc sans pitié. Pour l'analyste américain, Airbus doit obtenir des coûts inférieurs à ceux de Boeing, lancer de toute urgence

Dernière ligne droite pour la désignation du futur président du PMU

JEAN-FABRICE, ancien président de la Commission des opérations de Bourse, souhaite quitter très prochainement le Pari mutuel urbain (PMU), qu'il préside depuis 1990. Ces dernières années, il a entretenu des rapports souvent difficiles avec les dirigeants des sociétés de courses, désireux de le pousser vers la sortie. Il s'estime trop âgé et lui reprochent ses liens étroits avec l'administration et des résultats insuffisants.

M. Fargat a tenu bon, bénéficiant de la confiance du ministre de l'économie et des finances comme des différents ministres du budget, estimant notamment que son titre d'inspecteur des finances constituait une garantie de transparence et de rectitude. Il parvient à laisser l'organisme collecteur des paris aux courses dans une situation meilleure. Les enjeux des courses, qui constituent le chiffre d'affaires du PMU, seront en augmentation de 3 % cette année (33 milliards de francs en 1995).

Le successeur de M. Fargat travaillera dans un cadre statutaire différent. Un décret modifiant les structures du Pari mutuel devrait être publié avant la fin de l'année. Il donnerait davantage de pouvoirs aux sociétés de courses.

Paul Essarail, président de la Société du che-

val français (courses de trot), et Jean-Luc Lagardère, président des France-Galop, se sont mis en quête d'un nouveau président qui ne soit pas « un fonctionnaire ». Après l'échec, en avril (Le Monde du 19 avril), de la candidature de Gérard Van Kemmel, ancien président de la société de conseil Arthur Andersen, actuellement chargé de mission chez Jean Arthus, ministre de l'économie et des finances, ils ont fait appel au cabinet de chasseur de têtes Salmon pour leur proposer des candidats.

PRÉTENTIONS ÉLEVÉES

Selon nos informations, deux finalistes se tiennent en lice : Georges-Christophe Chazot, cinquante-sept ans, directeur général d'Eurometel, et Michel Renault, cinquante-neuf ans, directeur général du Crédit lyonnais et membre du conseil de surveillance du groupe Lagardère. Ces deux hommes devraient être départagés sous peu. Les ministères de tutelle (agriculture, budget, intérieur) devront ensuite donner leur agrément, statutairement indispensable.

Les deux candidats afficheraient des prétentions élevées, de l'ordre de 2 millions de francs par an au minimum. Cela malgré un contexte

difficile. Les sociétés de courses restent très largement déficitaires (d'environ 4 millions de francs) malgré l'aide de l'État. Les entraîneurs sont presque tous en difficulté. Les propriétaires perdent en moyenne, par cheval, 50 % du coût d'entraînement. Enfin, les parieurs voient planer la menace de prélèvements nouveaux : 3,4 % au titre de la CSG étendue aux paris hippiques qui, pourtant, subissent déjà un prélèvement moyen de plus de 30 %.

L'arrivée de M. Chazot ou de M. Renault, venant de sociétés en déroute financière, ne risque-t-elle pas de dégrader l'image de marque des courses, déjà passablement abîmée ? D'autres postulants pourraient-ils avoir leurs chances ? Pierre Charon, ancien directeur de la communication de M. Chirac à la Mairie de Paris, puis président du GIE-Galop et actuellement directeur à Canal Plus, Pierre Murat-Labarthe, conseiller-maire à la Cour des comptes, spécialiste des questions hippiques, président du Fonds commun des courses, ainsi que Paul Menétré, PDG du Crédit national et inspecteur des finances, ont vu leurs noms également cités.

Guy de la Brosse

Degrémont est numéro un européen du traitement chimique de l'eau

L'AFFAIRE tenait à cœur à Degrémont. Pendant six ans, la filiale de la Lyonnaise des eaux a négocié avec les actionnaires familiaux pour reprendre l'entreprise allemande Schilling. Elle vient de réussir à les convaincre. Le groupe français a annoncé, vendredi 11 octobre, le rachat de 51 % du capital de cette entreprise, spécialisée dans le traitement chimique de l'eau. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Mais Degrémont semble avoir accepté de payer une « prime » pour acquiescer cette firme, qui réalise un chiffre d'affaires de 52 millions de deutschemarks (180 millions de francs).

Présent dans toute l'Allemagne, Schilling œuvre à Degrémont les portes d'industries importantes, comme Mercedes et BMW. Il lui permet aussi de compléter sa couverture européenne dans le traitement chimique de l'eau, qui passe par l'élaboration de produits, l'installation de petites unités de traitement et leur maintenance.

Degrémont figure désormais au premier rang européen et au troisième rang mondial de ce secteur. Il étudie d'ailleurs la prise de

contrôle d'une petite société en Espagne. Embryonnaire il y a quelques années, ce métier du traitement chimique est en train de devenir une diversification importante pour Degrémont. Après avoir pris le contrôle de plusieurs sociétés françaises (Joud, Erpac), le groupe a racheté, en juin 1995, la firme britannique Houseman. Au premier semestre de cette année, il réalisait un chiffre d'affaires de 321 millions de francs, en hausse de 11 %. Avec le rachat de Schilling, ses ventes, dans le traitement chimique, devraient atteindre un milliard, soit 20 % de son chiffre d'affaires total.

Alors que le groupe doit faire face à une importante contraction de son marché principal, la construction de stations de traitement des eaux, en France mais aussi en Europe, l'apport de cette nouvelle activité est bienvenu. Elle lui facilite l'accès à la clientèle nouvelle des industriels et lui assure des bénéfices élevés et récurrents. En moyenne, cette branche dégage une marge nette de 6 %.

Martine Orange

L'italien Sofidel s'installe en Lorraine pour s'attaquer à l'Europe du Nord

NANCY de notre correspondant L'italien Sofidel, leader mondial du « papier tissu », papier hygiénique et sanitaire, a choisi la Meurthe-et-Moselle pour installer l'usine qui lui permettra, d'ici à l'an 2000, d'attaquer le marché nord-européen. C'est à Frouard, au nord de Nancy, que sera construite l'usine Delipapier. Ce dossier a été conduit en grand secret pendant trois ans par le Comité d'aménagement de promotion et d'expansion de Meurthe-et-Moselle (Capemem). Pas moins de 550 millions de francs seront investis dans cette unité et 228 emplois seront créés d'ici à 2001.

INFRASTRUCTURES

Cette implantation va renforcer la position de la Meurthe-et-Moselle dans le « papier tissu » puisque c'est déjà dans ce département, à Toul, qu'a choisi de s'installer Kimberly Clark, autre grand industriel du secteur. Le groupe italien a, quant à lui, arrêté son choix sur la Meurthe-et-Moselle après avoir visité plusieurs sites en Lorraine et en Allemagne.

Monique Roux

La CNP espère être privatisée l'an prochain

LA PREMIÈRE COMPAGNIE française d'assurance des personnes, la Caisse nationale de prévoyance (CNP), qui a annoncé vendredi 11 octobre une amélioration de ses résultats au premier semestre, a émis l'espoir d'être enfin introduite en Bourse l'an prochain, avec plus de trois ans de retard. Le feu vert du ministre de l'économie et des finances à la mise sur le marché d'un tiers du capital « peut intervenir rapidement », a déclaré le président du directoire, Pierre Darnis. « Cela fait trois ans qu'on attend. J'espère que 1997 sera la bonne année ».

L'Etat détient directement 42,5 % de la CNP, le reste du capital appartenant à des sociétés publiques (Caisse des dépôts et consignations, 30 % ; La Poste, 17,5 % ; Caisse d'épargne, 10 %). Le premier semestre a fait apparaître un bénéfice net consolidé par du groupe en hausse de 4,3 %, à 741,2 millions de francs.

DÉPÊCHES

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : la banque publique a retiré le recours introduit devant le Tribunal européen de première instance contre la Commission européenne, a-t-on appris, vendredi 11 octobre, de source proche de la juridiction européenne. Le concurrent français du Crédit lyonnais, la Société générale, a également contesté devant la justice européenne le montage du plan de sauvetage du Crédit lyonnais, dans un recours introduit le 11 mars. Ce dernier n'a pas été retiré et devrait être examiné début 1997.

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'exploitant téléphonique a engagé la procédure visant à céder, mi-novembre, sa filiale de services informatiques Teils à la société Sema Group (Le Monde du 22 septembre). Deux réunions du comité central d'entreprise de Teils, la première pour information, la seconde pour recueil d'avis, se sont tenues les 10 et 11 octobre. Les syndicats CFDT, CGC, CGT et FO, qui s'opposent à cette opération, appellent à une grève le 16 octobre.

■ **BCCI** : le tribunal de commerce de Luxembourg a donné son feu vert, vendredi 11 octobre, au paiement d'un premier remboursement aux 250 000 créanciers de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI). Les clients de la BCCI, dont les dépôts avaient été engloutis lors de la faillite de la banque, le 5 juillet 1991, recouvreront, d'ici la fin de l'année, 24,5 % de leurs créances.

■ **DOM** : les chefs d'entreprise des départements d'outre-mer ont rendu public, vendredi, une enquête sur les effets économiques de la loi Pons de délocalisation outre-mer qui constitue, selon eux, « un levier à privilégier pour l'avenir économique » des quatre départements (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion).

■ **PHILIPS** : le groupe néerlandais a engagé des négociations avec le fabricant japonais Hosiden pour produire conjointement des écrans à cristaux liquides, a indiqué, le 11 octobre, un responsable de la firme nipponne.

Parcs d'attractions Expositions Musées Monuments

Sortez informés !

(Thèmes, moyens d'accès, tarifs, horaires...)

3615 LEMONDE

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1996

BOURSES Les investisseurs institutionnels qui cherchaient à diversifier leurs portefeuilles se sont intéressés, à partir du milieu des années 80, aux pays en développe-

ment qui ont basculé résolument dans le capitalisme financier. ● CES PAYS sont devenus, en dépit d'accidents parfois sévères comme la crise mexicaine à la fin de 1994, des desti-

nations de prédilection des investisseurs car ils bénéficient d'une durée rare : la croissance. ● LES RÉSULTATS sont souvent impressionnants. Depuis le début de l'année, les Bourses

de Hongrie, du Venezuela, de Pologne, de Russie et du Brésil affichent ainsi en dollars des gains moyens compris entre plus de 100 % et 40 %. ● CONTREPARTIE des per-

formances élevées, les risques sont importants et les fluctuations de ces marchés brutales. La diversification géographique reste le meilleur moyen de limiter les risques.

Les marchés émergents, Eldorado à risques des investisseurs

Les pays en développement rapide d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe de l'Est et du Proche-Orient bénéficient d'un afflux records de capitaux. Ceux qui y placent leur argent profitent de niveaux de croissance très supérieurs à ceux des régions développées

L'INVESTISSEMENT en actions est sans conteste le placement le plus performant sur le long terme. En France, et depuis 1945, il faut conserver ses actions cotées à Paris au moins treize ans pour enregistrer avec certitude des gains supérieurs aux autres formes classiques de placements (obligations, marchés monétaires, or...). Les actions doivent cette supériorité à une raison simple : elles cristallisent la valeur grandissante des sociétés et, donc, les conséquences de la croissance économique. Sur très longue période, la corrélation entre l'évolution des indices boursiers et celle du développement économique apparaît très forte.

C'est pourquoi les pays dont la conjoncture est la meilleure voient logiquement leurs Bourses

Des fluctuations de cours considérables

La dépendance des pays émergents face aux flux de capitaux étrangers et la relative faiblesse des transactions rendent leurs marchés volatiles et instables. Les capitaux étrangers représentent parfois plus de 70 % de la capitalisation boursière. La moindre perte de confiance ou vague de prises de bénéfices se transforme en débâcle. À l'inverse, l'engouement pour un pays se traduit par des envolées spectaculaires. Au fil et à mesure de l'arrivée à maturité économique des pays et de la naissance d'une épargne locale importante, la volatilité diminue. C'est notamment le cas aujourd'hui pour les marchés les plus solides et les plus anciens d'Asie du Sud-Est comme ceux de Hongkong, Singapour, Taïwan et Séoul. « Le niveau de risque élevé doit être relativisé », explique Eric Tazé-Bernard, directeur de la recherche et de la stratégie d'Indosuez Asset Management. « Si les marchés émergents pris individuellement sont parfois extrêmement volatils, une combinaison l'est beaucoup moins, grâce à de faibles niveaux de corrélation entre eux, et avec les marchés développés », ajoute-t-il.

s'apprécier le plus. La place de Paris a enregistré des gains très faibles depuis cinq ans et demi, faute de croissance en France, et Wall Street, profitant d'une conjoncture exceptionnelle aux États-Unis, a gagné dans le même temps 140 %.

Fort de ce raisonnement très classique, les investisseurs, notamment anglo-saxons, qui cherchaient à diversifier leurs portefeuilles ont commencé à s'intéresser à ces pays qui ont basculé dans le capitalisme financier ou l'ont découvert à partir du milieu des années 80. Ces pays et leurs marchés boursiers ont été rapidement qualifiés d'émergents, c'est-à-dire en voie de développement rapide. Ils sont devenus, en dépit d'accidents parfois sévères, comme la crise mexicaine à la fin de 1994 et au début de 1995, des destinations de prédilection des investisseurs. Et cela ne devrait pas changer. À juste raison, puisque ces pays enregistrent des rythmes de croissance économique inconnus dans les pays développés depuis des dizaines d'années. C'est vrai de l'Asie du Sud-Est, mais aussi de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de certains pays du Moyen-Orient.

Un moment interrompus par la crise mexicaine, les flux de capitaux vers les marchés émergents ont repris de plus belle au cours des derniers mois. En 1995, selon le rapport du FMI, ils ont atteint le record de 228 milliards de dollars (160 milliards de francs), contre 165,2 milliards en 1994. L'Asie attire toujours une grande majorité de ces capitaux, plus de la moitié avec 104 milliards de dollars. Le volume de capitaux drainés par les pays en transition a plus que doublé. Même l'Amérique latine, où les investisseurs ont été échaudés par la crise financière mexicaine, a retrouvé un niveau légèrement supérieur à celui de 1994 à 49 milliards de dollars.

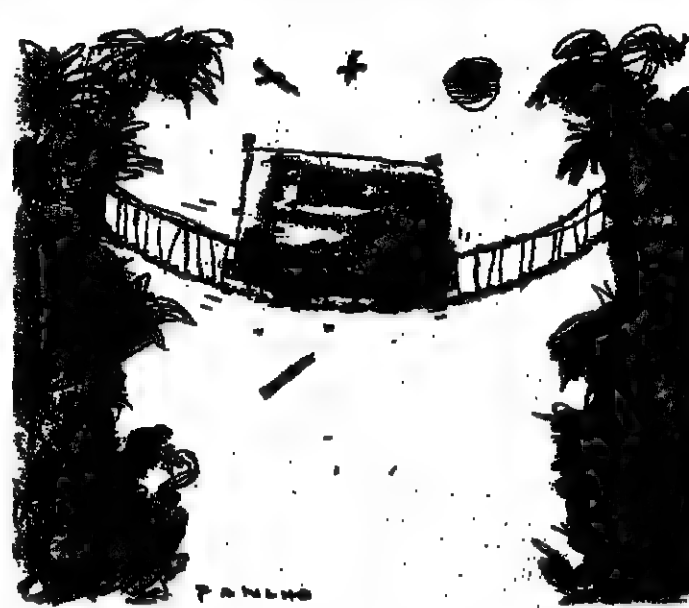
Fait notable, la ventilation des placements (investissements étrangers directs, souvent à plus long terme, et placements en portefeuilles, plus volatils) s'est mo-

difiée, montrant que les investisseurs ont « tiré les leçons de leurs erreurs et excès passés ». Le volume d'investissements directs en 1995 surpassait désormais de loin les investissements en portefeuilles sur tous les marchés émergents. C'est aussi une garantie pour les investisseurs financiers que la hausse des marchés reflète bien celle de l'économie réelle et pas seulement la formation de quelques bulles spéculatives.

UNE PLACE MAJEURE

Car les performances sont souvent impressionnantes. Depuis le début de l'année, les Bourses de Hongrie, du Venezuela, de Pologne, de Russie et du Brésil affichent en dollars des gains moyens compris entre plus de 100 % et 40 %. Les places de Taïwan, des Philippines, du Mexique et de la République tchèque gagnent dans le même temps plus de 20 %, toujours en dollars.

Qualifiés il n'y a pas si longtemps encore d'exotiques, les Bourses émergentes occupent désormais une place majeure dans le paysage financier international. Le poids de la capitalisation boursière des pays émergents ne cesse de croître. Il est passé de 2,5 % de la capitalisation boursière mondiale à 8,7 % en 1992, 13 % en 1995 et devrait dépasser les 20 % en 1996. La capitalisation de ces marchés a plus que décuplé au cours



des dix dernières années pour passer de 171 milliards de dollars en 1985 à près de 2 000 milliards de dollars en 1995.

À présent, plus de soixante pays en développement ont un marché des valeurs mobilières, alors que ce n'était le cas que pour la moitié d'entre eux en 1985. Le nombre de sociétés locales cotées sur les marchés émergents a plus que doublé, pour passer de 8 916 en 1985 à 19 397 en 1995.

Sauf crise politique majeure, les performances devraient continuer

à suivre, compte tenu seulement des prévisions de croissance. Selon les experts, la progression du produit intérieur brut (PIB) de la Corée du Sud devrait atteindre 7,5 % en 1996, celui de la Thaïlande 8 %, de l'Inde 6,2 %. L'Asie n'a pas le monopole de la croissance élevée. L'Amérique du Sud n'est pas en reste (+9 % en 1995) en rythme annuel, l'Amérique de l'Est (+7 % en 1995). Ce dynamisme contraste avec la morosité observée dans de nombreux pays industrialisés, notes-

ment en Europe. Les prochaines années devraient confirmer cette tendance. Selon une étude de la Banque mondiale, le taux de croissance annuel dans les pays industrialisés riches atteindra 2,7 % au cours de la période 1994-2003, contre 4,8 % dans les pays en voie de développement.

DIVERSIFICATION

Toutefois, l'investisseur particulier doit suivre quelques règles simples pour ne pas avoir de mauvaises surprises. Contrepartie de gains souvent très importants, les marchés émergents présentent des risques élevés. Le caractère volatil et spéculatif des investissements a pour effet d'accentuer l'instabilité naturelle de ces marchés, liée à des situations politiques ou sociales souvent confuses (menaces d'invasion de Taïwan, révolte zapatiste au Mexique). Si elle apparaît comme la contrepartie logique d'opportunités plus-values, cette instabilité des cours, accrue par le manque de liquidité des titres, doit inciter tout investisseur particulier à passer par l'intermédiaire de fonds et de clay gérés par des professionnels et à éviter de concentrer ses investissements sur une seule région du monde. La diversification géographique est le meilleur moyen de limiter les risques.

Eric Lasser

Les charmes successoraux des terres et forêts

Certains biens ruraux bénéficient d'avantages fiscaux substantiels en cas de donation ou de succession.

Les bois et forêts ainsi que les parts de groupements forestiers sont ainsi exonérés de droits à concurrence des trois quarts de leur valeur lorsqu'il existe un engagement de soumettre ces biens à un régime d'exploitation normale pendant trente ans. Ainsi, sur une transmission de 600 000 francs, la base imposable est ramenée à seulement 150 000 francs.

Toutefois, si l'engagement trentenaire n'est pas respecté, une série de sanctions sont prévues. Tout d'abord, l'avantage fiscal sera perdu, ce qui

entraînera le versement d'un complément de droit important. Ensuite, il faudra acquitter un droit supplémentaire égal à la moitié du complément versé et payer un intérêt de retard de 0,75 % par mois.

Quant aux parts de groupements forestiers, leur régime fiscal ressemble à celui des forêts. Toutefois, lorsque celles-ci ont été achetées par leur propriétaire, il faudra qu'elles aient été détenues depuis plus de deux ans.

Autres exonérations : celles dont bénéficient les biens ruraux donnés à bail à long terme et les parts de groupements forestiers agricoles. Lorsque leur valeur n'excède pas 500 000 francs par donataire (personne bénéficiaire d'une donation) par héritier ou légataire (personne désignée par testament pour recevoir une partie de la succession), les biens transmis sont exonérés de droits de donation ou de succession sur les trois

quarts de leur valeur. Exemple : la transmission d'un bien de 500 000 francs, le taux d'exonération passe de 75 % à 50 % pour la fraction qui excède 500 000 francs. Exemple : en cas de transmission à un enfant d'une exploitation agricole-donnée à bail à long terme dont la valeur est de 700 000 francs, la base imposable sera de 225 000 francs : 225 000 (500 000 x 0,25) + 500 000 (200 000 x 0,50).

Conditions à respecter pour pouvoir profiter de ces exonérations : le bénéficiaire des biens transmis doit en rester propriétaire pendant cinq ans. S'il vendait à des tiers les biens transmis - en tout ou partie - avant ce délai, il s'exposerait à des sanctions : remise en cause de l'avantage fiscal entraînant le versement d'un complément de droit et le paiement d'un intérêt de retard de 0,75 % par mois.

Laurent Edelmann

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

PROFESSEUR
GRISCELLI

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
JEAN-YVES NAU (LE MONDE)
ET
JEAN-PIERRE DEFRAIN (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

Acheter un appartement à la bougie

Selon l'adage bien connu, le bonheur des uns fait le malheur des autres, et le marché immobilier n'échappe pas à cette règle : près de sept cents logements, dont la liste exhaustive est notamment fournie par le Bulletin d'annonces légales, sont vendus par adjudication chaque année dans la salle des criées du tribunal de grande instance de Paris.

Ces biens, souvent mis en vente forcée pour cause de saisie immobilière, sont dispersés en recourant à une technique qui remonte au XV^e siècle : la vente à la bougie. Trois sont allumées d'affilée, période durant laquelle les acquéreurs, obligatoirement représentés par un avocat,

font monter les enchères. À l'extinction des feux, le lot revient au dernier enchérisseur, qui deviendra effectivement propriétaire dix jours plus tard si aucune nouvelle proposition n'ajoutant le prix qu'il propose d'un moins 10 % n'a été faite. Très prisée dans les années 80, époque où la spéculation immobilière battait son plein, la vente à la bougie est aujourd'hui un peu moins à la mode. Le niveau des prix pratiqués est donc redevenu plus compétitif avec des estimations initiales qui peuvent être de 15 % à 30 % inférieures aux prix de marché habituels. Possible, donc, d'y réaliser de bonnes affaires mais cette technique de vente a aussi ses contraintes.

La plus importante d'entre elles tient au fait que l'enchérisseur qui lève un lot ne peut plus se rétracter sans casse financière. Ici, pas

de promesse de vente ou de conditions suspensives. L'acheteur qui se désiste verra le bien qu'il a abandonné remis aux enchères et il devra, s'il est vendu à un prix inférieur à celui atteint lors de la première adjudication, payer la différence et diverses indemnités de retard. Par ailleurs, le prix d'adjudication n'est pas un prix net. S'y ajoute une cascade de frais. Pour éviter toutes les mauvaises surprises, un conseil : faites-vous communiquer le cahier des charges élaboré par le vendeur. Enfin, si après visite vous décidez la bonne affaire, soyez prévoyant car, avant la vente, les candidats doivent déposer un chèque équivalant au montant des frais prétablés, majoré de 10 % de l'enchère envisagée.

Arnaud de Fréminville

Paribas supprime les droits de garde sur les titres Paribas.

Directement
aux actionnaires
de Paribas

appelez le **N° Vert 05 04 05 03**

PARIBAS ACTIONNAIRE DIRECT

REVUE DES ACTIONS

AGROALIMENTAIRE	11-10-96	DIF.
Bonpain	2032	-
Danone	243	-
Eridania Beghin	790	-
Fromageries Bel	4470	-
LYMAY More Valtoun	1129	-
Permot-Ricard	276	-
Remy Cointreau	130	-
Saint-Louis	1276	-
Union Assur. Fidi	583	-
ASSURANCES	11-10-96	DIF.
ACF-Ass.Gen.France	154,30	-
Assi	312,70	-
GAN	122,10	-
SCOR	207,30	-
UAP	109,10	-
Union Assur. Fidi	583	-
BÂTIMENT ET MATÉRIEL	11-10-96	DIF.
Bouygues	513	-
Ciment Fr.Priv.B	175	-
Colas	647	-
Effage	274,90	-
Eurotunnel	7,95	-
GTIM-Entrepose	226,30	-
Imvot	753	-
Jean LeFebvre	275	-
Lafarge	291,40	-
Saint-Gobain	698	-
SCB	88,80	-
CHIMIE	11-10-96	DIF.
AF L'Esprit	779	-
Geogre (G)	448,50	-
Michelin	251	-
Plastic-Omn.(L)	463	-
Rhone Poulenc A	139,90	-
Roussel Uclaf	1188	-
Santofi	444	-
Synthelabo	699,50	-
CONSUMMATION NON ALIMENTAIRE	11-10-96	DIF.
BIC	794	-
Christian Dior	804	-
Carifin	684	-
CMC (Groupe M)	130	-
Boillor Int	137	-
Groupe Andre S.A.	391	-
L'Oréal	1800	-

« SAIN ET NÉCESSAIRE » C'est en ces termes, vendredi 11 octobre au soir, qu'un opérateur jugeait le mouvement de consolidation opéré par la Bourse de Paris tout au long des cinq dernières séances.

Vendredi, en clôture, l'indice CAC 40 s'est inscrit en baisse à 2.147,12 points, soit un repli de 0,26 % sur la période. Pour l'instant, les analystes ne sont pas alarmistes, le mouvement de correction atteignant 1 % sur une hausse qui reste pour l'instant supérieure à 9 %. Si l'indice de référence n'a que peu varié d'une semaine sur l'autre, ce n'est pas le cas de certaines valeurs comme Eurotunnel.

Suspendu depuis une semaine dans l'attente de la communication du plan de restructuration de sa dette, le titre Eurotunnel est revenu à la cotation mardi. Le plan, qui prévoit notamment la transformation de 8 milliards de francs de dette en

Moulinex 97 31,32
Salomon (Ly) 4553 31,32
S.E.B. 976 31,32
Sklis Rosignol 197,60 31,32
Sommer-Alibert 130 31,32
Zodiac exult divid 1386 31,32

CRÉDIT ET BANQUES	11-10-96	DIF.
Banque (Cie)	535	-
B.N.P.	186,70	-
C.C.F.	234,30	-
Credit	1129	-
Comptoir Entrep.	9,30	-
CRP	414,40	-
Cred. Fon. France	66,40	-
Credit Local Co	440	-
Credit Lyonnais Co	139	-
Credit National	235	-
Intercommun	569	-
Société Générale	440	-
UFB Locatib	47,40	-
Viabank	135	-

Mouvement de consolidation à Paris

769 millions d'actions à 10,40 francs l'unité et de 8 autres milliards en 645 millions d'ORA échéance 2003 à 12,40 francs l'unité, a laissé les boursiers perplexes, ces derniers estimant que l'accord intervenu entre la société et ses banques, au détriment des actionnaires. Le titre a terminé sur un repli de 8,7 % mardi, de 10 % le lendemain, avant de se reprendre jeudi et vendredi. Bref, en quatre séances, l'action a perdu 13,19 %, à 7,90 francs. Dans un contexte accordé à l'hébergement financier, Patrick Ponsolle, coprésident de la société concessionnaire du tunnel sous la Manche, estime que la « réaction raisonnée » du marché boursier au plan de restructuration financière négocié entre Eurotunnel et ses principales banques « devra attendre que toutes les facettes du plan de restructuration aient été assimilées ».

Bramet termine la semaine sur une baisse de 14,4 %, à 256 francs, après avoir touché un plus bas niveau annuel de 247 francs. Le titre,

qui s'était repris après la publication d'un communiqué du gouvernement démentant « tout projet de spoliation d'Eramet d'une partie de son domaine minier », est reparti à la baisse à la fin de semaine, les multiples déclarations des hommes politiques néo-calédoniens comme les atermoiements du gouvernement entretenant le doute sur l'avenir du groupe minier et sur le sort réservé à son président, Yves Rambaud. De nombreuses sociétés de Bourse ont enclenché la valeur de leurs recommandations.

Casino a terminé la semaine en hausse de 3 %, à 226 francs. Le titre a bénéficié de spéculations autour d'un possible rapprochement avec Promodes, dont le président a déclaré aux Echos qu'il n'était pas hostile à un rapprochement avec un concurrent français (Le Monde daté 6-7 octobre). Mais Jacques Beauchet, assistant du président Paul-Louis Halley, a précisé à Reuters que les propos tenus par ce dernier avaient donné lieu à une « fausse interprétation ». Promodes - qui ne souffre d'aucun handicap de taille

sur le marché français - ne même aucune négociation avec Casino. C'est une opportunité de rapprochement parmi d'autres.

Bertrand Raue finit la semaine sur un repli de 2,63 %, à 181 francs. Les analystes attribuent ce repli à une valorisation insatisfaisante lors de la reprise de 17,3 % du capital par Ecia (filiale de Peugeot) et surtout parce que la perspective d'une OPA semble s'éloigner. Ecia, bénéficiant de cette opportunité, boucle la semaine en hausse de 7,37 %, à 655 francs.

L'UAP termine la semaine sur ses niveaux du vendredi précédent, bien que l'assureur ait annoncé, mercredi, des résultats meilleurs qu'attendu. Il convient de préciser que le titre a fait également l'objet de prises de bénéfice après avoir gagné près de 9 % la semaine passée grâce à la bonne tenue des marchés de taux et aux spéculations récurrentes sur son rapprochement avec AXA. Le titre cotait, vendredi en clôture, 108,40 francs (-1,2 %).

François Bostnavar

THOMSON-CP	11-10-96	DIF.
Marine Weisdel	468,90	-
Nord-Est	125,70	-
Paribas	331,20	-
Suez	207	-
Worms & Cie	261	-
Navigation Mide	721	-
Parifinance	216,20	-
Montaigne P.Coe	730	-
IMMOBILIER ET FONCIER	11-10-96	DIF.
G.F.C.	415	-
Rue Imperiale (L)	450	-
Sofimes	391,60	-
Sinco	441	-
Ulf	416,50	-
Luda	190,70	-
Silic	988	-
Sogaparc (Fin)	679	-
INVESTISSEMENT ET PORTFOLIO	11-10-96	DIF.
Bollore Techno	493	-
Cerus Europ.Rean	123,60	-
CCP	1157	-
Burefrance	304	-
Cie et Enx	3047	-
Lagardere	126,10	-

BIMES D'OR, DIAMANT	11-10-96	DIF.
Anglo American	338,10	-
De Beers	166,50	-
Driefontein	62,10	-
Centor Limited	19,20	-
Harmony Gold	41,90	-
Randamin	31,30	-
Saint-Helena	32,30	-
Western Deep	171	-
PÉTROLE	11-10-96	DIF.
EF Aquitaine	406	-
Esso	535	-
Geophysical	335	-
Total	413,20	-
BP France	143	-
Enp-Elf Chet	265	-
SICOMI OU EX-SICOMI	11-10-96	DIF.
Bali Investis	767	-
Interball	216,10	-
Kleppner	641	-
Lochilus	689	-
Selecibank	73,10	-
Unibail	510	-
Canefin	105	-
TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES	11-10-96	DIF.
Accor	636	-
BHS	540	-
Canal+	1249	-
Canal	250,50	-
CEP Communication	922,50	-
Club Méditerranée	341	-
Eaux (Ch. des)	583	-
Euro Disney	10,75	-
Flpach Media	1067	-
Havai	345	-
Lyonnaise Eaux	459	-
Publicis	441	-
S.I.T.A.	1100	-
Sigees	491	-
Soluto	3815	-
Technip	474,50	-
Eco	1190	-
Soc. Delmas (SVD)	990	-
Doussin O.T.A.	314	-
TF1-1	536	-
VALEURS A REVENIR PSE DU JOUR	11-10-96	DIF.
Emp. Eux 6/93-97	101,74	-
CNS TMO 62-97 (S)	100,45	-
CNS Par. (S) (M) (C)	100,45	-
CNS Suez 97 TMO (S)	100,45	-
CNS TMO 1/62-97 (S)	100,45	-

LES PERFORMANCES DES SICAV ACTIONS

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 4 octobre

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Rang	Valeur liquid.
ACTIONS FRANCE				
Performance moyenne sur 1 an : 19,54 %, sur 5 ans : 39,79 %				
UNI-HOCHER (C)	SANPAOLO	1	34	394,55
UNI-HOCHER (D)	SANPAOLO	2	35	365,63
SUNIFRANCE	CL	3	4	371,94
FRANCE GAN	GAN	4	1	1945,58
HAUSMANN FRANCE (C)	WORMS	5	17	1476,94
HAUSMANN FRANCE (D)	WORMS	6	16	1420,18
AGF FRANCE ACTIONS	AGF	7	15	1685,06
AGF INVEST	AGF	8	13	179,86
PARIBAS FRANCE EMERGENCE (C)	PARIBAS	9	9	1946,53
PARIBAS FRANCE EMERGENCE (D)	PARIBAS	10	10	1940,94
INVESTO ACTIONS FRANCAISES	INVESTO	11	3	180,30
FRANCE EXPANSION (C)	ORC	12	12	1253,50
FRANCE EXPANSION (D)	ORC	13	11	1253,50
MARSHALL	BGP	14	10	407,46
PARFRANCE (C)	PARIBAS	15	6	901,85
PARFRANCE (D)	PARIBAS	16	7	876,39
INDOSUEZ FRANCE PLUS	INDOSUEZ	17	76	608,28
ETIOLE SM	CDT NORD	18	22	3944,25
ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE (C)	CCP	19	22	1459,09
ACTIONS AGRO-ALIMENTAIRE (D)	CCP	20	20	1527,99
SCAV 500	CL	21	21	376,68
PARIS INDEX PLUS SICAV (C)	CCF	22	21	5839,32
PARIS INDEX PLUS SICAV (D)	CCF	23	24	1130,47
FRANCE ENTREPRISES (C)	NSM	24	21	1130,46
FRANCE ENTREPRISES (D)	NSM	25	26	1305,16
AMF FRANCE REFERENCE	AMF	26	27	1138,40
INDICA	CNCA	27	28	1275,24
MONI FRANCE	INDIMASSUR	28	29	179,58
OFMA MIDCAP	OFMA	29	30	1875,99
INDOSUEZ VALEURS FRANC. (C)	INDOSUEZ	31	34	964,97
INDOSUEZ VALEURS FRANC. (D)	INDOSUEZ	32	35	845,35
CERBERO PERFORMANCE	CERBERO	33	36	1021,99
SELECTION VALEURS FRANCAISES	CCF	34	61	251,82
FRANCE CROISSANCE	CCF	35	37	1016,82
AXA FRANCE ACTIONS	AXA	36	38	865,14
OPTIMANALOR	CDT NORD	37	39	362,36
MERCURE ACTIONS FRANCE	CHEVRILL	38	39	1311,68
PONCHER VALEURS	CCF	39	40	513,78
HAUSMANN INVEST FRANCE	WORMS	41	71	12574,52
ACTIONS EUROPE				
Performance moyenne sur 1 an : 16,77 %, sur 5 ans : 45,50 %				
RENAISSANCE EUROPE	COMGEST	1	1	1948,36
EUROPE MID-CAP	PARIBAS	2	2	1397,44
EURO PME	CF ROTHIS	3	3	687,64
EUROPE	CCF	4	4	1398,16
AXA EUROPE ACTIONS (C)	AXA	5	2	284,57
AXA EUROPE ACTIONS (D)	AXA	6	2	284,57
EURODYN	CNCA	7	8	1862,10
CROISSANCE BRITANNIA (C)	SPARINE	8	10	1181,41
CROISSANCE BRITANNIA (D)	SPARINE	9	10	1181,41
LAFITTE EUROPE	BARCLAYS	10	24	306,65
EUROPE LAGERS	CCF	11	22	1405,71
EURODYN	CIC BUE	12	23	671,07
VALCOMEX ACTIONS EUROPE	BFCE	13	19	1237,21
IPARTER	BGP	14	29	1534,01
ORST ALLEMAGNE	ORST	15	30	11626,79
NORDIN	VERNES	16	31	5800,29
OPR NON-EUROPE	CYRGETI	17	32	1379,65
SELECTION EUROPE	CCF	18	31	1262,68
ACTIONS AMÉRIQUE				
Performance moyenne sur 1 an : 21,94 %, sur 5 ans : 47,90 %				
QUANTAMERICA	PARIBAS	1	2	346,02
USA INDOCT GESTION	CCF	2	3	1396,23
LAFITTE AMERIQUE	BARCLAYS	3	3	293,01
PHENIX USA	PHENIX	4	4	6514,59
PARTNER ALERNA	LA MONDRI	5	5	1593,99
MONTEAU MONDE	BGP	12	12	1010,94
STATE STREET ACTIONS ETIO-UNI	STATE ST	13	13	1567,69
STATE STREET AMERIQUE LATINE	STATE ST	14	14	764,94
UNION AMERIQUE	CIC BUE	15	16	1512,29
BLAN USA	ROTHSCHI	16	16	1504,92
ACTIONS ASIE-PACIFIQUE				
Performance moyenne sur 1 an : 3,47 %, sur 5 ans : 16,81 %				
ETIOLE PACIFIQUE	CDT NORD	1	1	169,05
PLACEMENTS CHINE	NSM	2	2	974,74
INDOSUEZ ORIENT (C)	INDOSUEZ	3	3	212,36
INDOSUEZ ORIENT (D)	INDOSUEZ	4	3	212,36
SOCOPACIFIC	SG	5	5	1099,59
FRANCE PACIFIQUE	CCF	6	6	1303,69
INVESTO ACTIONS ASIE EMERGENT	INVESTO	7	7	111,37
STATE STREET ACTIVE ASIE	STATE ST	8	8	1308,68
EURO-ORIENT	CIC BUE	9	9	1593,56
INDOSUEZ UNIPON	INDOSUEZ	10	15	1085,22
ATLAS CRIME	ATLAS	11	15	8841,76
NRJ-JAPON	NRJ-JAPON	12	12	1399,41
BARCLAYS	BARCLAYS	13	13	233,01
LAFITTE TOKYO	BGP	14	14	387,44
AURORA	AURORA	15	15	7985,09
ATLAS INDE	ATLAS	16	16	855,94
ATLAS TIGRE (C)	ATLAS	17	17	855,94
ATLAS TIGRE (D)	ATLAS	18	18	855,94
KOREA DYNAMIC FUND	IFOC LTD	19	19	1500,30

VALEURS LIQUIDATIVES SICAV ET FCP

3615 BNP

ALLO SICAV 36.68.17.17

BNP

AUTRES SICAV INTERNATIONALES

Performance moyenne sur 1 an : 14,90 %, sur 5 ans : 26,50 %				
SELECTION SANTE	CCF	1	36,29	2077,22
SG MONDE OPPORTUNITES (C)	SG	2	27,19	125,67
SG MONDE OPPORTUNITES (D)	SG	3	27,19	125,67
OBJECTIF CONSOMMATION	LAZARD	4	31,49	1381,84
UNION	SANPAOLO	5	31,49	1723,31
SELECTION INNOVATION	CCF	6	29,29	1953,50
SELECTION CROISSANCE	CDT NORD	7	29,29	789,12
INDOSUEZ ALPHA (C)	INDOSUEZ	8	29,29	6992,02
INDOSUEZ ALPHA (D)	INDOSUEZ	9	29,29	6992,02
BODIC	CIC PARI	10	29,29	1422,45
SBS EMERGING VALUE	SBS GEST	11	29,29	992,02
MORGAN INTERNATIONAL	JF MORGAN	12	21	6704,2
SOLUS INVESTISSEMENT	GAN	13	21	790,56
INVESTO ACTIONS GLOBALES	INVESTO	14	21	1116,45
INTERNET	IC	44	21,49	1299,08
CHEVRILL PHILIPPE C	CHEVRILL	45	21,49	1522,48
AXA INVESTISSEMENTS	AXA	46	20,98	111,25
AXA NPI (C)	AXA	47	20,98	122,54
AXA NPI (D)	AXA	48	20,98	122,54
EURODYN (C)	EURODYN	49	21,49	1100,95
EURODYN (D)	EURODYN	50	21,49	1100,95
PRINCE	BIMP	51	21,49	330,55
ECUREUIL CROISSANCE	ECUREUIL	52	21,16	2869,78
PARTNER	—	53	—	1026,46
SELECTION AUTOMOBILES DE L'IMP	HERVET	54	2,52	71,67
SELECTION VALEURS	HERVET	55	30	967,67
SELECTION ENVIRONNEMENT	CCF	55	30	967,67
INVESTISSEMENTS	UAP	56	27	450,43
—	—	—	—	—
—	—	—	—	—

La détente des rendements obligataires s'accélère en France

Les critiques adressées cette semaine par le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, aux politiques budgétaires menées par certains pays européens n'ont pas entamé l'optimisme des investisseurs

Le marché obligataire français a poursuivi, cette semaine, son ascension. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans est tombé, vendredi 11 octobre, jusqu'à 5,89 %, son plus bas niveau depuis deux ans

et demi. Cette détente résulte pour partie de l'orientation favorable des marchés américains d'obligations, où les rendements à trente ans sont redescendus à 6,85 %. Les obligations françaises sont également soutenues par l'optimisme des investisseurs

concernant la réalisation de la monnaie unique et par la faiblesse de la croissance économique en France (le PIB a reculé de 0,4 % au deuxième trimestre). Les gestionnaires étrangers sont enfin agréablement surpris par une rentrée sociale plus calme que prévu. Les analystes mettent toutefois en garde contre un mouvement d'euphorie qui pourrait amener une brutale correction.

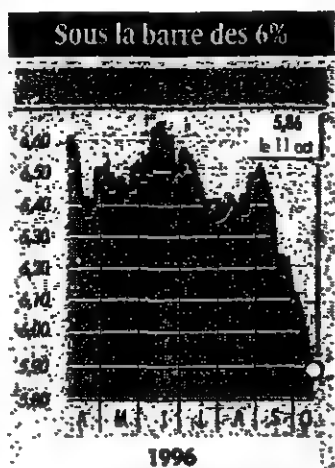
certaines professions, de nature à justifier une certaine prudence. Le premier tient à la rapidité de la détente des taux des dernières semaines. Les investisseurs observent généralement avec suspicion de telles accélérations susceptibles d'être suivies

QUAND PRENDRA FIN la détente des rendements à long terme en France ? Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans est tombé, vendredi 11 octobre, jusqu'à 5,89 % - le niveau auquel il se situait à la veille du resserrement de la politique monétaire américaine, au début du mois de février 1994.

Celui-ci avait provoqué, dans le monde entier, une chute d'une ampleur et d'une rapidité sans précédent des cours des emprunts. Aux États-Unis, le rendement du titre de référence à trente ans - les taux montent quand la valeur des obligations baisse - était monté, en moins de dix mois, de 6,15 % à 8,16 % (de 5,75 % à 8,43 % en France pour les échéances à dix ans).

Le krach dont avait été victime le marché obligataire français il y a deux ans et demi n'est donc plus, aujourd'hui, qu'un mauvais et lointain souvenir. La détente des taux d'intérêt à long terme observée en France depuis plusieurs semaines, et dont l'ampleur a surpris les analystes, a plusieurs causes. D'ordre à la fois externe et interne.

La première tient à la fermeté du marché obligataire américain. La confiance des investisseurs dans le fait que la croissance de l'économie américaine va ralentir au cours des prochains mois n'a



Les emprunts d'État français sont soutenus par la faiblesse de la conjoncture économique

même pas été ébranlée par l'annonce, vendredi, d'une hausse plus forte que prévu des ventes au détail au mois de septembre (+0,7 %). Il est vrai que, parallèlement, les investisseurs ont appris que les prix à la production avaient connu, au cours du même mois, une progression modeste de 0,2 %.

Les obligations françaises profitent aussi des progrès accomplis sur la voie qui conduit à l'euro et de la volonté manifestée

par les États européens - même ceux ayant la réputation d'être économiquement peu vertueux comme l'Italie ou l'Espagne - de respecter au plus vite les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht. Il apparaît de plus en plus probable, aux yeux des investisseurs, que l'euro verra le jour le 1^{er} janvier 1999, ce qui justifie la convergence des rendements obligataires entre la France et l'Allemagne.

Sur le plan interne, la rentrée sociale est, jusqu'à présent, moins agitée que ne le prévoyaient les investisseurs étrangers, qui s'attendaient à une répétition des mouvements du mois de décembre de l'année 1995. Du même coup, rassurés, certains d'entre eux choisissent de réviser à la hausse la part qu'ils consacrent dans leurs portefeuilles aux titres français et qu'ils avaient réduite au minimum au cours des dernières années.

Il s'apprêtent également le fait que la Banque de France, prenant acte de la vigueur du franc face à la monnaie allemande (3,3830 francs pour 1 deutschemark vendredi), cherche à préserver le climat de détente monétaire en France. Elle a réduit, lundi 7 octobre, d'un seizième de point, le taux de l'argent au jour le jour, ramené de 3,44 % à 3,39 % alors que jeudi, le conseil de la Bundesbank

optait pour le statu quo sur le niveau de ses prises en pension hebdomadaire.

L'environnement économique, enfin, reste favorable aux marchés obligataires français. Le produit intérieur brut a reculé de 0,4 % au cours du deuxième tri-

Envolée de la livre sterling

La livre sterling s'est fortement appréciée, vendredi 11 octobre. Elle s'est inscrite, en clôture, à 2,4135 marks, son plus haut niveau depuis le mois de janvier 1995 face à la monnaie allemande, et à 8,16 francs. Le bon déroulement du congrès du Parti conservateur, qui se tenait cette semaine, a également été accueilli favorablement par les investisseurs. Enfin, la monnaie britannique a été soutenue par des anticipations d'une hausse prochaine des taux d'intérêt au Royaume-Uni, après la publication de chiffres d'inflation plus élevés que prévu (+2,9 % sur un an au mois de septembre). La livre a aussi profité de la fermeté du dollar, monnaie à laquelle elle est étroitement liée. Le billet vert a terminé la séance de vendredi à des niveaux de 1,5320 mark, 5,3815 francs et 111,55 yens, soutenu par l'excellente tenue des actifs financiers américains.

maître tandis que l'inflation, malgré une légère accélération (+0,4 %) au mois de septembre, reste modérée (1,6 % en glissement annuel).

La question que se posent aujourd'hui tous les investisseurs - en particulier ceux qui ont raté le récent mouvement de hausse des cours - est de savoir s'il est encore temps d'acquiescer des titres.

Plusieurs éléments sont, selon

de corrections violentes. Le risque social et politique, d'autre part, subsiste. Une grave généralité de la fonction publique est prévue pour le 17 octobre dont il est bien difficile, aujourd'hui, de deviner le succès et d'imaginer les suites éventuelles. La cote de popularité du premier ministre reste également très basse dans les sondages tandis que la majorité parlementaire ne ménage pas ses critiques à l'égard de la politique économique du gouvernement. Pour la première fois depuis longtemps, une réunion de démission d'Alain Juppé a circulé, vendredi, sur les places financières internationales, obligeant l'Hôtel Matignon à publier, en fin de matinée, un démenti.

Certains experts craignent également que le flux d'investissements domestiques émanant notamment des compagnies d'assurance-vie - dont la fiscalité va être durcie - ne soit amené à ralentir au cours des prochains mois.

Mais le plus grand facteur de risque, pour les marchés d'emprunts français, réside dans ce qui constitue aujourd'hui leur principal soutien, à savoir la réussite de la construction monétaire européenne. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a mis cette semaine en cause les artifices budgétaires utilisés par certains pays européens pour tenter de respecter les critères de convergence et il a mis en garde contre leur culture de stabilité. L'accumulation de telles mises en garde pourrait finir par ébranler la conviction des investisseurs selon laquelle l'Italie fera partie du premier groupe des pays élus, au risque de provoquer de violents remous sur l'ensemble des places financières européennes.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

Marché international des capitaux : le franc français en vedette

CELA FAIT TROIS MOIS que les taux d'intérêt baissent en Europe presque sans discontinuer. De nombreux participants souhaiteraient que le mouvement s'interrompe, permettant au marché de reprendre son souffle. Mais, même parmi ceux qui jugent urgent de consolider les positions acquises, beaucoup se montrent impressionnés par la force des éléments qui expliquent la chute des rendements. Ils soulignent en particulier que dans les pays où la production industrielle repart de l'avant, cela se fait sans inflation. Ils attachent également une grande importance aux progrès de la construction de l'Europe monétaire.

A cet égard, on a noté, ces derniers jours, que la perspective de la monnaie commune commence à attirer l'attention de certains des plus puissants des investisseurs japonais. C'est une évolution nouvelle qui tranche avec la grande prudence dont ils avaient fait preuve envers l'Europe depuis le début de l'année. Leur changement d'attitude coïncide avec le début de la deuxième partie de leur exercice fiscal qui prend effet en avril. Le mois d'octobre est souvent pour eux l'occasion de réaménager la composition de leurs portefeuilles de titres, conformément à des décisions prises durant l'été.

Leur activité récente sur les marchés obligataires européens a surtout consisté à se défaire de titres libellés en deutschemark pour les remplacer par d'autres en francs français ou même en liras italiennes, voire en pesetas espagnoles. Il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions d'ensemble, mais l'ampleur de certains mouvements n'a pas manqué de frapper bien des spé-

cialistes. Ainsi, vendredi 11 octobre, on parlait d'un énorme achat japonais, dépassant les 10 milliards de francs, d'obligations du Trésor français, et qui correspondait à un engagement de même ampleur de fonds allemands. Il est très tentant de croire que de tels retournements de position sont, de la part de ceux qui y procèdent, une marque de confiance dans la construction de l'Europe monétaire, laquelle chaque fois qu'elle se précise conduit à affaiblir le deutschemark et à raffermir le franc.

Quoi qu'il en soit de la préférence des investisseurs asiatiques, les efforts accomplis par les différents pays de notre continent pour se conformer aux exigences du traité de Maastricht sont en eux-mêmes suffisamment importants pour faire diminuer les taux d'intérêt. A la réduction réelle des déficits budgétaires s'ajoute également l'influence de mesures plus artificielles dont la portée n'aura qu'un temps et qui, de ce fait, sont l'objet de vives controverses. Prenons le cas de la Belgique, qui va utiliser les plus-values qu'elle réalisera sur la vente d'une partie de ses réserves d'or pour réduire sa dette. Le Trésor public de Bruxelles en profitera pour rembourser ses emprunts en devises qui viendront à échéance des prochains mois, ce qui fera tomber la part de son endettement extérieur à 8 % au total, à la fin de l'année, contre 10 % actuellement et 17 % à la fin de 1993. La Belgique ne faisant plus appel cette année au marché international, l'appétit des investisseurs pour les fonds d'État de ce pays libellés en francs belges augmente en conséquence et le niveau de l'intérêt diminue.

On pourrait également mentionner la poli-

tique d'emprunt du gouvernement allemand lui-même, qui a décidé de ne lever de fonds qu'à court ou moyen terme jusqu'à la fin de l'année. Ceci lui permet une économie de taille par rapport à ce que lui coûteraient des emprunts plus longs. Par là même, il contribue à faire diminuer les taux d'intérêt. La politique du Trésor allemand est parfois interprétée comme une manœuvre destinée à remplir plus facilement les critères du traité de Maastricht. D'aucuns mettent en relation le fait qu'il lève une grande partie des ressources qui lui sont nécessaires pour des durées de quelques mois seulement avec le retard pris dans son programme de privatisation. Boni n'aura peut-être pas besoin de reconduire toutes ses émissions très courtes qui viendront à échéance l'année prochaine s'il parvient à obtenir des fonds supplémentaires en vendant alors une partie du capital de plusieurs entreprises publiques.

D'une façon générale, même si elle est moins en faveur que naguère, la monnaie allemande attire toujours de nombreux souscripteurs. En Italie, notamment, la séduction qu'elle exerce ne se dément pas, comme l'a montré la réussite des emprunts internationaux de trente ans de durée et libellés en marks qu'ont lancés la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et la Deutsche Bank. Ces deux opérations ont été émises à des prix très faibles - moins de 14 % de la valeur nominale à laquelle elle seront remboursées à l'échéance en 2026. Entre-temps, aucun intérêt ne sera versé.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

Les grandes places financières reprennent leur souffle

LE VENT d'euphorie qui avait soufflé sur les grandes places financières huit jours plus tôt est retombé cette semaine. La plupart des Bourses ont consolidé leurs récents gains, alors que d'autres, à l'image de Francfort et Londres, continuaient d'afficher de bonnes dispositions.

Wall Street a confirmé dès lundi sa volonté de passer au-dessus du seuil symbolique des 6 000 points, qu'elle franchira à deux reprises en séance sans pourtant parvenir à se maintenir. Les jours suivants se dérouleront sous le signe de la baisse. Il faudra attendre vendredi, après la publication d'une hausse modeste des prix à la production en septembre et d'une révision en baisse des ventes de détail en août pour que la Bourse new-yorkaise reparte de l'avant. Les détenteurs de capitaux ont été, une fois de plus, rassurés sur les risques de surchauffe de l'économie et d'accélération incontrôlée de l'inflation, estimant

vendredi en clôture Ed La Varnay, analyste chez First Albany. Selon lui, « les prix ne grimpent pas assez vite pour alimenter les craintes inflationnistes » ; dans le même temps, il observe que persistent « les craintes d'une accélération de l'inflation par les salaires ». L'indice Dow Jones n'a donc finalement perdu que 23,48 points, soit 0,39 %, pour terminer à 5 969,38 points.

Ed La Varnay souligne par ailleurs que Wall Street a connu la plus longue progression de son histoire sans subir d'importante correction, au cours des six dernières années, et qu'elle continue à monter grâce au flux record de capitaux investis dans les fonds américains de placement. Reste l'hypothèque de l'élection. L'analyse de First Albany, au vu des précédentes élections, a noté que le marché boursier recule généralement durant l'année suivant la réélection d'un président, car aucun changement de politique n'est attendu, la réélection de Ronald

Reagan en 1984 ayant fait exception à cette règle. Une autre analyse, Elaine Garzarelli, qui a assuré sa réputation sur la Bourse pour avoir prédit le krach de 1987, table sur une correction de 15 à 20 % de l'indice Dow Jones, « en raison des divergences entre le marché boursier et obligataire ».

Bien que Wall Street n'ait que modestement joué son rôle de locomotive cette semaine, les Bourses de Francfort et de Londres ont, toutes deux, terminé sur une légère hausse.

Après avoir ouvert sur un nouveau sommet lundi à 2 702,64 points, l'indice DAX a amélioré ce record mercredi à 2 702,99 points pour finalement revenir, vendredi, à 2 686,03 points, en hausse de seulement 0,10 % par rapport à la clôture du 4 octobre. Pour les séances à venir, la Commerzbank juge peu probable que l'indice DAX sorte de cette zone des 2 700 points en l'absence de variations à moyen terme

des taux et des monnaies. La banque estime, par ailleurs, que cette tendance aux prises de bénéfice devrait s'accroître, mais que les importantes liquidités dont disposent les investisseurs institutionnels devraient donner encore un coup de pouce au marché.

BONS CHIFFRES BRITANNIQUES

La Bourse de Londres a, comme sa consœur allemande, continué d'évoluer à des niveaux records. L'indice Footsie termine la semaine au-dessus du seuil des 4 000 points, à 4 028,1 points, en hausse de 3,3 points (0,08 %) par rapport à la semaine précédente. Mis à part la baisse surprenante de la production manufacturière en août, l'économie britannique donne des signes de dynamisme : les stocks diminuent, les carnets de commandes s'allongent, la consommation des ménages progresse, le marché immobilier et la construction repartent. Mais le re-

vers de la médaille prend la forme habituelle d'un retour de l'inflation, ce qui pourrait se traduire par un maintien des taux d'intérêt, voire un relèvement, ce qui n'est jamais bon pour le marché boursier.

Bien que la performance de la place parisienne soit négative, elle n'en est pas moins honorable. Les valeurs françaises ont simplement éprouvé le besoin de marquer une pause après leur récente progression. En cinq séances, l'indice CAC 40 a perdu 0,26 % à 2 147,12 points. Si le mouvement de hausse s'émousse un peu, on ne peut pas parler de véritable retournement de tendance. Le sentiment le plus communément partagé est que la Bourse de Paris baisse sans véritables raisons et que les acheteurs sont toujours à l'affût de la moindre opportunité. Les prises de bénéfice ont l'air de se faire sans conviction, et il faudrait probablement un élément supplémentaire pour que la correction technique se

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours du nickel dépriment



ALORS QU'IL y a peu de mois les professionnels s'attendaient à un ajustement entre l'offre et la demande sur le marché mondial du nickel, il apparaît désormais que la réalité est tout autre. Sur le London Metal Exchange (LME), le nickel a terminé, en fin de semaine, à 7 150 dollars la tonne. Les cours ne cessent de s'élever, et l'offre, qui s'annonce surabondante, ne risque pas d'arranger cette situation. D'une part, les aciéries, qui représentent plus de la moitié des demandes, viennent de relancer leurs prix et pratiquent le recyclage au lieu de faire se peul. D'autre part, un grand nombre de projets vont prendre corps dans le courant de 1997.

VALENTINISME DE LA DEMANDE

L'Australie à elle seule va mettre sur le marché des milliers de tonnes supplémentaires en réalisant, tout au long de l'année à venir, une dizaine de projets ; l'Afrique du Sud devrait, elle aussi, amener 10 000 tonnes de métal de plus par mois au cours du premier semestre prochain. En outre, les perspectives pour les années suivantes font état de réhabilitations, d'entrées en exploitation de nouvelles mines et d'usines de traitement à travers le monde : Australie, Canada, Indonésie, Brésil, Venezuela, Philippines, Nouvelle-Calédonie, Côte d'Ivoire... Enfin, les stocks se sont assez bien reconstruits (autour de 40 000 tonnes), ce qui ralentit également la demande.

C'est dans ce contexte que s'est tenue à Paris, le 9 octobre, l'assemblée annuelle de la Fédération des métaux, métallurgistes et métallurgues non ferreux. Le président de la Fédération, Bernard Pache, en a profité pour exprimer certaines des préoccupations du secteur au ministre de l'Industrie, Francis Borotra. Il a notamment mis en avant la « course permanente à la production réglementaire » sans concertation avec les intéressés, le « réalisme » dont la France doit faire preuve en matière de négociations commerciales internationales, en particulier avec les États-Unis, l'« effet dollar » et les dévaluations compétitives intervenues en Europe, qui ont coûté 1 milliard de francs à l'industrie européenne des métaux.

TOKYO	NEW YORK	PARIS	LONDRES	FRANCFORT
↓ - 0,85%	↓ - 0,39%	↑ + 0,08%	↓ - 0,26%	↑ + 0,10%
INDICE NIKKEI	DOW JONES	CAC 40	FT 100	DAX 30

Wall Street a confirmé dès lundi sa volonté de passer au-dessus du seuil symbolique des 6 000 points, qu'elle franchira à deux reprises en séance sans pourtant parvenir à se maintenir. Les jours suivants se dérouleront sous le signe de la baisse. Il faudra attendre vendredi, après la publication d'une hausse modeste des prix à la production en septembre et d'une révision en baisse des ventes de détail en août pour que la Bourse new-yorkaise reparte de l'avant. Les détenteurs de capitaux ont été, une fois de plus, rassurés sur les risques de surchauffe de l'économie et d'accélération incontrôlée de l'inflation, estimant

vendredi en clôture Ed La Varnay, analyste chez First Albany. Selon lui, « les prix ne grimpent pas assez vite pour alimenter les craintes inflationnistes » ; dans le même temps, il observe que persistent « les craintes d'une accélération de l'inflation par les salaires ». L'indice Dow Jones n'a donc finalement perdu que 23,48 points, soit 0,39 %, pour terminer à 5 969,38 points.

Ed La Varnay souligne par ailleurs que Wall Street a connu la plus longue progression de son histoire sans subir d'importante correction, au cours des six dernières années, et qu'elle continue à monter grâce au flux record de capitaux investis dans les fonds américains de placement. Reste l'hypothèque de l'élection. L'analyse de First Albany, au vu des précédentes élections, a noté que le marché boursier recule généralement durant l'année suivant la réélection d'un président, car aucun changement de politique n'est attendu, la réélection de Ronald

Reagan en 1984 ayant fait exception à cette règle. Une autre analyse, Elaine Garzarelli, qui a assuré sa réputation sur la Bourse pour avoir prédit le krach de 1987, table sur une correction de 15 à 20 % de l'indice Dow Jones, « en raison des divergences entre le marché boursier et obligataire ».

Bien que Wall Street n'ait que modestement joué son rôle de locomotive cette semaine, les Bourses de Francfort et de Londres ont, toutes deux, terminé sur une légère hausse.

Après avoir ouvert sur un nouveau sommet lundi à 2 702,64 points, l'indice DAX a amélioré ce record mercredi à 2 702,99 points pour finalement revenir, vendredi, à 2 686,03 points, en hausse de seulement 0,10 % par rapport à la clôture du 4 octobre. Pour les séances à venir, la Commerzbank juge peu probable que l'indice DAX sorte de cette zone des 2 700 points en l'absence de variations à moyen terme

des taux et des monnaies. La banque estime, par ailleurs, que cette tendance aux prises de bénéfice devrait s'accroître, mais que les importantes liquidités dont disposent les investisseurs institutionnels devraient donner encore un coup de pouce au marché.

BONS CHIFFRES BRITANNIQUES

La Bourse de Londres a, comme sa consœur allemande, continué d'évoluer à des niveaux records. L'indice Footsie termine la semaine au-dessus du seuil des 4 000 points, à 4 028,1 points, en hausse de 3,3 points (0,08 %) par rapport à la semaine précédente. Mis à part la baisse surprenante de la production manufacturière en août, l'économie britannique donne des signes de dynamisme : les stocks diminuent, les carnets de commandes s'allongent, la consommation des ménages progresse, le marché immobilier et la construction repartent. Mais le re-

vers de la médaille prend la forme habituelle d'un retour de l'inflation, ce qui pourrait se traduire par un maintien des taux d'intérêt, voire un relèvement, ce qui n'est jamais bon pour le marché boursier.

Bien que la performance de la place parisienne soit négative, elle n'en est pas moins honorable. Les valeurs françaises ont simplement éprouvé le besoin de marquer une pause après leur récente progression. En cinq séances, l'indice CAC 40 a perdu 0,26 % à 2 147,12 points. Si le mouvement de hausse s'émousse un peu, on ne peut pas parler de véritable retournement de tendance. Le sentiment le plus communément partagé est que la Bourse de Paris baisse sans véritables raisons et que les acheteurs sont toujours à l'affût de la moindre opportunité. Les prises de bénéfice ont l'air de se faire sans conviction, et il faudrait probablement un élément supplémentaire pour que la correction technique se

transforme en vague de baisse. Pour les séances à venir, la journée de lundi devrait être calme en l'absence des investisseurs américains, ces derniers chômant pour le Columbus Day.

Grande perdante de la semaine, la Bourse de Tokyo termine sur un recul de 0,85 %, à 20 968,16 points. En quatre séances, l'indice Nikkei a reculé de 179,87 points. La semaine avait démarré sur une note assez active avant que des prises de bénéfice ne pèsent sur la tendance mardi et mercredi. Après la journée chahutée de jeudi, les valeurs nipponnes sont reparties à la hausse, vendredi, mais sans réelle conviction. Depuis le début de l'année, la Bourse de Tokyo affiche la plus faible progression de toutes les grandes places avec un gain de 5,54 %. Francfort caracole en tête avec une avance de 19,17 %, suivie par Wall Street (16,66 %), Paris (14,7 %) et Londres (9,18 %).

AUJOURD'HUI

SPORTS

OVALIE La Coupe d'Europe, dont la deuxième édition débute samedi 12 octobre, mérite cette fois son nom avec l'engagement des clubs anglais et écossais, qui avaient fait

défaul en 1995. Vingt équipes vont s'affronter pour succéder à la première place, au Stade toulousain. ● LA CRÉATION d'une seconde compétition, la Conférence euro-

péenne (24 équipes), doit permettre à plusieurs clubs français de rencontrer des formations britanniques. ● TOUTES CES MANIFESTATIONS ont suscité l'intérêt des chaînes de télé-

vision. En France, le service public a acquis l'exclusivité des droits. ● DE L'AUTRE CÔTÉ de la Manche, la situation est différente. Rupert Murdoch, le magnat australo-américain,

s'efforce de poursuivre sa conquête, bien avancée dans l'hémisphère Sud, du rugby mondial. Mais les clubs européens hésitent encore à se plier à toutes ses exigences.

Les Coupes d'Europe de rugby suscitent la convoitise des télévisions

Après une première édition en 1995, des clubs français vont rencontrer les meilleures équipes britanniques. Mais en Grande-Bretagne, malgré les propositions du groupe de communication de Rupert Murdoch, rien n'est encore conclu pour la retransmission des matches

LE RUGBY passe à l'heure européenne. Le samedi 12 octobre 1996 restera, quoi qu'il advienne, une date dans l'évolution d'un jeu si longtemps confiné dans une rivalité de clochers. Les championnats nationaux sont mis entre parenthèses pour quatre semaines au profit d'une joute continentale, où les meilleurs clubs du quinze vont se disputer la suprématie.

Marcel Martin, le directeur de la Coupe d'Europe, ne cache pas son enthousiasme. Car, cette année, l'épreuve mérite à part entière son appellation. La première édition, remportée par le Stade toulousain, s'était déroulée en l'absence des clubs anglais et écossais. Cette fois, ils sont là, présents dans les deux compétitions, la Coupe d'Europe et la

Conférence européenne. Ils offrent ainsi à Marcel Martin l'occasion d'un triomphant bulletin de santé. « Le bébé se porte bien, affirme-t-il. J'espère simplement qu'il grandira bien. »

Car toutes les conditions ne sont pas réunies pour un passage harmonieux à l'âge adulte. La question des droits de télévision, essentielle pour assurer la bonne santé financière et la pérennité de l'épreuve, est toujours en suspens du côté britannique. Chez les Français, la situation est claire. France-Télévision a acquis l'exclusivité pour une somme d'environ 40 millions de francs. Le secteur public sera dans l'Hexagone le maître d'œuvre télévisé des coupes d'Europe. Il s'est par ailleurs engagé à donner le signal international des rencontres

jouées en France. Sur l'autre rive de la Manche, la confusion règne depuis le 24 septembre. Jusqu'à cette date, la chaîne ITV semblait tenir la corde. Puis, elle s'est rétractée, prise de doute sur l'avenir du rugby anglais en proie à une lutte sans merci entre les clubs professionnels et la fédération (RFU).

CONTRAT NON SIGNÉ

Un nouveau postulant s'est fait connaître. Bskyb, le groupe de Rupert Murdoch, a avancé des propositions. Mais aucun contrat n'est encore signé. Séraphin Berthier s'en est violemment ému. « Je m'oppose à cette situation, a déclaré au Monde le président de la ligue des clubs français de l'élite. Lever une option telle qu'une journée avant le début de l'épreuve,

comme l'a fait ITV, même le président de la fédération française de rugby n'aurait pas imaginé ça. »

L'arrivée sonnante et trébuchante de Rupert Murdoch dans le jeu n'est pas non plus une solution miracle aux yeux des dirigeants des clubs. Le magnat australo-américain de la communication s'est lancé dans une stratégie de conquête mondiale du rugby, qu'il soit joué à treize ou à quinze. Il ambitionne d'être, à terme, le principal sponsor mondial du rugby. L'unique diffuseur d'images de ce sport, dont il ne cache pas sa volonté de faire un spectacle capable de générer des abonnements à ses chaînes cryptées.

Ces appétits féroces font frissonner de nombreux dirigeants. Et leur laquitude n'a pu qu'être renforcée par les exigences de cet

envahissant partenaire. Dans la négociation en cours, Bskyb souhaite un engagement pour dix ans et l'assurance de vingt-cinq journées de Coupe d'Europe par saison. Il aurait proposé aux clubs français participant la somme de 8 370 000 livres sterling (environ 65 millions de francs).

La durée de la compétition a été jugée excessive par beaucoup. Tout comme son calendrier. Ne risquerait-il pas de mettre en danger la tenue des championnats nationaux, dont les meilleures équipes seraient exclues pour cause de vocation européenne sans partage ?

C'est sans doute la raison pour laquelle les négociateurs n'ont voulu se fermer aucune porte. Aujourd'hui, Marcel Martin n'exclut pas un éventuel retour d'ITV.

« Même s'ils ne se portent pas acquiesceurs des droits, indique-t-il, ils pourraient nous faire bénéficier de leurs compétences techniques de diffuseur. Tout reste ouvert. »

De son côté, le groupe de Rupert Murdoch a demandé que les fédérations donnent l'aval à son projet avant d'aller plus loin. Le climat d'incertitude a, en tout cas, poussé les clubs français à demander des garanties. En leur nom, Séraphin Berthier a obtenu de l'organisation de la Coupe d'Europe l'assurance du versement d'une somme équivalente à celle de l'an passé, soit 10 millions de francs, et la prise en charge des frais d'organisation des matches et des déplacements.

ÉVITER UN FOSSÉ

Les réticences, auxquelles se heurte Bskyb, s'expliquent aussi par la préférence avouée de l'organisation pour des chaînes britanniques. Elles sont censées promouvoir au rugby une audience plus large. Marcel Martin parle de compromis, d'équilibre, d'amalgame subtil entre l'argent et ses à-côtés. Tout en rappelant que les conditions du succès ne sont pas que financières. L'organisation a voulu la création de deux coupes d'Europe dans l'intention de leur assurer une assise solide.

En France, par exemple, onze clubs sont concernés. « Beaucoup de participants, dit Marcel Martin, c'est une manière d'éviter qu'un fossé se creuse entre une élite de l'élite et le reste des équipes des championnats nationaux. »

Tout à son souci de réussite, l'organisation n'oublie pas la nécessité du beau jeu. Pour s'inscrire durablement dans un calendrier international de plus en plus encombré, les coupes d'Europe ont besoin de provoquer l'enthousiasme des publics et, surtout, des télé spectateurs. Sinon...

P. Ce.

Pascal Ceaux

Deux compétitions

● Coupe d'Europe : orchestrée par l'European Rugby Cup (ERC), émanation de l'International Board, cette compétition rassemble, pour sa seconde édition, vingt clubs de six pays (France, Angleterre, Écosse, pays de Galles, Irlande, Italie).

Ils sont répartis en quatre poules de cinq équipes. En 1995, le Stade toulousain avait remporté le trophée en battant les Gallois de Cardiff dans leur stade.

Les clubs français représentés sont : Toulon, Brive, Pau et Dax, tous quatre demi-finalistes du championnat de France 1996. ● Conférence européenne : un an après les débuts de la Coupe d'Europe, cette deuxième compétition continentale a été créée. Elle regroupe vingt-quatre clubs répartis en quatre poules de six.

Sept équipes françaises y prennent le titre : Agen, Montpellier, Narbonne, Castres, Toulon, Bourgoin et Béziers-Bordeaux.

CE POURRAIT ÊTRE la version rugby du retour de l'île d'Elbe. Le « Petit Napoléon », tel était son surnom. À l'issue d'une Berezina fédérale, il était parti à l'exil. Le retour à quinze. Pour son Austerlitz ? Ou pour un Waterloo ?

Dans la tribune d'honneur du stade Chatelet, où a lieu le tournoi de Paris de rugby à sept, Jacques Fouroux est entouré de quelques-uns de ses grognards de l'équipe de France de 1977. Toujours aussi fidèles. Avec eux, il s'est offert un Grand Chelem. Avec lui, ils s'étaient trouvés un patron, l'un de ces joueurs que l'on écoute, que l'on suit, pour lequel on fait en enfer. L'homme a de l'autorité et du charme. Il fascine. On ne peut l'oublier. On lui pardonne plus qu'à d'autres ses égarements.

Car, dans sa quête éternelle d'un rôle, Jacques Fouroux n'est pas à un contrepiqué près. Il avait quitté le Quinze pour le Treize parce que « le Quinze, c'est l'opéra, une toute petite France le suit dans le monde entier. Il faudrait que cela devienne de la musique populaire. » Il est revenu à Quinze. Et alors ? « Je ne me suis pas rendu compte de la faiblesse des joueurs, quel pouvait être mon



POURTRAIT

Jacques Fouroux, le retour

rôle ? C'était perdu d'avance. » La défaite, Fouroux ne l'a jamais aimée. Il s'est révisé un parcours jonché de victoires. Il a perdu, parfois. Mais s'en voudrait sans doute pour le restant de ses jours d'avoir manqué l'occasion d'un triomphe.

Auch lui tend les bras. Il ne fera pas le difficile. Lundi 14 octobre, il devait être élu président de ce club de quinze en difficulté, dont il fut le demi de mêlée éminent. Il rend service. Et se fâche de se tailler du même ciseau « une position prédominante » dans le débat qui agite un rugby pris dans le rouls de pulsions de professionnalisme et d'une nostalgie plus ou moins revendiquée du bon vieux temps.

LE GÉNÉRAL DU BUSINESS

Fouroux croit aux clubs, à leur position dominante. L'avenir, selon lui, n'est plus à la fédération. Cette FFR, mère monstrueuse d'un terrible et pléthorique système dont « j'étais le fou du roi », revendique-t-il dans un sourire. Albert Ferrasse n'est plus là. La bête n'est pas tout à fait morte. Et Fouroux n'est plus tout à fait Fouroux. Qu'importe ! Il est persuadé que le pouvoir doit changer d'adresse.

Il se fait le chantre d'une révolution engagée sans lui. Les clubs de l'élite s'efforcent de prendre le contrôle du championnat. Il les soutient, « ces

2 % de riches qui doivent mener la barque, pendant que les 98 % restants gardent les bœufs de famille ». Entendez, par là, la traditionnelle convivialité du rugby, les troisièmes mi-temps où l'on tague, épaule contre épaule, entre cassoulet et madiran. Puis il énumère pêle-mêle quelques idées. Jacques Fouroux est pour un championnat des régions intermédiaire entre l'équipe de France et les clubs. Pour une réforme du fonctionnement et du rôle de la fédération. Pour un système d'indemnité aux clubs formateurs victimes du pillage des plus forts. Pour un sport « qui génère du business ».

Bref, Jacques Fouroux ne semble pas se perdre dans le giron du Quinze pour faire de la figuration. Les dirigeants actuels doivent-ils s'en effrayer ? Il se veut rassurant. « J'ai déjà tout eu dans ce sport, assure l'homme. Je ne cours pas après un trône ou un strapontin. » Et puis, ajoutez-lui dans un sourire, « le rugby, c'est souvent une affaire de vocabulaire. Quand j'étais l'entraîneur de l'équipe de France, j'avais dit : il faut imiter les All Blacks. Cela avait provoqué une polémique. Aujourd'hui, Jean-Claude Skrela déclare qu'il faut s'en inspirer. Tout le monde approuve. Moi, je lui dis : tu es génial. »

La brouille entre les leaders perturbe la préparation des cyclistes français

À la veille des championnats du monde, les équipiers refusent de choisir entre Luc Leblanc et Richard Virenque

LUGANO de notre envoyé spécial N'allez jamais raconter cette histoire à Jean-Marie Le Pen. L'action se passe dans la salle de presse des championnats du monde, à Lugano, et met en scène des journalistes suisses.

« Quelles sont les paroles de l'hymne national ? » Sur le mont quand le soleil... Attends, je vais demander à quelqu'un d'autre la suite. Dis donc, tu te rappelles, toi, ce qu'il faut le soleil sur le mont ?

— Il annonce un brillant réveil. — Ah, ouais, et en plus ça rime. » Petit morceau choisi d'humour suisse. Les collègues helvétiques ont quelques circonstances atténuantes pour leur lacune. Leur hymne n'a été créé qu'au milieu des années 60 pour remplacer l'ancien air, qui ressemblait par trop au God Save the Queen. De toute façon,

point n'est besoin de chanter à tue-tête pour affirmer sa fierté nationale. Sur le podium, les larmes d'Alex Zülle, vainqueur de l'épreuve du contre-la-montre, jeudi 10 octobre, étaient éloquentes et saluait parfaitement le brillant réveil du cyclisme suisse.

On ne sait trop si La Marseillaise devait retentir, dimanche 13 octobre, à l'occasion de la course en ligne. On ne sait non plus si, dans le cas d'une victoire française, le vainqueur connaît les paroles du chant issu de la Révolution. Une seule chose est sûre, avant la course : l'équipe de France ressemblait plus à une armée mexicaine qu'aux soldats de l'an II.

Les championnats du monde sont un charmant anachronisme dans le cyclisme moderne. Ils font se retrouver sous un même drapeau des gens qui se déchirent le reste de la saison. Côté français, on a du mal à enterrer les bisbilles. La mèche a été allumée par Luc Leblanc, à peine débarqué à Lugano. Son contentieux avec Richard Vi-

renque n'est un secret pour personne : il a écartelé la France pendant le Tour (Le Monde du 16 juillet).

« Je ne brûlerai pas une calorie pour lui », a assené le champion du monde 1994 dans L'Équipe du 10 octobre. Les propos ont été, comme il se doit, démentis aussitôt qu'imprimés.

Laurent Jalabert, le troisième chef de file homologué, se garde bien de trancher

Mais, quand bien même il n'aurait jamais dit ça, il y a de fortes présomptions que le coureur l'ait au moins pensé. Lors de courses

italiennes qui ont servi de préparation aux championnats du monde, « Ricardo » et « Lucio » se sont allégrement tirés dans les pattes.

« On peut dire et écrire beaucoup de choses avant le championnat du monde », a rétorqué Richard Virenque. Il faudra pouvoir encore les dire le dimanche soir. Entre-temps, il y aura eu sept heures de course pour démontrer sa valeur. Les propos à fleur de rouchet n'empêchaient pas une subtile stratégie d'évitement entre les deux hommes dans les étroits couloirs de l'hôtel de l'équipe de France.

Quant à Laurent Jalabert, le troisième chef de file homologué, il se gardait bien de trancher. « Tous les deux ont envie de gagner, expliquait-il. Si tu demandes à l'un de rouler pour l'autre, c'est comme si tu lui arrachais une jambe. Mais on ne va pas se disputer la course à trois. Il y a près de cent quatre-vingt prétendants. » Les plus embarrassés étaient en fait les équipiers. Dans cette cacophonie, il leur était bien difficile de savoir à qui se dévouer.

Laurent Brochard commençait même à se demander s'il n'allait pas jouer une carte personnelle. « Si j'ai l'occasion de me trouver devant... En ce moment, je suis en bonne condition. Stéphane [Heulot] et d'autres ont également leur chance. »

Tout cela n'avait que peu à voir avec une mobilisation patriotique. Quand on sait que Laurent Jalabert ne se sent guère la fibre cocardière, que Luc Leblanc s'affirmait prêt à changer de nationalité si on continuait à lui chercher noise dans son pays, il devenait évident que la France avait bien du mal à former son bataillon.

À la veille du week-end, on se rassurait encore en observant que les Italiens avaient dix leaders potentiels pour douze coureurs et que ne régnait pas la plus parfaite harmonie au sein de l'escadron suisse. La victoire devait donc être encore possible. Mais cette Marseillaise-là se sera préparée avec bien des coups.

Benoît Hopquin

ESPACE BOUTIQUES

MON IMPER

IMPERIUM PRET-A-PORTER H. et P. AQUASCUTUM, BORGES, STENBLOK, BRUNO ST. HLAUER, etc.

63, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris - Tél. : 48.34.46.96

Catalogue sur demande

BIJOUX D'ART JACQUES GAUTIER

36, rue Jacob - 75006 Paris

Tél. : 42.66.84.33

Tecno

Mobilier de bureau

Remises exceptionnelles sur le mobilier d'exposition

de 50% à 70%

à partir du 18 Octobre

242, Bd Saint-Germain Paris 7ème

Tél. : 01 42 22 18 27

Chaque semaine retrouvez la rubrique

"ESPACE BOUTIQUES"

Pour vos annonces publicitaires contactez le

44.43.76.28 (Fax : 44.43.77.31)

■ Le manager de Diego Maradona, Guillermo Coppola, a été incarcéré vendredi 11 octobre à Dolores (sud de Buenos Aires) pour trafic de drogue. Il faisait l'objet d'un mandat d'arrêt international après la découverte à son domicile de 500 grammes de cocaïne. Coppola affirme qu'il est victime d'un coup monté. C'est la sixième arrestation effectuée dans cette enquête. Jeudi, notamment, un beau frère de Maradona avait été arrêté et écroué. - (AFP)

L'Europe c'est maintenant, parlons-en.

*A partir du 15 octobre 1996, nous vous
donnons rendez-vous, partout en France, pour participer aux rencontres
du dialogue national pour l'Europe.*

Il y a l'Europe des sommets et il y a l'Europe quotidienne et
proche de vous, qui se construit chaque jour.

Le Ministère délégué aux Affaires européennes, avec le soutien
de l'Union Européenne, ouvre le dialogue national pour l'Europe
pour que vous connaissiez mieux cette Europe-là.

Venez participer aux forums et à toutes les autres rencontres
organisés dans votre région ; vous pourrez y découvrir
comment des réalisations concrètes ont été rendues possibles
grâce au soutien de l'Union Européenne et tout ce que celle-ci
vous apporte au quotidien ; vous pourrez dialoguer et vous
obtiendrez des réponses aux questions que vous vous posez sur
l'avenir de l'Europe. Nous vous invitons à participer à ce dialogue

national pour l'Europe qui nous concerne
tous. Pour tout savoir, composez, à partir
du 15 octobre 1996, le 3615 Europe*.

dialogue national



0,09 TTC la minute

➤ MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES EUROPÉENNES
Jour après jour améliorons la vie de tous les jours

demande au

des discret
Audi p

qui-roi a 40 ans

ans, c'est le bel âge pour
classique : crée en 1960, le
suis mûre et s'est fait
de Charles James, avec son
des accords, son mouvement
son pied pivotant, a été
depuis. Le monde qui
au est l'aspect, l'élégance
pour-bien pour, une
l'architecture ne a l'homme
en 1917 et établi à partir
l'homme, ses son esprit
de créateurs - lui avait
l'homme, elle avait
Hans Hermann - était
des sièges qui mûrissent
sont
en la métallique, ce
sont mûre, ou en s'élève,
sont les formes pour
l'union d'artistes avec la
rationnelles de la fabrication
sont à des assemblages
sont, à des articulations
sont et à une matière
en séparément, dans des
différents, le confort de
sont du meuble, la
sont les performances
sont aujourd'hui, d'un
sont l'aspect, comme il a
sont la fantaisie des
sont de toutes les
sont au trône impérial, de
sont, tout s'élève
sont allés pour
sont et les
sont pied, grâce

مكتبة



DESSIN AURÉLIE DE LA MORINIÈRE

L'allemande aux quatre anneaux trouve sa voie

Constructeur plus discret que Mercedes et BMW, plus bourgeois que Volkswagen, Audi précise son style et sa place sur le marché

LONGTEMPS, l'image d'Audi a été brouillée, incertaine. Il y avait de quoi. Alors que la mémoire collective de l'automobile s'accommode fort mal des changements de signature, les quatre anneaux enlaccés - symbole de la fusion, en 1932, des marques Audi, Horch, DKW et Wanderer - ont successivement orné les calandres de voitures portant la marque Auto Union, Audi-NSU, puis Audi.

Intégré dans le groupe Volkswagen depuis 1969, ce constructeur n'a pas, au cours de son histoire, toujours consenti des efforts considérables pour s'exporter hors d'Allemagne. Très germanique, son slogan, « Le progrès par la technologie », résumait à lui seul la personnalité de ces « voitures d'ingénieur », ni trop petites ni trop imposantes, capables d'accueillir de vraies innovations (le moteur rotatif de NSU, la transmission intégrale Quattro), mais manquant de chaleur et d'originalité pour soulever des passions durables. Bref, ces voitures ressemblaient à des BMW trop sages, à des Mercedes trop petites, ou se résignaient à n'être que de grosses Volkswagens.

Aujourd'hui, Audi a trouvé sa voie. La marque - dont le nom, qui signifie « fondeurs » en latin, avait été choisi à dessin par son fondateur, August Horch, en 1910 - a fini par comprendre son environnement. Sa vocation ? Celle du luxe et du brio, comme tout haut de gamme allemand, mais de manière plus classique et plus discrète. Des voitures qui ne se prennent pas tout à fait au sérieux, mais valent à leur propriétaire de passer pour un homme de goût. Pour y parvenir, la firme a remis la technologie à sa place - celle qui doit occuper une composante certes indispensable mais non exclusive - et s'est investie dans un design bien à elle, élégant et homogène, que réclament les modèles qui s'appellent désormais A4, A6 et A8.

V6, y compris sur les variantes breaks dénommées « Avant », ce coup de crayon a rendu les Audi plus aisément identifiables aux yeux du public. Des moteurs brillants, particulièrement en version diesel, et quelques choix audacieux (le châssis en aluminium de la luxueuse A8, par exemple) dont l'intérêt réside surtout dans l'image de dynamisme qu'ils reflètent, ont également contribué à rejouer l'idée que l'on pouvait se faire de la filiale de Volkswagen. Résultat : Audi exporte désormais plus de la moitié de sa production.

En France, sa part de marché reste très modeste (1,3 %), mais elle a pratiquement augmenté de moitié en deux ans. En abandonnant leur petit air pincé d'autrefois pour jouer la carte du chic dépoilé, les voitures aux quatre anneaux ont même été invitées à jouer l'arbitre des élégances au cœur même du groupe : c'est à Audi que Volkswagen a fini par confier la dernière révision du « style » de son modèle Passat.

Il était donc logique qu'Audi s'intéresse au marché des voitures moyennes, celui des Peugeot 306 et des Renault Mégane. La nouvelle A3, présentée au Mondial de l'automobile, vise plus particulièrement le versant haut de gamme, c'est-à-dire une clientèle aisée de célibataires actifs et de couples de plus de cinquante ans qui préfèrent le cocon d'un modèle compact mais coquet et pratique à la respectabilité qu'est supposée conférer une voiture plus imposante.

Assez courte (4,15 mètres), l'Audi A3, livrée pour l'instant exclusivement en trois portes, n'est donc pas une familiale. Sur les versions à toit ouvrant, l'inclinaison du pavillon est telle qu'elle ne laisse plus guère d'espace pour la tête. Heureusement, le coffre est mieux structuré et l'habitacle, sobre et bien conçu jusqu'à ses moindres détails, est agrémenté d'un revêtement inédit de tableau de bord composé de minuscules stries.

L'A3 devrait dissiper le malentendu entre la marque et les femmes. Les valeurs dites féminines - non-agressivité, esprit pratique - ont été mises à l'honneur.

Même si le style Audi s'exprime peut-être mieux sur des carrosseries plus longues, l'allure extérieure de l'A3 est très réussie, avec ses portes remontant haut et sa calandre dépoilée. Stable et nerveuse en version essence 1,8 litre (125 ch) comme en version diesel 1,9 litre Tdi (90 ch), l'A3 ne badine pas avec la sécurité. Outre la direction assistée et les vitres électriques,

la petite Audi reçoit en série un double airbag et un freinage ABS très efficace.

Bien dans l'air du temps, cette voiture ne risque-t-elle pas de concurrencer la Golf, dont la quatrième génération verra le jour en 1998 à partir de la même base roulante ? Audi n'exclut pas un effet de « cannibalisation », mais juge le risque très réduit. La Golf, moins chère, vise un public plus large. Meilleur marché, la version 1,6 litre de l'Audi A3, qui sera commercialisée début 1997, risque néanmoins d'empêtrer plus nettement sur le pré carré de la Volkswagen.

La nouvelle Audi devrait en revanche dissiper définitivement le malentendu qui, au cours des années, s'était installé entre cette marque et les femmes. Selon les études de marché, la réputation de « voiture d'ingénieur », axée sur la technique et les performances, avait fini par susciter de sérieuses préventions chez les épouses d'une partie des acheteurs potentiels de ces autos jugées trop « masculines ». Avec l'A3, les valeurs dites féminines (non-agressivité, esprit pratique, par exemple) ont été mises à l'honneur. D'ailleurs, murmurent les constructeurs, les hommes apprécient de plus en plus ces qualités.

Encouragé par ses derniers succès, Audi se verrait bien figurer dans le bestiaire automobile allemand sous la forme d'un dauphin, entre la baleine Mercedes et le requin BMW. Pourtant, le constructeur aux quatre anneaux sait qu'il doit rester modeste. Si ses prestigieux rivaux ont dû apprendre à le considérer sous un jour nouveau, le « dauphin » est encore loin de traiter d'égal à égal avec la « baleine » ou le « requin ».

Jean-Michel Normand

★ Audi A3 : à partir de 119 500 F (1,9 litre diesel) et de 123 500 F (1,8 litre essence).



Le fauteuil-roi a 40 ans

Quarante ans, c'est le bel âge pour devenir un classique : créé en 1956, le fauteuil en bois moulé et cuir noir dessiné par Charles Eames, avec son repose-pieds accordé, son mouvement de bascule et son pied pivotant, a toujours été fabriqué depuis. « Je voulais que le lounge chair ait l'aspect chaleureux d'un gant de base-ball bien patiné », avait dit son auteur, architecte né à Saint-Louis (Missouri) en 1907 et établi à partir de 1941 en Californie avec son épouse, Ray. Ce couple de créateurs - lui avait travaillé avec Eero Saarinen, elle avait étudié avec le peintre Hans Hofmann - allait signer quelques-uns des sièges qui ont marqué le demi-siècle.

Piètements en fil métallique, coques en contreplaqué moulé, ou en résine, ils allaient marier les formes pures nées de leur imagination d'artistes avec les exigences rationnelles de la fabrication en série, grâce à des assemblages de pièces simples, à des articulations minutieuses et à une maîtrise implacable du dessin.

En étudiant séparément, dans des matériaux différents, le confort de l'assise et la stabilité du meuble, ils améliorèrent considérablement les performances, comme on dit aujourd'hui, d'un objet - la chaise - qui fascine les designers par sa fausse simplicité, comme il a excité la virtuosité et la fantaisie des artisans et des ébénistes de toutes les civilisations. Du tabouret au trône impérial, du trépidant au rocking-chair, tout semblait avoir été dit. Le XX^e siècle allait pourtant mettre au pot, avec Breuer et Mies van der Rohe, la chaise sans pied, grâce au métal plié

dérivé des bois formés à chaud du génial précurseur européen Thonet. Les créations de Charles et Ray Eames resteront typées par la légèreté des piétements et les formes arrondies des coques en polyester moulé, en bois moulé, puis en métal et cuir quand il s'agira de sièges de bureau.

Trente mille exemplaires du Lounge Chair sont sortis depuis 1976 des usines de la société suisse Vitra qui avait acquis dès 1957 sous licence les droits auprès du fabricant américain Herman Miller et qui en est devenue le seul détenteur pour l'Europe en 1984. C'était aussi l'histoire d'une rencontre après la guerre entre Ray et Charles Eames et Willy Fehlbaum, alors patron de Vitra, dont le fils Rolf a pris la suite en continuant aussi à se passionner pour le design et l'architecture. Au point d'inviter plusieurs praticiens de premier rang à construire pour l'entreprise, à Weil-am-Rhein, près de Bâle, où l'on peut visiter un musée du design conçu par Frank Gehry. Dans le show-room de l'usine, parmi les meubles et sièges de bureau actuels qui s'en sont équipés les salles de conseil d'administration des sociétés, a été reconstitué, en chapelle votive aux saints dessinateurs des années 50, le studio de Charles Eames. A l'époque où les formes dites scandinaves des années 50 redevenaient à la mode,

leurs chaises basses en teck assoupit à chaud où le dossier séparé semble un véritable reposoir à dos stressé sont dans la note. Le « lounge chair », lui, a acquis ses titres de respectabilité chez les médecins et les architectes (avant la crise) et justifie son prix par la qualité de ses finitions, la finesse de jeu des rotules et des dispositifs qui lui permettent d'accompagner les mouvements de celui qui s'y installe.

L'anniversaire (40 ans pour le « lounge chair », 50 ans pour la Plywood Chair) est aussi l'occasion pour Vitra de faire savoir qu'il fabrique, pour quelques amateurs fortunés, une œuvre dont le prototype fut destiné pour un concours du Musée d'art moderne de New York : c'est une « méridienne » de résine de polyester blanche posée - elle semble en lévitation - sur une fine croisée de fils métalliques et qui s'inspirait d'une statue à la Maillol due à un sculpteur au nom prédestiné : Gaston Lachaise, « Floating Figure » (1927).

Michèle Champenois

★ Exposition « Hommage à Charles et Ray Eames » aux Galeries Lafayette, jusqu'au 9 novembre. Livre-catalogue : 120 F. Modèles présentés et vendus dans le nouvel espace Lafayette Maison : Wire Chair, 2 249 F. Chaise basse (2 871 F) et table basse (3 816 F) de la série « Plywood ». « lounge-chair » composée d'un fauteuil en bois de cerisier sombre (qui a remplacé le peuplier) et cuir noir (23 420 F) et d'un repose-pieds (9 231 F). ★ Les sièges et meubles Vitra sont vendus en permanence à la boutique : 40 rue Violet, 75015 Paris. Tél. : 45-75-59-11. Des modèles réduits (700 F environ) ont été édifiés à l'intention des collectionneurs.

L'Europe c'est maintenant, parlons-en dans les 26 forums régionaux.

Le 15 octobre 1996 à Strasbourg

Le 24 octobre 1996 à Metz

Le 31 octobre 1996 à
Châlons-en-Champagne

Le 7 novembre 1996 à Poitiers

Le 14 novembre 1996 à Basse-Terre

Le 15 novembre 1996 à Fort-de-France

Le 22 novembre 1996 à Cayenne

Le 28 novembre 1996 à Soissons

Le 6 décembre 1996 à Lyon

Le 10 décembre 1996 à Orléans

Le 19 décembre 1996 à Rouen

Le 9 janvier 1997 à Ajaccio

Le 16 janvier 1997 à Limoges

Le 23 janvier 1997 à Montpellier

Le 30 janvier 1997 à Toulouse

Le 6 février 1997 à Rennes

Le 13 février 1997 à Dijon

Le 20 février 1997 à Besançon

Le 27 février 1997 à Lille

Le 6 mars 1997 à Clermont-Ferrand

Le 13 mars 1997 à Nantes

Le 20 mars 1997 à Bordeaux

Le 27 mars 1997 à Paris

Le 3 avril 1997 à Marseille

Le 10 avril 1997 à Caen

Le 17 avril 1997 à
Saint-Denis-de-la-Réunion

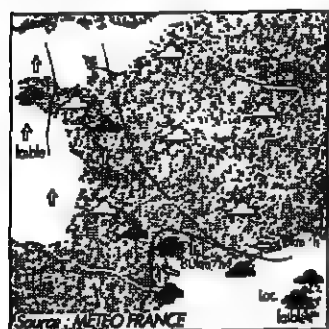
3615
Europe*

► LE MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES EUROPÉENNES
VOUS INVITE À PARTICIPER
AU DIALOGUE NATIONAL POUR L'EUROPE

Temps nuageux à l'Ouest

DIMANCHE MATIN, il pleuvra faiblement dans le Finistère. Dans le reste de la Bretagne, les nuages deviendront de plus en plus nombreux au fil des heures. Le vent de sud soufflera à 80 km/h en rafales près des côtes.

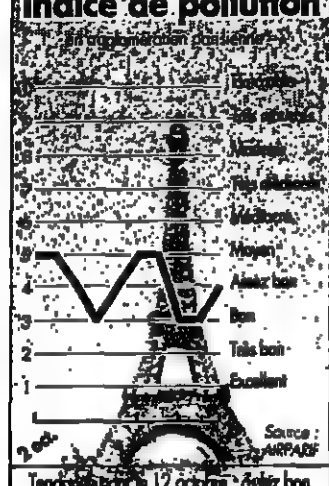
Des Pays de Loire au Poitou jusqu'à l'Aquitaine, les nuages et les éclaircies alterneront, puis le ciel deviendra très nuageux en fin de matinée près des côtes. Du sud du Massif Central au Languedoc-Roussillon, le



Prévisions pour le 13 octobre vers 12h00

La qualité de l'air

Indice de pollution



Tendances pour le 13 octobre : assez bon

temps sera couvert avec de la pluie, localement modérée. Le vent d'autan soufflera à 70 km/h en rafales. En Corse, les nuages seront abondants sur la côte orientale, mais il fera beau sur la côte occidentale.

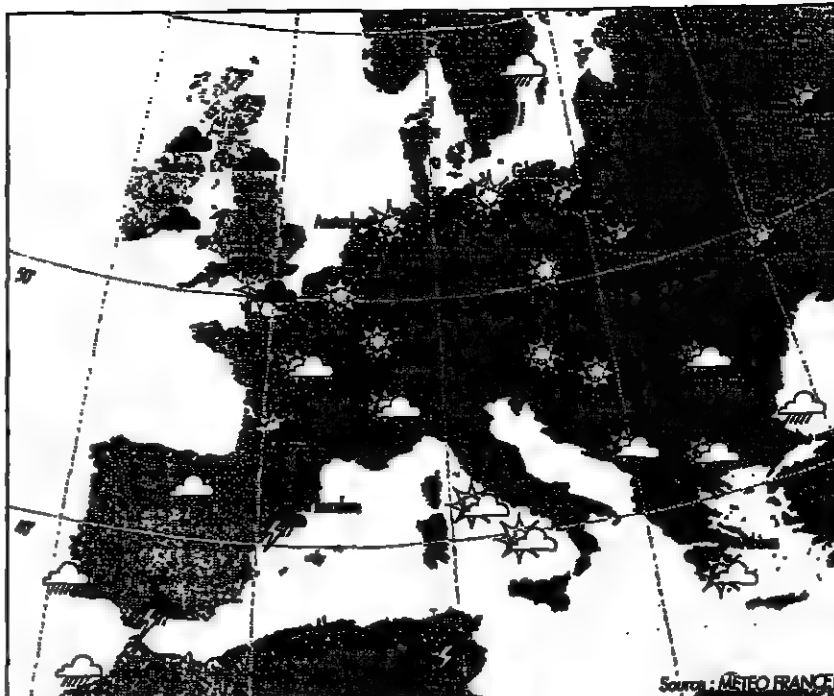
Dans le reste du pays, après dissipation de brouillards locaux, la matinée sera bien ensoleillée. L'après-midi, la pluie gagnera progressivement la Bretagne, avec un vent de sud soufflant fort près des côtes. De la Normandie au Centre jusqu'aux Charentes, au Limousin et à l'Aquitaine, le ciel sera nuageux mais restera lumineux. Les nuages deviendront plus abondants sur ces régions en soirée.

Dans les Pyrénées orientales et du Languedoc-Roussillon au sud du Massif Central, il pleuvra modérément, surtout sur le versant sud du relief. Le vent d'autan se renforcera, pour souffler à 80 km/h en rafales. Sur le pourtour méditerranéen, le ciel sera couvert, avec de la pluie en cours d'après-midi. En Corse, les nuages deviendront plus nombreux avec localement quelques pluies faibles, surtout en fin de journée. Du Nord à l'Île-de-France jusqu'à la Bourgogne, la Franche-Comté et le Nord-Est, le temps sera bien ensoleillé.

Les températures minimales iront de 7 à 10 degrés au Nord et de 11 à 15 degrés au Sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 17 à 20 degrés au Nord et 20 à 22 degrés au Sud.

Lundi, de la Bretagne à la Normandie jusqu'au Centre et à l'Aquitaine, les nuages seront nombreux avec de la pluie. Du Languedoc-Roussillon au Massif Central, les pluies seront fortes. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse, les pluies seront modérées. Du Nord à l'Île-de-France jusqu'à la Bourgogne et à la vallée du Rhône, les nuages seront nombreux avec quelques ondées. Du Nord-Est aux Alpes du Nord, le ciel sera voilé, avec encore une impression de beau temps.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 13 octobre vers 12h00



TEMPÉRATURES du 13 octobre

max/min	max/min
PARIS 23/10	23/10
LYON 23/10	23/10
MARSEILLE 23/10	23/10
NANTES 23/10	23/10
STRASBOURG 23/10	23/10
TOULOUSE 23/10	23/10

HYDROMÉTÉOROLOGIE

max/min	max/min
PARIS 23/10	23/10
LYON 23/10	23/10
MARSEILLE 23/10	23/10
NANTES 23/10	23/10
STRASBOURG 23/10	23/10
TOULOUSE 23/10	23/10

SITUATION le 12 octobre, à 0 heure, temps universel



SITUATION le 12 octobre, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 14 octobre, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 14 octobre, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Le 33^e Salon de l'automobile

APRÈS avoir reçu un nombre de visiteurs qui, sans mériter l'épithète d'astronomique, n'en a pas moins battu les précédents records, le 33^e Salon de l'automobile fermait ses portes dimanche soir.

Succès de curiosité, sans doute, puisque les transactions commerciales en étaient exclues; mais qui prouve bien, une fois de plus, la force psychologique de la machine dans la vie moderne. Chacun ressent le besoin d'utiliser le progrès technique pour mieux lutter, pour accroître le rendement de son travail et profiter pleinement de ses loisirs.

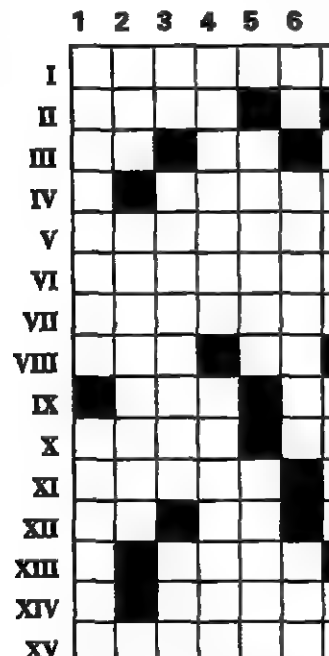
Parmi les centaines de milliers de visiteurs du premier Salon d'après-guerre, quelques-uns, mis à pied depuis 1940, brûlent de revenir à l'automobile. Mais la très grande majorité aspire à y atteindre. Ils ne se sont pas tous livrés à des calculs précis. L'essence est déjà très chère, et les prix des voitures qu'ils pourraient acheter librement, plus tard, restent dans le vague. Peu importe, leur rêve prend déjà une forme. Un jour, des mécanismes augmentent leur mobilité et réduisent leur horizon.

Dans la dure compétition humaine, le temps est un facteur primordial. Tout perfectionnement technique, capable de faciliter ce que les physiologistes appellent la vie de relation, est d'un intérêt évident. C'est en fondant les relations, en développant les moyens de communication et de transport entre les pays, entre les villes, entre les hommes, qu'il est possible d'améliorer l'existence. Un instinct le dicte impérativement. Et, tandis que le dossier des nouvelles demandes d'abonnement au téléphone s'élève chaque jour, les files s'allongent aux guichets du Salon de l'Automobile. (13-14 octobre 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6929

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15



SOS Jeux de mots :

3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 Rhin)

1. Est heureuse ou mauvaise. Change d'un jour à l'autre. Il donne la pelle. - II. Son entretien concerne généralement la bonne. Partie de foin. Fin de participation. - III. Orientation. Chef de chantier. Ferions du foin. - IV. Privé de salaire. Centre de triage. - V. Obtenir par effort. Marâtre. - VI. Poudait en toutes saisons. Groupe d'émigrants. - VII. Serre les dents. Verbe. actif. Négation. - VIII. Abréviations. Partie du pied. Entrain. Fréquente les champs de courses. - IX. Pièce dont le succès dépend pour une bonne part de la claque. Oiseaux. En activité. - X. Est commune. Est indispensable pour relever certains filets. Parfois qualifiés de beaux. - XI. Peut être servie à l'importe quelle heure de la journée. D'un autre. Pour fêter. - XII. Fourchette de manoir. Ne désigne pas l'importe qui. Préposition. Ne passe pas inaperçu. - XIII. En France. Une grande quantité. Terme de médecine. - XIV. Permet de donner à la terre ce que la nature lui refuse séchement. Cuvette. - XV. La promenade des Anglais. C'est pour elle que plus d'un travailleur honnête a fait de la loi.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE Service abonnements

24, avenue du G^e Leduc - 69646 Chassilly Cedex - Tél. : 16 (3) 42-17-32-30.

En France : 1 an 1 890 F, 2 ans 2 086 F, 3 ans 2 960 F

6 mois 1 038 F, 12 mois 1 123 F, 18 mois 1 560 F

3 mois 536 F, 6 mois 572 F, 9 mois 790 F

LE MONDE (ISSN : 0077-7257) is published daily for 500 years + LE MONDE + 21 Mo, rue Claude Bernard

75003 Paris Cedex 05, France, périodique posté par la Poste en France, sous le numéro 1210

POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

For all other countries, send address changes to LE MONDE, 21 Mo, rue Claude Bernard, 75003 Paris Cedex 05, France

HORIZONTALEMENT

1. Est heureuse ou mauvaise. Change d'un jour à l'autre. Il donne la pelle. - II. Son entretien concerne généralement la bonne. Partie de foin. Fin de participation. - III. Orientation. Chef de chantier. Ferions du foin. - IV. Privé de salaire. Centre de triage. - V. Obtenir par effort. Marâtre. - VI. Poudait en toutes saisons. Groupe d'émigrants. - VII. Serre les dents. Verbe. actif. Négation. - VIII. Abréviations. Partie du pied. Entrain. Fréquente les champs de courses. - IX. Pièce dont le succès dépend pour une bonne part de la claque. Oiseaux. En activité. - X. Est commune. Est indispensable pour relever certains filets. Parfois qualifiés de beaux. - XI. Peut être servie à l'importe quelle heure de la journée. D'un autre. Pour fêter. - XII. Fourchette de manoir. Ne désigne pas l'importe qui. Préposition. Ne passe pas inaperçu. - XIII. En France. Une grande quantité. Terme de médecine. - XIV. Permet de donner à la terre ce que la nature lui refuse séchement. Cuvette. - XV. La promenade des Anglais. C'est pour elle que plus d'un travailleur honnête a fait de la loi.

VERTICALEMENT

1. Aux pieds d'Empédocle. Facile à démonter. - 2. Coule en Suède. Chapelles romanesques. - 3. Participe. C'est mal les connaître que de croire qu'ils peuvent se

PARIS EN VISITE

Mardi 15 octobre

LES INVALIDES (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, devant la statue de Napoléon (Odéon).

MARSAIS : maisons d'autrefois (50 F), 10 h 30, place Baudoyer, devant la mairie du 4^e (Paris autrichien).

LE FAUBOURG SAINT-GERMAIN, de la Pagode à Sainte-Clotilde (60 F), 11 heures, sortie du métro Saint-François-Xavier (Vincent de Langlade).

MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ (55 F + prix d'entrée), 11 h 30, 158, boulevard Haussmann (Pierre-Yves Jaslet).

LA RUE DU BAC (50 F + prix d'entrée), 14 heures, sortie du métro Bac (Institut culturel de Paris).

DE SAINT-ETIENNE-DU-MONT à Saint-Médard (50 F), 14 h 30, parvis de Saint-Etienne-du-Mont (Frédérique Jauret).

L'ÉGLISE SAINT-MÉDARD et le quartier Moutonnet (45 F), 14 h 30, devant la façade de l'église (Monuments historiques).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant l'entrée côté place Amand-Carrel (Ville de Paris).

LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, 15, avenue Montaigne (Monuments historiques).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE : exposition sur l'Arménie (50 F + prix d'entrée), 15 heures, 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

DE SAINT-CLOTILDE à Saint-Thomas d'Aquin (60 F), 15 heures, sortie du métro Solferino (Vincent de Langlade).

MARSAIS : hôtels, jardins et place des Voies (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

DU DROUANT AU GRAND VÉROUR : intérieurs de restaurants célèbres (35 F), 16 heures, sortie du métro Quatre-Septembre (Pierre-Yves Jaslet).

MUSÉE CARNAVALET : Paris au

XVIII^e siècle (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE D'ORSAY : visite par thème, les Impressionnistes (36 F + prix d'entrée), 14 h 30 (Musées nationaux).

LE PARC DES BUTTES-CHAUMONT (35 F), 14 h 30, devant

CULTURE

LE MONDE / DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1996

PHOTOGRAPHIE La Barbican Art Gallery de Londres présente jusqu'au 15 décembre la première rétrospective du photographe d'origine allemande Erwin Blum.

menfeld (1897-1969). ● DEUX LIVRES sont publiés parallèlement en France : l'album *Blumenfeld, le culte de la beauté*, qui reprend la plupart des images de l'exposition

avec une analyse de l'œuvre, et *Jadis et Daguerre*, son autobiographie. ● LA MODE est le domaine de prédilection d'un photographe dont l'œuvre est imprégnée des

mouvements dada et surréaliste. On doit également à cet alchimiste des portraits et nus, travaillés dans sa chambre noire, et une étude novatrice de la couleur

● **PAOLO ROVERSI**, un des grands de la photographie de mode d'aujourd'hui, voit en Blumenfeld un artiste qui « a ouvert des portes dans la mode ».

Erwin Blumenfeld, magicien de la chambre noire et alchimiste du blanc

La Barbican Art Gallery de Londres rassemble trois cent cinquante œuvres originales – photographies, dessins, peintures, collages – de l'artiste d'origine allemande et lui offre sa première rétrospective. L'exposition permet de le découvrir au-delà de la mode, qui a fait sa célébrité.

ERWIN BLUMENFELD, Barbican Art Gallery, Barbican Centre, Level 3, Londres. Tél. : 19-44-171-382-71-05, jusqu'au 15 décembre.

« Blumenfeld, le culte de la beauté », de William Erwing, Editions de La Martinière, 256 p., 235 photos, 395 F. « Jadis et D'aujourd'hui », réédition de l'autobiographie de Blumenfeld, Editions de La Martinière, 418 p., 145 F.

LONDRES

de notre envoyé spécial

La dernière soirée de la Barbican Art Gallery de Londres affiche un traitement d'autoportraits d'Erwin Blumenfeld : seul on avec son appareil, nu ou habillé, se regardant dans un miroir, les traits blanchis ou noircis, dessinés en pointillé ou au trait gras, le visage dénoué ou en surimpression, flou ou net, déformé dans une boule de verre, la face et le profil superposés, en clown ou en cadavre grotesque, souriant ou grave... Le visiteur passe d'un visage à l'autre tandis que la voix du photographe résonne, en langue allemande, dominant vie à ses figures.

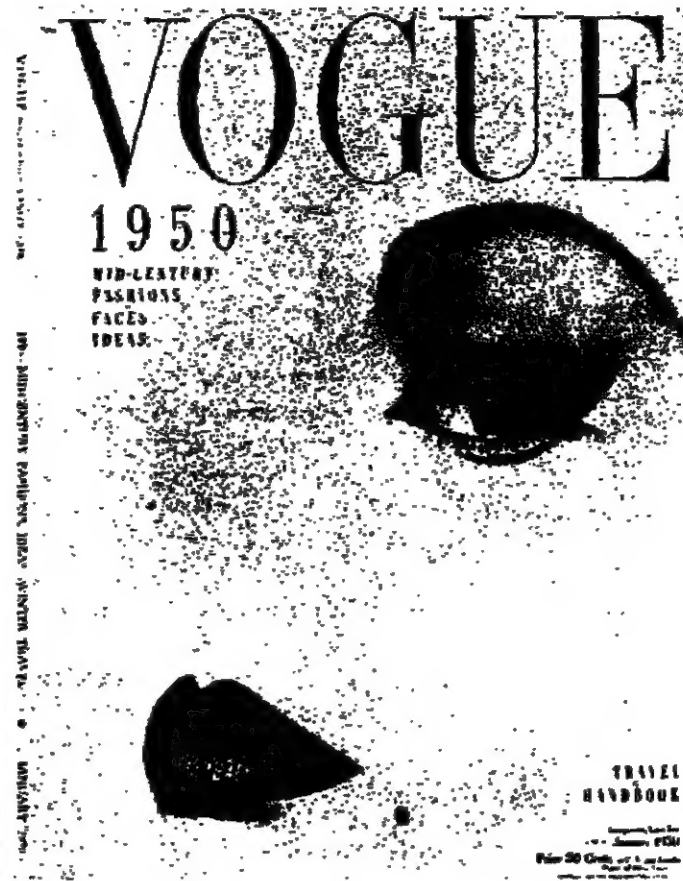
Cette galerie d'autoportraits montre combien Erwin Blumenfeld (1897-1969) a, toute sa vie, été un alchimiste, un magicien de la chambre noire. Des années 30 aux années 60, il n'a cessé d'explorer les pouvoirs de la matière sensible, du positif et du négatif, du noir et blanc et de la couleur, de la forme et de la lumière. Pour montrer une autre réalité, fantastique, troublante, merveilleuse.

DADA ET LA MODE

Trois cent cinquante œuvres originales – photographies, peintures, dessins, collages – sont réunies dans la première rétrospective d'un artiste qui a traversé le siècle. A Paris, on ne se bouscule pas pour l'entreprendre l'exposition – le Centre Pompidou a montré ses « couleurs » en 1982. On se reportera donc sur deux ouvrages qui viennent d'être publiés en France : le bel album, *Blumenfeld, le culte de la beauté* (même si les couleurs sont mal reproduites) et *Jadis et Daguerra*, sa formidable autobiographie, où il est surtout question



Photo sans titre, New York, 1949 (à gauche): « Bû de biche », couverture de « Vogue » (1950), réalisée à partir du premier cliché.



Paolo Roversi :
« Un graphisme
exceptionnel »

Paolo Roversi est le grand alchimiste de la photographie de mode d'aujourd'hui. Il a vu l'exposition de Londres : « *Avec Man Ray, Blumfeldt est le premier à avoir associé l'élégance de la femme à ses recherches expérimentales. Il a ouvert des portes en allant au-delà du vêtement par le cadrage, la couleur et la lumière. Dès ses premières images, on voit qu'il veut jouer. Il y a mille nuances de gris dans ses portraits de femmes, sur le front, le rachis des cheveux, un éclat de lumière sur le nez, la voilette...* En revanche, on voit bien que devant les hommes il n'ose pas. Le résultat tombe parfois à plat, mais les jeux qu'il inventés dans la mode témoignent d'un graphisme exceptionnel. Les images sont sophistiquées et modernes à la fois. Non pas baroques, mais simples, comme un collage cubiste. Sa façon de cadrer les visages, de les couper, de refuser le mouvement du corps, transformer la femme en une nature morte au service de ses expériences. »

la photographie réalisée en extérieurs, imaginée dès 1934 par Martin Munkacsí, reprise ensuite par Louise Dahl Wolfe et Richard Avedon.

Blumenfeld a dénoncé dans son autobiographie ce monde clinquant et faux, de la mode dans lequel il avait l'impression de « se prosterner ». Mais il a plongé dedans. A la fin de sa vie, il a sélectionné ses « cent meilleures photos », qui comprennent peu de mode et beaucoup d'images expérimentales. On y retrouvait un monde beaucoup plus dur, violent, effrayant, qui rejoint celui décrit dans son autobiographie. L'exposition et l'album mettent plutôt l'accent sur « le culte de la beauté ».

Blumenfeld, grand spécialiste du « double » et de l'ambiguïté, aurait aimé ce double visage, entre séduction et répulsion.

Michel Guerrin

La bohème à Berlin. la fortune à New York

- 1897. Naissance d'Erwin Blumenfeld à Berlin.
- 1907. Reçoit son premier appareil photographique.
- 1913. Devenir apprenti dans l'industrie du vêtement féminin.
- 1915. Fréquente, avec Paul Citroën, le Café des Westens, rendez-vous des expressionnistes.
- 1917. Enrôlé dans l'armée allemande en mars.
- 1918. Il s'exile aux Pays-Bas pour rejoindre Lena Citroën, qui deviendra sa femme.
- 1919-1922. Représente le

- trouvement Dada à Amsterdam. Il réalise des collages et dessins. Il ouvre une boutique de maroquinerie.
- 1932. Commence à photographier les clients de sa boutique.
- 1936. S'installe à Paris comme photographe. Portraits de Roussin et de Matisse.
- 1938. Début d'une longue amitié avec le photographe anglais Cecil Beaton, qui lui fait obtenir un contrat pour Vogue.
- 1939. Après un bref séjour à New York, il rentre à Paris et se retrouve interné.

- 1941. S'installe à New York, où il est embauché par le magazine *Harper's Bazaar*.
- 1943. Son photostudio de Hitler est liché, comme propagande, au-dessus de l'Allemagne par les avions américains.
- 1944. Rejoint *Vogue* pour qui il réalise des dizaines de couvertures.
- 1955. Cesse de travailler pour *Vogue*, il entame son autobiographie.
- 1969. Termine son autobiographie. Il choisit ses « cent meilleures photos », le moment d'une crise cardiaque à Rome.

« Maman m'avait appris que l'œil est le miroir de l'âme, » écrit Blumenfeld. Il reste persuadé que, derrière la transparence du verre, se joue une vie d'un autre monde. »

Ses conceptions modernistes, for-

Blumenfeld bannissait l'improvisation et sortait rarement de son atelier qui dominait Central Park. Il passait directement du studio de prise de vue à la chambre noire, pouvant tirer trente à cinquante variantes d'un même cliché. En ce sens, il est le meilleur représentant, avec Man Ray, d'une photographie construite que l'on peut opposer à

RENDEZ-VOUS
DES ARTS

AVANT-PRÉMIÈRE D'UN MUSÉE
le Musée d'art contemporain de Gand »»» Institut néerlandais
œuvres de Beuys, Broodthaers, De Cordier, Dumas, Fabro, Gilbert & George,
Kelly, Koonellis, Leroy, Muñoz, Nauman, Panamarenko, Raynaud, Schönte,
Vitch, Wexel, e.a. Lj. de 13h à 19h, sauf le lundi 121, rue de Lille 75007 Paris
»»» Assemblée nationale 12 septembre »»»»»»»»»»»»»»»» 27 octobre 1996

 **Espace Turquais**
FRANCO-JAPONAIS
8110 Passage Turquais
75071 PARIS

Festival de MUSIQUE et de DANSE

18/16 oct. 20h Musique et Danse Sutch
18 oct. 20h Concert de Koto
19 oct. 20h Danse "Bugei"
23 oct. 20h Théâtre Synthétique
23h Musique contemporaine
"Le Monde de K. Ishiguro"
27 oct. 7h Idem.

Réservations : 01.43.48.83.64
Tarifs : 70 F / 50 F / 40 F

Iwona Buczkowska
"propositions d'architecture moderne"
école spéciale d'architecture, 254 bd. Raspail, 14^e
du 14 au 31 octobre 1996 (sauf week-end).

J.F. DEVAUD
peintures, dessins
10 octobre - 2 novembre 96
GALERIE ALIAS
6, rue des Contaires St-Gervais
75003 Paris - Pres du Musée Picasso

**MUSÉE MŰCSARNOK
BUDAPEST**

JEAN MIOTTE
Exposition rétrospective

15 octobre
10 novembre 1986
Budapest XIV, Dózsa György Út 37

GALERIE ALAIN MARGARON
ATILA
24 septembre - 26 octobre 1996
5, rue du Perche - Paris 3e

19 septembre - 27 octobre 1996

Dessiner la nature

dessins et manuscrits des Bibliothèques de France ^{xv^e} - ^{xviii^e} - ^{xix^e} siècles

FONDATION ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
espace électra
6, rue Récamier 75007 Paris
Ouverture tous les jours
de 11h30 à 18h30 sauf le lundi
entrée 20 F

Chaque semaine retrouvez "LE RENDEZ-VOUS DES ARTS", pour vos annonces publicitaires contactez le ☎44.43.76.20 - (Fax : 44.43.77.31)

La collection a vingt ans, mais n'a pas ses propres murs

des Haïles, Tr.; Rex, 2° (37-10-50-03)
14 Juillet Odeon, (r.) (43-25-59-83)
rés. 40-30-20-10; UGC Montpar-
nasse, (p.) Gaumont Marignan, s.
(rés. 40-30-20-10) George-V, s.
Gaumont Opéra Français, 9° (47-70-
33-88; rés. 43-43-04-07); Les Na-
tional, 12° (43-43-04-07; rés. 40-30-
20-10) UGC Opéra, 10° (43-43-04-07);
mém. Gobelins Favette, 13° (47-47-
55-88; rés. 40-30-20-10); Gaumont
Alésia, 14° (43-27-84-50; rés. 40-30-
20-10); UGC Convention, 15°; Pathu-
Wepler, 18° (rés. 40-30-20-10).

BIENVENUE DANS L'ÂGE INGRAT
(A. v.o.): UGC Forum Orient Expres, 1°
(43-37-57-47); Le Balzac, 5° (43-61-60-10)
CHACUN CHEROISE SON CHAT (Fr.)
UGC Forum Orient Expres, 1°; 14
Juillet Parnasse, (r.) (43-28-58-00)
Cinôches, (p.) (46-39-10-82).

CHRONIQUE ÉCUMÉNIQUE (Hol.)
v.o. Studio des Ursulines, 5° (43-37-
26-19-09).

COMMENT JE ME SUIS DISPUTÉ
(Fr.): Les Trois Luxembourgs, (p.) (46-
39-77-77; rés. 40-30-20-10).

CRASH (r.) (Can., v.o.): Epée de
Bois, 5° (43-37-57-47); Cinôches, 6°
(46-33-10-82).

LE CRI DE LA SOIE (Fr.): Epée de
Bois, 5° (43-37-57-47); Saint-Antoine
des-Arts, 1° (43-28-48-18); Les
Montparnasse, 14° (39-17-10-00; rés.
40-30-20-10).

LES FEMMES D'OPERA (Belg. v.o.): res.

d'Ailleurs, 5^e (45-87-18-09).
DEAD MAN (A., v.o.): Chocros, 6
(46-33-10-82).
DÉCROCHE LES ÉTOILES (A., v.o.)
Gaumont les Halles, 1^{er} (40-39-99-
40); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Par
nasse, 6^e (43-26-58-00).
DENISE AU TÉLÉPHONE (A., v.o.)
Épée de Bois, 5^e (43-37-57-44).
LES DERNIERS JOURS D'EMMANUEL
Kant (Fr.): Lucernaire, 6^e (45-44-
57-34).
L'ÉVÈLE (Fr.): 14-Juillet Haute-
feuille, 6^e (46-33-79-38); L'Entre-
pot 14^e (45-43-41-63); Sept Parmasi-
ens, 14^e (43-20-32-62).
ENCORE (Fr.): UGC Cine-Cité les
Halles, 1^{er}; Le Saint-Germain-des-
Prés, 1^{er}.

les Halles, 1^{re}; Reffet Mécènes, salle
Lautre-Jouvet, 4^e (43-54-42-34); Pu-
blifics Champs-Élysées, 4^e (47-70-26-
23); rés. 40-30-20-10; Sept Parmas-
siens, 14^e (43-20-32-20).
LES NOUVELLES AVENTURES DE
WALLACE ET GROMIT (Brit., v.o.)
Lucernaire, 6^e (45-44-57-34).
L'AMOUR, L'ART ET LA MORT (Fr., v.o.)
88^e; Reffet Mécènes, 1^{re} (43-54-42-
34); Elysées Lincoln, 4^e (43-55-36-
34); Gaumont Parnasse, 14^e (rés. 40-
30-20-10).
PHÉNOMÈNE (A., v.o.): UGC Ciné-
ché les Halles, 1^{re}; Gaumont Ma-
rignan, 8^e (rés. 40-30-20-10); UGC
Mécènes, 6^e; v.f.: UGC Montpar-
nasse, 6^e; Paramount Opéra, 9^e (47-
42-56-31); rés. 40-30-20-10; UGC
Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse,
14^e (rés. 40-30-20-10).
PONETTE (Fr.): Gaumont les Halles
1^{re}; UGC Cinéché les Halles, 1^{re}.
Gaumont Opéra Impérial, 2^e (47-70-
33-88; rés. 40-30-20-10); L'Arle-
quin, 6^e (45-44-28-80; rés. 40-30-20-
10); Gaumont Ambassade, 8^e (43-
59-19-08; rés. 40-30-20-10); Majes-
té Bastille, 11^e (47-00-02-48; rés. 40-
30-20-10); UGC Ulysse, 12^e.
Mirmale, 14^e (39-17-10-00; rés. 40-
30-20-10); Mistrall, 14^e (39-17-10-00
rés. 40-30-20-10).
LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André
des-Arts, 1^{re} (43-26-68-18).
RICHARD III (A., v.o.): Lucernaire
14^e (45-44-57-34).
RIDICULE (Fr.): Lucernaire, 6^e (45-
44-57-34); Elysées Lincoln, 4^e (43-
55-36-14).
LES ROIS DES AULNES (Fr.-All., v.o.)
Gaumont les Halles, 1^{re} (40-39-39-
00; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet
Cinéma, 14^e; Gobelins, 13^e; Gaumont
40-10-10; Gaumont Ambassade, 8^e
(43-59-19-08; rés. 40-30-20-10)
George-V, 8^e; UGC Lyon Bastille
12^e; Sept Parisiens, 14^e (43-20-32-
20-10; v.f.: Gaumont Opéra Français
9^e (47-70-33-88; rés. 40-30-20-10);
Ulysse, 12^e; UGC Ulysse, 12^e (47-
47-55-88; rés. 40-30-20-10).
Gaumont Parnasse, 14^e (rés. 40-30-
20-10); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-
84-50; rés. 40-30-20-10); Gaumont

bourg, 3* (42-77-14-55).
LE MYSTÈRE PICASSO (Fr.): 14-Juil-
 let Parmasse, 6* (43-26-58-50).
THE BITTER TEA OF GENERAL YE
 (A. v.o.): Action Christine, 6* (43-
 29-13-30).
UNE FEMME SANS INFLUENCE (A.
 v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-
 77-14-55).
Studio Galande, 5*
 26-94-08; rés. 40-30-20-10).

LES SÉANCES SPÉCIALES

CONTES IMMORAUX (**) (Fr.): Ac-
 catone, 5* (46-33-85-86) dimanche
 21 h 30.
LES DAMNÉS (*) (It.-A. v.o.): Ac-
 catone, 5* (46-33-85-86) dimanche
 21 h 30.
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis-Fr.
 v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-
 77-14-55) dimanche 11 h 25.
LA GRANDE VILLE (Ind. v.o.).
 14-Juillet Beaubourg, 3* (42-77-14-55)
 dimanche 11 h 15.
IT IS SWEET (Brit. v.o.): Studio des
 Ursulines, 5* (43-26-19-09) sa-
 medi 18 h, dimanche 14 h, 19 h 30.
MINNIE AND MOSKOWITZ (A.
 v.o.): Images d'ailleurs, 5* (43-87-
 16-21) samedi 18 h.
TAKED (Brit. v.o.): Studio des
 Ursulines, 5* (43-26-19-09) samedi
 21 h 45, dimanche 23 h 30.
LA PARTY (A. v.o.): Reflet Médici-
 ne, 5* (43-54-42-34) dimanche
 12 h, 5* (43-54-42-34) dimanche
 12 h 05.
**LA MALE AVEC L'AMOUR ET LA
 MORT** (A. v.o.): L'Entrepôt, 14*
 (45-43-41-63) dimanche 14 h, 16 h
 18 h.
QUAND LA VILLE DORT (A. v.o.):
 L'Entrepôt, 14* (45-43-41-63) samedi
 16 h 15, 18 h 30.
ROSE COUPURE DU CAIRE (A.
 v.o.): L'Entrepôt, 15* (45-54-46-
 85; rés. 40-30-20-10) samedi 20 h.
LE SACRIFIÈRE (Fr.-Su. v.o.): Ac-
 catone, 5* (46-33-85-86) samedi
 18 h 20.
**SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SO-
 DOMÈ** (*) (It. v.o.): Accatone, 5*
 (46-33-85-86) dimanche 18 h 20.
SATYRICON (Fr.-A. v.o.): Accatone, 5*
 (46-33-85-86) dimanche 17 h 10.
LES STATUES MEURENT AUSSI (Fr.)

Pittsburg (1993), de Michael
boulet et Pierre Léon, 21 h 30
Eclipse (1994), de Jeremy Podes
22 h.

**GALERIE NATIONALE
DU JEU DE PAUME**
(47-03-12-50)
DIMANCHE
Paris perdus (1982), de Bernard J
ligre, 17 h; **Roland Barthes (198**
de Jean-Philippe Collin, 15 h.

FESTIVALS
AKIRA KUROSAWA, HUMANIS
ÉPIQUE (v.o.), Studio des Ursulines

20 h 45: **LES HITCHCOCK (v.o.)**,
Champo-Empe Jacques-Tati, 5 (54-51-60). *La Loi du silence*,
sam. 16 h 05, 20 h 10; *Le Grand Alibi*,
dim. 12 h, 16 h 05, 20 h 10; Mais c'est
à tuer! *Harry T.*, lun. 12 h, 16 h 05;
La Loi du Silence, mar. 12 h, 16 h 05, 20 h 10.

ARTHAUX ERIC MONTANT,
Cortinaudon, 17 (40-20-52-9)
Cours pour tuer, sam. 18 h; *La Di-
nèrie Chasse*, sam. 20 h 30;
Cours de tirailleurs, dim. 16 h;
Monde perdu, dim. 19 h; *Au f-
sard*, Balthazar, lun. 20 h 30.

**AU-DELÀ DU VISHÉ-SALLE JEAN
RENOUÉ**, Centre Pompidou, Cinéma
du Musée, Studio 5, 144-77
Cours pour tuer, sam. 18 h; *La Di-
nèrie Chasse*, sam. 20 h 30.

35F. *Les deux sœurs*, 17 h.
INFINITÉS, 17 h.
LE VILLAGE MILIEU DU MONDE
 RÉPUBLIQUE, La République,
 (48-05-51-33), *Kaléa*, l'héritage
 griot, dim. 13 h 30; Courts M
 tranges, lun. 18 h.; Jeunes réal
 teurs d'Afrique noire francophon
 mar. 15 h 30; Musique et cham
 us de Belhair, mar. 21 h.
BILLY WILDER (v.o.), Action Ch
 tie, 6 (43-29-21-30), La G
 connière, sam. 16 h 30, 19
 21 h 30; *Sunset Boulevard*, di
 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Témo
 à charge, lun. 14 h, 16 h 30, 19
 21 h 30.
CINÉMA POUX FRANÇOIS BAC

Boris Pergamentchikov,
Lars Vogt
Violoncelle russe vivant en Allemagne. Pergamentchikov est un charismatique de plus en plus recherché. Cette fois-ci, il fait équipe avec Lars Vogt, qui est déjà beaucoup plus qu'un jeune espoir du piano allemand.

Beethoven : Variations pour violoncelle et piano sur « Ein Mädchen oder Weibchen » de La Flûte enchantée. Komarov : *Triptychon.*
Brahms : Sonate pour violoncelle et piano op. 99.
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}, 12 h 45, le 14. Tél. : 40-28-28-40, 50 F.

Quatuor Manfred
Installés à Dijon, les quatre jeunes musiciens du Quatuor Manfred réalisent là-bas un travail admirable de diffusion. Mais ils sont avant tout l'un des quatuors les plus inspirés de notre époque.

Schoenberg : Verklärte Nacht.
Marc Desmons (alto), Bertrand Raynaud (violoncelle).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 16^e, M° Passy, 19 heures, le 14. Tél. : 42-30-15-16-30 F.

Kevin Coyne
 Troubadour neurasthénique dans la lignée des Nick Drake et autres Tim Buckley, Kevin Coyne cisele des mélodies boisées qui transportent à la campagne une fantaisie pessimiste. Discret et confidentiel, il mérite pourtant qu'on s'attarde sur ses chansons intimes. *Massy (91). Centre culturel Paul-Baillairat, 6, allée du Québec.*
 21 heures, le 12. Tél. : 69-20-57-04.

Kitsou Dubois
Seule chorégraphie au monde à avoir participé à neuf vols de simulation à bord de la caravelle Zéro G du Centre national d'études spatiales. Sa mission était d'aider les astronautes à régler leurs problèmes d'apesanteur au moyen de techniques de danse. Kitsou Dubois a tiré une chorégraphie de cette expérience qu'elle présente dans le cadre de « La Science en fête », à La Villette.

Grande Halle de La Villette (salle Boris-Vian), 21, avenue Jean-Jaurès, Paris 19 • M° Porte-de-Pantin.
21 heures, le 12 • 16 heures, le 13.
Tél. : 40-05-72-99 et 81-28. Entrée libre.

NOUVEAUX FILMS

BREAKING THE WAVES (*)
Film danois de Lars von Trier
14-Juillet Beauboulogne, 1^{re} (40-39-74-14); 14-Juillet Bastille, 1^{er} (42-77-14-14); 14-Juillet Hauteseulle, 6^e (46-33-79-78); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Champs-Elysées, 6^e; Max Linder Panorama, 5^e (48-24-88-88) ; rés. 40-30-20-10; UGC Opéra, 8^e; 14-Juillet Bastille, 1^{er} (42-77-14-14); 14-Juillet Escorial, 1^{er} (47-02-28-04) ; rés. 40-30-20-10; Métrol, 14^e (39-17-10-10); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Biennede Montparnasse, 15^e (39-17-10-10); rés. 40-30-20-10; UGC Maillot, 17^e; Patbé Wepler, 18^e (rés. 40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, 19^e (rés. 40-30-20-10).

CAMELEON
Film français de Benoît Cohen
UGC Ciné-city les Halles, 1^{re}; Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-19); George-V, 8^e; UGC Lyon Bastille, 14^e (72-72-72-72); Sept Parvenues, 14^e (40-30-32-32); 14-Juillet Bastille, 15^e.

LES ENFANTS DE LA MER
Film islandais de Fridrik Thór Fridriksson
V.O. L'Entreptôt, 14^e (43-43-41-63).

LE JAGUAR
Film français de Francis Veber
Gaumont les Halles, 1^{re} (40-39-39-39); 14-Juillet Hauteseulle, 2^e (39-17-10-10); UGC Montparnasse, 2^e; UGC Odéon, 6^e; Gaumont Ambassade, 8^e (43-59-19-08); rés. 40-30-20-10; Publicis Champs-Elysées, 8^e; 14-Juillet Beauboulogne, 10^e (40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-87-35-43); 14-Juillet Hauteseulle, 10^e; UGC Opéra, 10^e (43-87-35-43); 14-Juillet Bastille, 10^e; 14-Juillet Opéra, 11^e (43-70-38-38); rés. 40-30-20-10; Les Nation, 12^e (43-43-43-43); 14-Juillet Hauteseulle, 12^e (40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Faubourg, 13^e (47-57-55-58); rés. 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14^e (rés. 40-30-20-10); Gaumont Alésia, 14^e (43-27-84-50); 14-Juillet Hauteseulle, 14^e (39-17-10-10); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15^e (48-28-42-27); rés. 40-30-20-10; Majestic Passy, 16^e (42-24-46-24); rés. 40-30-20-10; UGC Maillot, 17^e; Patbé Wepler, 18^e (rés. 40-30-20-10); Patbé Wepler, 18^e (rés. 40-30-20-10); 14 Juillet-sur-Seine, 19^e (rés. 40-30-20-10); Le Gambetta, 20^e (46-36-10-96); rés. 40-30-20-10.

RONDE DE FLUCS A PEKIN
Film chinois de Ning Ying
14-Juillet Beauboulogne, 3^e (42-77-14-14); Le Quartier Latin, 5^e (43-43-43-43); Le Balzac, 5^e (45-61-10-10).

LUNE VIE NORMALE
Film britannique d'Angela Pope
V.O. UGC Ciné-city les Halles, 1^{re}.

14-Juillet Beaubourg, 3^e (42-77-14-15); 13-Juillet Odéon, (43-25-59-13); rés. 40-30-20-10; UGC Récit, (43-25-59-13); UGC Ambassade, (43-59-10-08); rés. 40-30-20-10; George-V, 8^e; Gaumont Opéra français, 3^e (47-70-33-88); rés. 40-30-20-10; 14-Juillet Bastille, 11^e (47-57-90-81); Gaumont Gobelins avenue, 13^e (47-07-55-88); rés. 40-30-20-10; Gaumont Alésia, 14 (43-25-59-13); 14-Juillet République, 13^e (47-57-90-81); et Baugrenelle, 15^e (45-75-79-15); 4-Juillet-sur-Seine, 19^e (48-30-20-10).
WALKING & TALKING
 film américain de Nicole Holafner
 14-Juillet UGC Forum Orient Express, 1^{re}; 13-Juillet UGC Luxembourg, 6^e (46-33-97-77); rés. 40-30-20-10; Élysées Lénine, 8^e (43-59-36-14); 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81); Gaumont Grand Ecran Italie, 13^e (45-80-77-77); rés. 40-30-20-10; Sept Partis, 13^e (45-80-77-77); 14-Juillet République, 13^e (47-57-90-81); 14-Juillet Gambetta, 20^e (46-35-10-96); rés. 40-30-20-10.

TOUTE VITESSE (Fr.) : UGC Ciné-
tât les Halles, 1^{re} ; Épée de Bois, 5
(43-37-57-47) ; UGC Odéon, 6^{re} ;
Georges, 7^{re} ;
**UN COMTE, UN COMMENT ÇA VA AVEC
ÇA DOULEUR ? (Fr.) :** Saint-André-
des-Arts, 1^{er} (43-26-30-25).
UNNNNNN OÙ (Fr.) : Gaumont les Halles
(43-39-59-49) ; rés. 40-30-20-10 ;
Gaumont Royal, 1^{er} (46-33-39-33-
38) ; Gaumont Ambassade, 8^{re} (43-
39-19-08) ; rés. 40-30-20-10.
UN APPARETTEMENT (Fr.) : UGC Ciné-ci-
tât les Halles, 1^{re} ; Bretagne, 6^{re} (39-
10-00-00) ; rés. 40-30-20-10 ;
Gaumont Montparnasse, 1^{er} ; UGC
Lormandie, 8^{re} ; Paramount Opéra,
8^{re} (47-42-56-31) ; rés. 40-30-20-10 ;
Majestic Bastille, 1^{re} (47-00-02-48) ;
rés. 40-30-20-10 ; UGC Gobelins,
1^{er} ; Mistral, 14^{re} (39-17-10-00) ;
rés. 40-30-20-10 ; Gaumont Royal, 1^{er} ;
Gaumont Opéra, 8^{re} (48-27-27-27)
1^{er} ; UGC Ciné-citâ les Halles,
1^{re} ; UGC Ciné-citâ les Halles,
1^{re} ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e
47-17-70-33-88 ; rés. 40-30-20-10 ;
Saint-André-des-Arts, 1^{er} (43-26-26-
26) ; La Pagode, 7^{re} (rés. 40-30-20-
20-10) ; Gaumont Royal, 1^{er} (45-
19-19-08) ; rés. 40-30-20-10 ; La Bas-
selle, 1^{re} (43-47-48-60) ; Gaumont
Grand Ecran Cinéma, 1^{re} (45-80-77-
77) ; rés. 40-30-20-10 ; Gaumont
Ambassade, 14^{re} (rés. 40-30-20-10) ;
Gaumont Alésia, 14^{re} (43-27-84-30) ;
rés. 40-30-20-10.
UN VOYAGE EN L'ÉTRANGER (Brit.) : UGC
Rivoli Orient Express, 1^{re} ;
BEL ET BEL 1914 (Fr.) : L'Entrepi-
tât (45-43-41-63).
UNE BELLE VERTÉ (Fr.) : UGC Ciné-ci-
tât

Prés, Salle G. de Beauregard, 9° (42-22-27-33; rés. 40-30-20-10); UGC Montparnasse, 9°; UGC Odéon, 9°; UGC Balzac, 9° (42-51-10-10); UGC Opéra, 14°; Bastille, 14°; Opéra, 14°; Bastille, 14°; Escorial, 13° (47-07-28-04; rés. 40-30-20-10); Mistral, 14° (39-17-10-10; rés. 40-30-20-10); 14°; Ugué Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); Pathé Wepler, 18° (rés. 40-30-20-10); 14°; Juliette-Selma, 19° (42-22-27-33; rés. 40-30-20-10); FARGO (*) (A...): UGC Ciné-Club des Halles, 13°; 14°; UGC Odéon, 9° (43-25-59-83; rés. 40-30-20-10); Ugué Marignan, 8° (rés. 40-30-20-10); UGC Triomphe, 8°; Gaumont Opéra Français, 9° (47-70-33-88; rés. 40-30-20-10); Bastille, 14° (43-07-48-60); Gaumont Opéra, 14°; Ugué Rodin, 13° (47-07-58-88; rés. 40-30-20-10); Gaumont Alsia, 14° (43-27-84-50; rés. 40-30-20-10); Sept Parapluies, 14° (43-20-32-20); Bienvenue Montparnasse, 15° (39-17-10-10; rés. 40-30-20-10); Pathé Opéra, 14°; Gaumont Opéra, 14°; Gaumont Convention, 15° (43-28-42-27; rés. 40-30-20-10).

[illegible]

Convention, 15^e (48-28-42-27; rés.
40-30-20-10); Pathé Wepler, 18^e
(rés. 40-30-20-10); La Gambetta, 20^e
(46-38-10-96; rés. 40-30-20-10);
Le Progrès, 21^e (48-30-20-10);
place Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49).
VÉRÉTÉS ET MENSONGES (Brit.-
U.S.): UGC Ciné-city des Halles, 1^{re}
Gaumont Opéra Impérial, 2^e (47-70-
33-88; rés. 40-30-20-10); 14-Juillet,
Raubourg, 3^e (42-77-14-55); 14-Juillet
Hafreville, 4^e (46-33-79-18);
5^e; UGC Danton, 6^e; UGC Me-
rjannaise, 6^e; La Pagode, 7^e (rés. 40-
30-20-10); Gaumont Champs-Élysées, 8^e
(43-59-04-67; rés. 40-30-20-10);
La Bastille, 11^e (43-07-48-60); Les Nations,
12^e (43-43-04-67; rés. 40-30-20-10); Gaumont Gobelins,
13^e (43-43-04-67; rés. 40-30-20-10);
Mistral, 14^e (39-17-10-00); Rés.
40-30-20-10; Sept Parnassiens, 15^e
(40-32-32-20); 14-Juillet Beauvilliers,
16^e (45-75-79-75); Majestic Passy, 18^e
(42-24-46-24; rés. 40-30-20-10); UGC Maillot, 17^e; Pathé
Wepler, 18^e (rés. 40-30-20-10); 14-Juillet
Hafreville, 19^e; Saint-Lazare-Boulevard,
20^e.

(43-37-35-43; rés. 40-30-20-10).
UGC Opéra, 9; UGC Gobellins, 13;
Gaumont Parnasse, 14^e (rés. 40-30-20-10); Gaumont Convention, 15^e (rés. 40-30-20-10); Le Gai Babet, 16^e (rés. 40-30-20-10); Gaumbetta, 20^e (46-35-10-96; rés. 40-30-20-10).
THE ADDICTION (A. v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).
THE CLOSET (A. v.o.): 14-Juillet Reaubourg, 3 (42-77-14-55).
THE VAN (Brit. v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{er}; *Èpée de Bois*, 5 (43-37-57-47); Les Trois Luxembourgeois, 6 (43-37-57-47); Le 20-10-10; Lucernaire, 9 (45-44-57-34); *ULTIME V*, 8^e (A. v.o.): Gaumont des Halles, 1^{er} (40-39-99-40); Les Trois, 14 (rés. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (rés. 40-30-20-10); Le 20-10-10; SUSPENSE (A. v.o.): Cinoches, 6 (46-33-10-82).
LES VOLEURS (Fr.): UGC Forum Orient Express, 1^{er}; 14-Juillet Odeon, 6 (43-25-59-83); 40-30-20-10; (rés. 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14^e (rés. 40-30-20-10).
NIGHT IS FALLING (Can. v.o.): Lucernaire, 9 (45-44-57-34).
WITTENSTEIN (Brit. v.o.): Lucernaire, 9 (45-44-57-34).

LES REPRISES

ADORABLE VOISINE (A. v.o.): Action Ecole, 5 (43-25-72-07).
BRILLISSIMA (It. v.o.): Grand Académie, 14 (rés. 40-30-20-10).
LES CRIMINELS (A. v.o.): Action Ecole, 5 (43-25-72-07).
EPIDEMIC (D. v.o.): 14 Juillet Reaubourg, 3 (42-77-14-55).
A JETÉE (Fr.): 14-Juillet Beau-

CENTRE GEORGES-POPIDOU
SALLE GARANCE (42-79-37-29)
DIMANCHE
 Le Chénua turc : *L'Espoir* (1970, v.o. t. f.), de Yilmaz Güney, 14 h 30 ; *Nez l'asse pas sûr sur un cerf volant* (1980, v.o. s. t. f.), de Tunç Başaran, 17 h 30 ; *La Terre brûlante* (1973, v.o. s. t. f.), de Feryal Zorlu, 20 h 30.
LUNDI
 Le Chénua turc : *L'amour plus froid que la mort* (1995, v.o. s. t. f.), de Canan Gerede, 14 h 30 ; *Robert : Movie* (1990, v.o. s. t. f.), de Canan Gerede, 17 h 30 ; *Seyit Halil* (1998, v.o. s. t. f.), de Yilmaz Güney, 20 h 30.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
 2, Grande Galerie, porte Saint-André, Forum des Halles (44-76-63-00)
DIMANCHE
 Les Rencontres internationales de

dénia à Paris : Le Nid (1993), d'Alvares Freimanis, 14 h; *Marian* (1996), de J. S. Confalonieri, 14 h; *Vladimir et Véra*, 14 h 30; *The Conjurators*, 14 h 30; *Le Plaisir* (1996, v.o. s. t. f.), de Jan Svankmajer, 17 h; *Y aura-t-il de la neige à Noël?* ? (1996), de Sandrine Veysset; *L'accordéon de Tulle*; Le programme des courts métrages, 19 h 30; *Le petit riboulet de Pierd'Aem*, 19 h 30; Programme de courts métrages; *Amour bestial* (1995, v.o. s. t. f.), d'Ulrich Seidt, 22 h.

LUNDI

Les Rencontres Internationales de cinéma à Paris : Kaita, l'héritage du griot, 19 h 30; *Edgore* (1986, de Jerrel Mowdeslaw, 14 h 30; *Marian* (1996, v.o. s. t. en compétition), de Petr Vavala, 16 h; *Le Nid* (1993, v.o. s. t. f.), d'Alvares Freimanis, 16 h 45; Programme de courts métrages, 19 h 30; *Le Nid* (1993, v.o. s. t. f.), d'Alvares Freimanis, 19 h 45; *Amour* (1996), d'Eliane de Latour, 19 h 45; *Five* (1995), de Chris Marker, 20 h 15; *La Croisière* (1970, v.o. s. t. f.), de Marek Piłowski, 21 h 30; *Pous-sières d'amour* (1996, v.o. s. t. f.), de Werner Schroeter, 22 h.

MARDI

Les Rencontres Internationales de cinéma à Paris : La Murciatola Mancarelli, 19 h 30; *Le Nid* (1993, v.o. s. t. f.), d'Alvares Freimanis, 19 h 45; *Le Biographe d'un jeune acrobate* (1994, v.o. s. t. f., sélection Gorge et Rats Sadou), de Natasyabdy Narymbetov, 14 h 30; *Ne nous pas sans me dire où tu vas* (1995, v.o. s. t. f.), d'Elise Subias, 19 h 45; Programme de courts métrages; *Le Moindre des choses* (1996, de Niko Poulakis, 19 h 45); *Kaita*, l'héritage du griot, 19 h 30; *L'accordéon de Tulle*; Le programme

18 h 15, 22 h 10. *Champs-Élysées*, Croissant
sant. 18 h 05, 22 h 30, mar. 14 h
18 h 05, 22 h 10.

CYCLE MARK BROTHERS (v.o.),
Champo-Empire, Jacques-Trit, 5 (4-34-51-60).
54-51-60. *Une nuit à Casablanca*, 12 h 15, 22 h 15; *Plumes de cheval*, 12 h 15, 22 h 15; *Le Soupe au canard*, 12 h 15, 22 h 15.

ROTHIER, Le Champo-Empire, Jacques-Trit, 5 (4-34-51-60).
Jacques-Trit, 5 (4-34-51-60).
Genou de Claire, mar. 12 h 5, 22 h 15.
12 h 55, 20 h, 22 h; *Ma nuit chez Maud*, lun. 12 h 55, 15 h 55, 22 h 15, 22 h 15, 22 h; *Le Marquis d'O*, sam. 12 h 55, 17 h 55, 20 h, 22 h 15, 22 h 15; *Le Marquis d'O*, dim. 12 h 55, 17 h 55, 20 h, 22 h.

FESTIVAL MORETTI (v.o.), Ref. 10.
Medias 7, 5 (4-34-42-34). *Songes d'oro*, mar. 12 h 10.

FRANK CAPRA (v.o.), Mac-Mahon
17* (43-29-79-89). *New York-Manhattan*, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Arsenal*, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; *Le Capitaine Corcoran*, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h 30, lun. 16 h 30, 19 h, 21 h 30, 23 h 15, 23 h 15, 23 h 15, 23 h 15, 23 h 15, 23 h 15.

LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIQUE

La République, 11* (48-50-51-53)
Mabrouk Mabrouk lun. 22 h 30
MAÏ mar. 14 h 15
MÉNEMÉ Presque, Musée d'Orsay, du
 torium, 7* (40-45-49-69), Le Maître
 de poste, sam. 16 h; Le Chemin d'
 banquier, dim. 14 h; Le Tailleur d'
 Torjok, dim. 16 h.
MÉTROPOLIS RETROUVEU (v.o.), 6*
 18 h 15
MOÏSE Panthéon (ex-Rex-Paris) (v.o.), 5*
 théon, 5* (43-54-15-04), Miss Oxy-
 sam. 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le
 Contes des chrysanthèmes, tard
 dim. 13 h 50, 16 h 30, 19 h 15
MUR 13 h 50, 16 h 30, 19 h 15
 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le
 Femmes de la nuit, mar. 14 h, 16 h,
 18 h, 20 h, 22 h.
QUINZAINE DU CINÉMA FRANCO-
PHONE, Centre Wallonie-Bruxelles
 20 h 30; 17 h 15-16 h, La Promesse, lun.
 20 h 30; Une république devenue
 folle Rwanda, mar. 18 h 45, 20 h,
 22 h 30; Les Aveux de l'innocent
 mar. 20 h 30.
RETROSPECTIVE RISTO JARVA
 6*o, Institut finlandais, 5* (40-51-
 69-09). La ville est un avenir, sam.
 18 h 15
WERNER FASSBINDER (v.o.), Accen-
 tone, 5* (46-33-66-56), L'Amour en
 plus froid que le sang, mar. 18 h 15
 15 h 50; Le Marchand des saisons,
 mar. 17 h 20; Le Troisième
 Génération, mar. 21 h 30; Mama
 Küster s'en va au ciel, dim. 13 h.
WIM WENDERS (v.o.), Accatone, 5*
 18 h 50-85), Alice dans les villes,
 lun. 19 h 10; Jusqu'au bout du
 monde, dim. 18 h 10; Les Altes
 désir, sam. 19 h.
 (*) Films interdits aux moins de 16
 ans.
 (**) Films interdits aux moins de 18

